



Message aux actionnaires pour le premier trimestre de 2010

www.cibc.com/francais

25 février 2010

Message du président et chef de la direction

Vue d'ensemble des résultats

La Banque CIBC a annoncé un bénéfice net de 652 M\$ pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2010, en comparaison du bénéfice net de 147 M\$ pour le même trimestre de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est élevé à 1,58 \$ en regard de 0,29 \$ il y a un an. Le bénéfice dilué par action (comptabilité de caisse) s'est établi à 1,60 \$¹, contre 0,31 \$¹ il y a un an.

Le ratio des fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres de la Banque CIBC se sont inscrits respectivement à 13,0 % et 17,1 % au 31 janvier 2010, et notre coefficient d'efficacité a été de 57,1 % pour le trimestre.

Les résultats pour le premier trimestre de 2010 ont été influencés par les éléments d'importance suivants qui, regroupés, ont donné lieu à une incidence négative représentant 0,05 \$ par action :

- € un gain de 25 M\$ (17 M\$ après impôts, ou 0,04 \$ par action) lié aux activités de crédit structuré en voie de liquidation;
- € une baisse de valeur de nos actifs d'impôts futurs de 25 M\$ (0,06 \$ par action) résultant de l'adoption par l'Ontario de taux d'imposition des sociétés réduits;
- € une incidence négative de 17 M\$ (12 M\$ après impôts, ou 0,03 \$ par action) de la variation des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur du marché du portefeuille de dérivés de crédit de notre programme de couverture des prêts aux entreprises.

Le bénéfice net pour le premier trimestre de 2010 se comparait au bénéfice net de 644 M\$ du trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action et le bénéfice dilué par action (comptabilité de caisse) du premier trimestre de 2010 se comparaient au bénéfice dilué par action de 1,56 \$ et au bénéfice dilué par action (comptabilité de caisse) de 1,59 \$¹ du trimestre précédent, qui englobaient des éléments d'importance qui, regroupés, ont eu une incidence positive de 0,18 \$ par action sur les résultats.

Marchés de détail CIBC et services bancaires de gros ont affiché des revenus plus élevés qu'au dernier trimestre et au trimestre correspondant de l'exercice précédent, grâce aux placements que nous faisons pour nos clients et pour tirer profit des possibilités de croissance. Parallèlement, nous avons continué de constituer des capitaux tout en investissant dans nos activités, et nous avons conservé un excellent contrôle des frais. De plus, nous avons profité de la remontée des marchés du crédit en réduisant nos positions dans nos activités de crédit structuré en voie de liquidation et nos autres portefeuilles inactifs.

Rendement de nos activités essentielles

Marchés de détail CIBC a affiché un bénéfice net de 529 M\$.

Le total des revenus, de 2,4 G\$, a progressé de 1 % par rapport au premier trimestre de 2009 et de 2 % par rapport au dernier trimestre.

Chacune de nos activités de détail du segment de base a constaté une croissance de ses revenus sur un an.

Les revenus de Services bancaires personnels, de 1,6 G\$, ont grimpé de 10 % en regard du premier trimestre de 2009, les revenus de Services bancaires aux entreprises, de 331 M\$, ont monté de 5 % et les revenus de Gestion des avoirs, de 346 M\$, ont augmenté de 7 %.

La dotation à la provision pour pertes sur créances de 365 M\$ a été majorée par rapport à 278 M\$ il y a un an, principalement compte tenu de la hausse des radiations et des faillites dans les portefeuilles de cartes, et de l'augmentation des pertes des portefeuilles de prêts personnels et de FirstCaribbean International Bank (FirstCaribbean). La dotation à la provision est comparable à celle du trimestre précédent, alors que les pertes moindres dans les portefeuilles de prêts personnels ont été annulées par les pertes plus élevées de FirstCaribbean.

L'objectif de Marchés de détail CIBC est d'être la principale institution financière d'un plus grand nombre de nos clients en leur offrant de solides conseils et d'excellents services financiers. Au cours du premier trimestre de 2010,

nous avons continué de progresser en regard de nos priorités, consistant à fournir des solutions-conseils solides, une excellente expérience client et des produits concurrentiels :

- € Nous avons amélioré l'offre de services bancaires mobiles, en devenant la première grande banque au Canada à lancer une application de services bancaires mobiles pour iPhone permettant aux clients en déplacement d'effectuer une bonne partie de leurs opérations bancaires quotidiennes en tout lieu, en tout temps, à www.cibc.mobi.
- € Nous avons ouvert, déménagé ou agrandi cinq autres centres bancaires pendant le trimestre, à l'égard de notre engagement d'ouvrir 35 centres bancaires en 2010.
- € Nous avons lancé le Compte d'épargne cyberAvantage^{MC} afin de renforcer encore davantage notre gamme de comptes d'épargne et d'appuyer la croissance soutenue des dépôts.
- € Nous avons continué d'attirer de nouveaux clients grâce au Compte d'opérations d'entreprise illimitées CIBC^{MC}, le premier compte du genre offert par une banque canadienne, offrant un nombre illimité d'opérations moyennant des frais mensuels fixes modestes.
- € Nous avons célébré le 40^e anniversaire du premier guichet automatique du Canada, inauguré par la CIBC en 1969, qui a révolutionné le secteur en offrant aux clients un accès sans précédent à leurs fonds.
- € Nous avons investi dans notre marque en démarrant une campagne publicitaire nationale mettant en vedette des employés provenant de toutes les sphères de l'organisation.

Ces initiatives ne représentent que quelques exemples des progrès réalisés au premier trimestre de sorte à bien positionner notre division de détail en vue d'une croissance future.

Les services bancaires de gros ont affiché un bénéfice net de 184 M\$ au premier trimestre.

Le total des revenus, de 613 M\$, a augmenté de 943 M\$ par rapport au premier trimestre de 2009, et de 110 M\$ par rapport au dernier trimestre.

Les revenus de Marchés financiers, de 277 M\$, représentent une amélioration de 6 % en regard du dernier trimestre, alors que les revenus de Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement ont bondi de 33 %, s'établissant à 212 M\$.

La qualité du crédit de notre portefeuille de crédit sur stock était excellente. La dotation à la provision pour pertes sur créances de 24 M\$ a diminué par rapport à 82 M\$ au dernier trimestre.

Les services bancaires de gros continuent de progresser en regard de leur stratégie axée sur les clients. Plusieurs réalisations notables du premier trimestre témoignent de ces progrès :

- € Nous avons obtenu une forte réponse au premier placement d'obligations couvertes de la Banque CIBC aux États-Unis, dans lequel nous avons agi à titre de coplaceur pour compte du placement de 2 G\$ US.
- € Nous avons agi à titre de coresponsable des registres dans un placement secondaire par prise ferme d'actions ordinaires de Centerra Gold Inc. s'élevant à 908 M\$ pour la Corporation Cameco.
- € Nous avons agi à titre de conseiller financier exclusif d'AbitibiBowater Inc. à l'égard de la vente, pour 625 M\$, de sa participation de 60 % dans La Compagnie hydroélectrique Manicouagan à Hydro-Québec.
- € Nous avons agi à titre de syndicaire chef de file et de coresponsable des registres dans un placement de 209 M\$ du Credit Strategy Fund d'Onex Credit Partners.
- € Nous avons conclu une opération de 230 M\$ US pour Central Group of Companies, soit la plus importante opération réalisée par la CIBC pour ce client, qui a permis de réunir le produit tiré de 24 opérations, pour un total approximatif de 2,0 G\$ US.

Ces réalisations découlent de l'engagement de services bancaires de gros d'être un chef de file des services bancaires de gros axés sur les clients au Canada, tout en obtenant des résultats conformes à la direction stratégique de la CIBC visant à afficher un rendement constant et durable.

Progrès de nos activités de crédit structuré en voie de liquidation

Au cours du trimestre, nous avons effectué plusieurs opérations qui ont diminué considérablement le risque futur de pertes et de volatilité de notre portefeuille d'activités de crédit structuré en voie de liquidation.

- € Nous avons résilié des contrats de dérivés de crédit vendus d'un montant de 3,5 G\$ (3,2 G\$ US) comportant des positions dans des titres adossés à des prêts avec flux groupés (TAP flux groupés) et avons pris en charge les valeurs connexes d'un montant équivalent, qui sont classées comme des prêts.
- € Nous avons résilié des dérivés de crédit souscrits non appariés de 2,8 G\$ (2,7 G\$ US) comportant des positions dans des titres de créances d'entreprises auprès de deux garants financiers.

- ∅ Nous avons résilié des contrats de dérivés de crédit vendus d'un montant de 1,9 G\$ (1,8 G\$ US) comportant des positions dans des titres de créances d'entreprise.
- ∅ Nous avons vendu des TAP flux groupés classés dans les prêts d'un montant nominal de référence de 772 M\$ (722 M\$ US) et d'une valeur comptable de 724 M\$ (677 M\$ US) et nous avons résilié des contrats de couverture connexes de 994 M\$ (930 M\$ US) auprès de deux garants financiers.
- ∅ Nous avons racheté des contrats liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation auprès d'un garant financier.
- ∅ L'amortissement normal a réduit de 209 M\$ (196 M\$ US) le montant nominal de référence de nos dérivés de crédit souscrits auprès de garants financiers.

Les diminutions de risque que nous avons réalisées au cours du trimestre correspondent à notre stratégie de profiter de la conjoncture et de possibilités du marché favorables, lorsque le risque est acceptable par rapport au rendement sur le plan économique, afin de continuer de

réduire la taille de notre portefeuille de crédit structuré en voie de liquidation.

Au 31 janvier 2010, la juste valeur, déduction faite des rajustements de valeur, de la protection souscrite auprès de contreparties qui sont des garants financiers s'est établie à 1,3 G\$ (1,2 G\$ US), soit une diminution par rapport à 1,5 G\$ (1,4 G\$ US) au 31 octobre 2009. D'autres pertes importantes pourraient être comptabilisées en fonction du rendement des actifs sous-jacents et de celui des garants financiers.

En somme, au premier trimestre de 2010, la Banque CIBC a réalisé une performance générale à l'appui de sa direction stratégique visant à afficher un rendement constant et durable. Nos activités essentielles ont obtenu des résultats solides, nous avons appuyé nos clients au moyen de placements dans de nouveaux produits et de conseils de grande qualité, nous avons renforcé encore davantage des secteurs clés, dont nos fonds propres, notre profil de financement et notre productivité, et nous avons réduit considérablement le risque lié à notre portefeuille de crédit structuré en voie de liquidation.

La Banque CIBC et ses collectivités

En plus de générer un rendement solide pour ses actionnaires, la Banque CIBC appuie des causes qui comptent dans la vie de ses clients et de ses employés ainsi que pour les collectivités où elle exerce ses activités. Au cours du trimestre :

- ∅ La campagne Centraide 2009 de la Banque CIBC a permis de recueillir plus de 7,3 M\$, notamment 2,8 M\$ en dons de la part de l'entreprise. Plus de 7 500 employés ont versé des dons personnels et des centaines de bénévoles ont organisé des collectes de fonds et participé aux Journées d'entraide de Centraide partout au Canada.
- ∅ La Journée du miracle CIBC a célébré 25 années de réalisations. Le 2 décembre 2009, les spécialistes de négociation et des ventes des services bancaires de gros de la Banque CIBC et les conseillers en placement CIBC Wood Gundy ont recueilli plus de 3,5 M\$, qui seront versés à des organismes d'aide à l'enfance au sein de collectivités de partout au Canada.
- ∅ La Banque CIBC a accueilli 16 diplômées du programme ReConnect™, conçu pour les femmes qui sont prêtes à redémarrer leur carrière et à réussir leur retour au travail après une absence prolongée. Ce programme d'immersion de sept jours, rendu possible grâce à un engagement de 1 M\$ sur cinq ans de la CIBC, se déroule sur les campus de la Richard Ivey School of Business à London et à Toronto, en Ontario.
- ∅ La Banque CIBC et FirstCaribbean ont donné 100 000 \$ pour venir en aide aux victimes du tremblement de terre en Haïti, se joignant aux clients et aux employés de la CIBC pour soutenir cet effort humanitaire.

Le Président et chef de la direction,

Gerald T. McCaughey

¹ Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés inclus dans le présent rapport et notre Reddition de comptes annuelle 2009. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et sont libellés en dollars canadiens. Le rapport de gestion est en date du 24 février 2010. D'autres renseignements concernant la Banque CIBC peuvent être obtenus sur le site SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et sur le site de la Securities and Exchange Commission des États-Unis à l'adresse www.sec.gov. Aucune information du site Web de la CIBC (www.cibc.com/francais) ne doit être considérée comme intégrée par renvoi aux présentes. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période considérée. Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure aux pages 179 à 181 de notre Reddition de comptes annuelle 2009.

Table des matières

5 Modifications à la présentation de l'information financière	20 Rétrospective du rendement financier	24 Marchés de détail CIBC
6 Points saillants financiers du premier trimestre	20 Revenu net d'intérêts	26 Services bancaires de gros
7 Vue d'ensemble	20 Revenu autre que d'intérêts	28 Siège social et autres
8 Perspectives pour 2010	20 Dotation à la provision pour pertes sur créances	29 Situation financière
9 Activités en voie de liquidation et autres activités choisies	21 Frais autres que d'intérêts	29 Revue du bilan consolidé
9 Activités en voie de liquidation	21 Impôts sur les bénéfices	29 Sources de financement
17 Autres activités choisies	21 Change	30 Arrangements hors bilan
	22 Revue de l'information financière trimestrielle	31 Gestion du risque
	23 Mesures non conformes aux PCGR	31 Vue d'ensemble
	23 Répartition aux secteurs d'activité	31 Risque de crédit
	24 Vue d'ensemble des secteurs d'activité	32 Risque de marché
		34 Risque d'illiquidité
		35 Autres risques
		36 Questions relatives à la comptabilité et au contrôle

UN MOT SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS : De temps à autre, nous faisons des énoncés prospectifs écrits ou oraux au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris dans le présent rapport, dans d'autres documents déposés auprès d'organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, et dans d'autres communications. Ces énoncés comprennent, sans toutefois s'y limiter, des déclarations faites aux sections « Rendement de nos activités essentielles », « Progrès de nos activités de crédit structuré en voie de liquidation », « Vue d'ensemble – Perspectives pour 2010 », « Activités en voie de liquidation », « Rétrospective du rendement financier – Impôts sur les bénéfices », « Gestion du risque – Risque de marché », « Gestion du risque – Risque d'illiquidité » et « Questions relatives à la comptabilité et au contrôle » du présent rapport de gestion et d'autres déclarations concernant nos activités, nos secteurs d'activité, notre situation financière, notre gestion des risques, nos priorités, nos cibles, nos objectifs permanents ainsi que nos stratégies et perspectives pour 2010 et les exercices subséquents. Ces énoncés se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes comme « croire », « prévoir », « compter », « s'attendre à », « estimer » et d'autres expressions de même nature et de verbes au futur et au conditionnel. De par leur nature, ces énoncés prospectifs nous obligent à faire des hypothèses, notamment des hypothèses économiques qui sont présentées dans la section « Vue d'ensemble – Perspectives pour 2010 » du présent rapport de gestion, et sont assujettis aux risques inhérents et aux incertitudes qui peuvent être de nature générale ou spécifique. Divers facteurs, dont nombre sont indépendants de notre volonté, influent sur nos activités, notre rendement et nos résultats et pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des résultats attendus dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent : le risque de crédit, le risque de marché, le risque d'illiquidité, le risque stratégique, le risque opérationnel, les risques juridiques et de réputation, le risque de réglementation et le risque environnemental; des changements d'ordre législatif ou réglementaire dans les territoires où nous exerçons nos activités; les changements apportés aux lignes directrices relatives aux fonds propres pondérés en fonction du risque et aux directives d'information, et leur interprétation; l'issue de poursuites et des questions connexes; l'incidence de modifications des normes comptables et des règles et leur interprétation; les changements apportés au montant estimé des réserves et provisions; l'évolution des lois fiscales; les changements à nos cotes de crédit; la situation ou les changements politiques; l'incidence possible de conflits internationaux et de la guerre au terrorisme, des catastrophes naturelles, des urgences en matière de santé publique, des perturbations occasionnées aux infrastructures des services publics et toute autre catastrophe sur nos activités; la fiabilité de tiers de fournir les infrastructures nécessaires à nos activités; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information qui nous est fournie par nos clients et contreparties; le défaut de tiers de remplir leurs obligations envers nous ou nos sociétés affiliées; l'intensification de la concurrence livrée par des concurrents existants ou de nouveaux venus dans le secteur des services financiers; l'évolution des technologies; la tenue des marchés financiers mondiaux; la politique monétaire et économique; les fluctuations de change; la conjoncture économique générale mondiale et celle du Canada, des États-Unis et d'autres pays où nous menons nos activités; les changements de prix et de taux du marché qui pourraient réduire la valeur des produits financiers; notre capacité à élaborer et à lancer des produits et services, à élargir nos canaux de distribution existants et à en créer de nouveaux, et à accroître les revenus que nous en tirons; les changements des habitudes des clients en matière de consommation et d'économie; notre capacité d'attirer et de retenir des employés et des cadres clés et notre capacité à anticiper et à gérer les risques associés à ces facteurs. Cette énumération ne couvre pas tous les facteurs susceptibles d'influer sur nos énoncés prospectifs. Aussi ces facteurs et d'autres doivent-ils éclairer la lecture des énoncés prospectifs sans toutefois que les lecteurs ne s'y fient indûment. Nous ne nous engageons à mettre à jour aucun énoncé prospectif du présent rapport ou d'autres communications, sauf si la loi l'exige.

MODIFICATIONS À LA PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Modifications rétroactives et retraitement des données des périodes antérieures

- € Les activités mondiales de mises en pension de titres, qui faisaient auparavant partie de la Trésorerie dans le groupe Siège social et autres, ont été transférées rétroactivement aux activités sur les marchés financiers de services bancaires de gros. Auparavant, la quasi-totalité des résultats de ces activités était attribuée au secteur Divers de Marchés de détail CIBC.

- € Les produits tirés de la gestion des liquidités des grandes entreprises, qui étaient avant constatés dans les services bancaires aux entreprises de Marchés de détail CIBC, ont été transférés rétroactivement aux activités de Services financiers aux entreprises et Banque d'investissement de services bancaires de gros.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS DU PREMIER TRIMESTRE

Non vérifié	Aux dates indiquées ou pour les trois mois terminés le		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Données relatives aux actions ordinaires			
Par action			
– bénéfice de base	1,59 \$	1,57 \$	0,29 \$
– bénéfice de base (comptabilité de caisse) ¹	1,61	1,59	0,32
– bénéfice dilué	1,58	1,56	0,29
– bénéfice dilué (comptabilité de caisse) ¹	1,60	1,59	0,31
– dividendes	0,87	0,87	0,87
– valeur comptable	29,91	28,96	28,98
Cours de l'action			
– haut	70,66	69,30	57,43
– bas	61,96	60,22	41,65
– clôture	63,90	62,00	46,63
Nombre d'actions en circulation (en milliers)			
– moyen de base	384 442	382 793	380 911
– moyen dilué	385 598	383 987	381 424
– fin de la période	386 457	383 982	381 070
Capitalisation boursière (en millions de dollars)	24 695 \$	23 807 \$	17 769 \$
Mesures de valeur			
Rendement des actions (selon le cours de clôture de l'action)	5,4 %	5,6 %	7,4 %
Ratio dividendes/bénéfice	54,8 %	55,4 %	Négl.
Cours/valeur comptable	2,14	2,14	1,61
Résultats financiers (en millions de dollars)			
Total des revenus	3 061 \$	2 888 \$	2 022 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	359	424	284
Frais autres que d'intérêts	1 748	1 669	1 653
Bénéfice net	652	644	147
Mesures financières			
Coefficient d'efficacité	57,1 %	57,8 %	81,8 %
Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse), base d'imposition équivalente (BIE) ¹	56,6 %	57,3 %	80,6 %
Rendement des capitaux propres	21,5 %	22,2 %	4,0 %
Marge d'intérêts nette	1,76 %	1,66 %	1,43 %
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen	2,08 %	1,99 %	1,77 %
Rendement de l'actif moyen	0,76 %	0,75 %	0,16 %
Rendement de l'actif productif d'intérêts moyen	0,90 %	0,90 %	0,19 %
Rendement total des actionnaires	4,40 %	(5,25) %	(13,1) %
Données du bilan et hors bilan (en millions de dollars)			
Encaisse, dépôts auprès d'autres banques et valeurs mobilières	84 334 \$	84 583 \$	83 803 \$
Prêts et acceptations	180 115	175 609	181 284
Total de l'actif	337 239	335 944	353 815
Dépôts	224 269	223 117	226 383
Capitaux propres des porteurs d'actions ordinaires	11 558	11 119	11 041
Actif moyen	340 822	339 197	369 249
Actif productif d'intérêts moyen	288 575	282 678	299 136
Capitaux propres moyens des porteurs d'actions ordinaires	11 269	10 718	10 960
Biens administrés	1 173 180	1 135 539	1 038 958
Mesures de qualité du bilan			
Actions ordinaires/actif pondéré en fonction du risque	10,3 %	9,5 %	9,0 %
Actif pondéré en fonction du risque (en milliards de dollars)	112,1 \$	117,3 \$	122,4 \$
Ratio des fonds propres de première catégorie	13,0 %	12,1 %	9,8 %
Ratio du total des fonds propres	17,1 %	16,1 %	14,8 %
Autres renseignements			
Ratio détail/gros ²	72 % / 28 %	69 % / 31 %	63 % / 37 %
Équivalents temps plein	41 819	41 941	42 320

1) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

2) Le ratio représente le capital attribué aux secteurs d'activité à la fin de la période. négl. Négligeable.

VUE D'ENSEMBLE

Le bénéfice net pour le trimestre s'est établi à 652 M\$, en regard d'un bénéfice net de 147 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et d'un bénéfice net de 644 M\$ au trimestre précédent.

Nos résultats pour le trimestre considéré ont été touchés par les facteurs suivants :

- € un gain de 25 M\$ (17 M\$ après impôts) lié aux activités de crédit structuré en voie de liquidation;
- € une baisse de valeur de nos actifs d'impôts futurs de 25 M\$ résultant de l'adoption par l'Ontario de taux d'imposition des sociétés réduits;
- € une incidence négative de 17 M\$ (12 M\$ après impôts) de la variation des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur du marché du portefeuille de dérivés de crédit de notre programme de couverture des prêts aux entreprises.

Comparaison avec le premier trimestre de 2009

Les revenus ont progressé par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de la constatation de gains liés aux activités de crédit structuré en voie de liquidation comparativement à des pertes subies au même trimestre il y a un an. Le trimestre a également profité des marges plus importantes sur les produits de prêts personnels et commerciaux, de la croissance des dépôts de détail et de la plupart des produits de prêts personnels, des gains réalisés à la vente de placements de Banque d'affaires et de la hausse des revenus tirés des frais de gestion des avoirs. Ces éléments ont été en partie contrebalancés par une diminution des gains réalisés à la vente par la Trésorerie de titres disponibles à la vente et par des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur de marché du portefeuille de dérivés de crédit adossés à des prêts aux entreprises, alors que des gains liés à l'évaluation à la valeur du marché avaient été réalisés au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats du premier trimestre de 2009 se sont ressentis des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur de marché des couvertures de taux d'intérêt dans le portefeuille de baux adossés, des pertes ou des baisses de valeur du portefeuille de Banque d'affaires et des pertes de change sur les activités de rapatriement.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté surtout compte tenu de l'accentuation des pertes dans les portefeuilles de cartes de crédit et de crédit personnel, attribuable à l'accroissement des comptes en souffrance et du nombre de faillites ainsi qu'aux pertes plus élevées du segment de financement immobilier aux États-Unis et de FirstCaribbean International Bank (FirstCaribbean).

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté surtout à cause de la hausse de la rémunération liée au rendement, des charges de retraite et des frais d'occupation, et du règlement intervenu avec la Commission des valeurs

mobilières de l'Ontario (CVMO) au sujet de notre participation sur le marché du papier commercial adossé à des créances (PCAC). Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par une diminution des taxes d'affaires et impôts et taxe sur le capital.

Les impôts sur les bénéfices du trimestre considéré ont été touchés par la baisse de valeur des actifs d'impôts futurs susmentionnée. Le trimestre correspondant de l'exercice précédent affichait des économies d'impôts liées aux pertes sur les activités de crédit structuré et aux pertes de change sur les activités de rapatriement.

Comparaison avec le quatrième trimestre de 2009

Les revenus ont été plus élevés qu'au trimestre précédent, principalement grâce aux gains réalisés à la vente de placements de Banque d'affaires, à la croissance des dépôts de détail et de la plupart des produits de prêts personnels, et à des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur de marché de notre portefeuille de dérivés de crédit adossés à des prêts aux entreprises. Ces éléments ont été contrebalancés surtout par une diminution des revenus des activités de crédit structuré en voie de liquidation pendant le trimestre. Les résultats du trimestre précédent ont été affaiblis par la baisse de valeur de certaines positions disponibles à la vente des activités abandonnées et d'autres activités en voie de liquidation.

La diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'explique en particulier par la baisse des pertes du segment de financement immobilier aux États-Unis et d'autres activités en voie de liquidation ainsi que des portefeuilles de prêts personnels non garantis et par la réduction de la dotation à la provision générale pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par les pertes plus élevées de FirstCaribbean.

Les frais autres que d'intérêts se sont accentués surtout à cause de la hausse de la rémunération liée au rendement, des charges de retraite et du règlement lié au PCAC susmentionné. Ces facteurs ont été partiellement compensés par un recul des frais liés à l'informatique.

La charge d'impôts du trimestre considéré tient compte de la baisse de valeur des actifs d'impôts futurs mentionnée précédemment et se compare à une économie d'impôts résultant de la réévaluation favorable d'actifs d'impôts futurs au trimestre précédent.

Nos résultats pour les périodes précédentes ont été touchés par les éléments suivants :

Quatrième trimestre de 2009

- € un gain de 85 M\$ (58 M\$ après impôts) lié aux activités de crédit structuré en voie de liquidation;
- € des gains de 62 M\$ découlant de divers éléments fiscaux;
- des baisses de valeur de 42 M\$ (27 M\$ après impôts) relativement à certaines positions disponibles à la vente des activités abandonnées et d'autres activités en voie de liquidation;
- € une incidence négative de 36 M\$ (25 M\$ après impôts) de la variation des écarts de taux sur nos dérivés de crédit adossés à des prêts aux entreprises.

Premier trimestre de 2009

- € une perte de 708 M\$ (483 M\$ après impôts) liée aux activités de crédit structuré en voie de liquidation;
- € une incidence positive de 94 M\$ (64 M\$ après impôts) de la variation des écarts de taux sur les dérivés de crédit adossés à des prêts aux entreprises;
- € des baisses de valeur de 92 M\$ (51 M\$ après impôts) liées à l'évaluation à la valeur de marché, sur les couvertures de taux d'intérêt pour le portefeuille de baux adossés qui n'était pas admissible à la comptabilité de couverture;
- € des pertes ou des baisses de valeur de 87 M\$ (52 M\$ après impôts) du portefeuille de Banque d'affaires;
- € des pertes de change de 48 M\$ (gain de 4 M\$ après impôts) sur les activités de rapatriement.

Perspectives pour 2010

L'économie américaine et l'économie canadienne ont toutes deux terminé l'année 2009 en meilleure position, et cet élan semble donner lieu à une saine croissance, du moins au premier semestre de 2010. La production s'accélère pour se rapprocher de la demande, après une période de réduction des stocks. De plus, au Canada, la demande interne est soutenue par la création d'emploi nette. La croissance pourrait ralentir plus tard dans l'année lorsque s'atténuera la hausse des exportations canadiennes attribuable à la reconstitution des stocks et aux stimuli fiscaux des États-Unis et lorsque fléchira l'essor actuel du marché de l'habitation, après les majorations attendues des taux d'intérêt de la Banque du Canada au deuxième trimestre et la prise d'effet des nouveaux règlements sur les prêts hypothécaires garantis.

Marchés de détail CIBC devrait assister à une croissance modérée de ses prêts hypothécaires, de ses cartes et de ses autres produits de crédit, stimulée par les faibles taux d'intérêt et la modeste progression de l'emploi, quoique la demande de prêts hypothécaires pourrait décélérer plus tard dans l'année par suite de la hausse des taux d'intérêt. Le nombre de faillites personnelles devrait se stabiliser au moment de la reprise du marché de la main-d'œuvre, tandis que les faillites de petites entreprises s'accroîtront avec les répercussions tardives de la récession de l'an dernier. La demande de produits de placement

devrait être soutenue par l'amélioration des revenus et des marchés des capitaux.

Les services bancaires de gros devraient tirer profit d'un bon rythme d'émission d'actions et d'obligations, car les gouvernements demeurent d'importants emprunteurs et les entreprises bénéficient de la vigueur des marchés financiers. Les activités de fusions et acquisitions pourraient également se raffermir au fur et à mesure que reprend la confiance. On prévoit que la demande de crédit sera soutenue par la reconstitution des stocks et que le marché de la dette publique continuera de représenter une option concurrentielle pour les plus grandes entreprises. Le financement immobilier aux États-Unis pourrait demeurer au ralenti et les taux de défaillance des entreprises sont susceptibles de rester élevés par suite des répercussions tardives de la récession de l'exercice précédent.

ACTIVITÉS EN VOIE DE LIQUIDATION

Activités de crédit structuré en voie de liquidation

Vue d'ensemble et résultats

Les activités de crédit structuré de services bancaires de gros englobaient nos anciennes activités exercées à titre de contrepartiste et aux fins de facilitation pour le compte de clients. Comme ces activités incluaient l'entreposage d'actifs et la structuration de structures d'accueil, il est possible que certaines des positions que nous détenions aient été non couvertes. Nos autres activités comprenaient l'intermédiation, la corrélation et la négociation, laquelle permet de dégager une marge sur les positions appariées.

Positions

Nos positions sont principalement réparties entre les catégories suivantes :

Non couvertes :

- € titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation; et
- € titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation;

Couvertes :

- € par des garants financiers (titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation), y compris les positions non appariées pour lesquelles nous avons souscrit une protection sans qu'il n'y ait de risque associé aux titres sous-jacents; et
- € par d'autres contreparties (titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation).

Résultats

Le bénéfice net avant impôts pour le trimestre s'est établi à 25 M\$, en regard d'une perte nette avant impôts de 708 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et d'un bénéfice net avant impôts de 85 M\$ au trimestre précédent.

Le bénéfice net du trimestre considéré résulte de la diminution des rajustements de l'évaluation du crédit liés surtout aux garants financiers, découlant des recouvrements liés à l'évaluation à la valeur du marché de certains actifs sous-jacents et du rétrécissement des écarts de taux, et des gains réalisés sur les positions non couvertes, liées en grande partie aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Ces gains ont été atténués par des pertes découlant de la diminution des créances de nos garants financiers sur les actifs de prêts comptabilisés au coût après amortissement, par les baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché du billet à recours limité émis par Cerberus Capital Management, L.P. (Cerberus) et par des pertes résultant des transactions décrites plus loin.

Changements apportés aux positions

Voici un sommaire de nos positions dans les activités de crédit structuré en voie de liquidation :

En millions de dollars US, au	31 janvier 2010	31 octobre 2009
Montant nominal de référence		
Placements et prêts	12 618 \$	10 442 \$
Dérivés de crédit vendus ¹	17 496	22 710
Total des positions, montant brut	30 114 \$	33 152 \$
Dérivés de crédit souscrits	27 744 \$	32 257 \$

1) Incluent le montant nominal de référence des dérivés de crédit vendus ainsi que les facilités de liquidité et de crédit.

Nous avons conclu un certain nombre d'opérations au cours du trimestre afin de réduire davantage nos positions, comme il est précisé ci-dessous :

- € Nous avons résilié des contrats de dérivés de crédit vendus d'un montant de 3,5 G\$ (3,2 G\$ US) comportant des positions dans des titres adossés à des prêts avec flux groupés (TAP flux groupés) et avons pris en charge les valeurs connexes d'un montant équivalent, qui sont classées comme des prêts. Nous avons également conclu une opération de financement à l'égard d'actifs similaires au montant de 1,9 G\$ (1,8 G\$ US) avec la même contrepartie. Ces opérations ont donné lieu à une perte avant impôts de 4 M\$ (4 M\$ US);
- € Nous avons résilié des contrats de dérivés de crédit souscrits dans les titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation non appariés de 2,8 G\$ (2,7 G\$ US) portant sur des positions dans des titres d'emprunt d'entreprises avec deux garants financiers (appelés contreparties « VI » et « IX ») pour une contrepartie au comptant totale de 3 M\$ (3 M\$ US). L'opération a donné lieu à une perte avant impôts de 8 M\$ (8 M\$ US);
- € Nous avons résilié des contrats de dérivés de crédit vendus d'un montant de 1,9 G\$ (1,8 G\$ US) comportant des positions dans des titres d'emprunt d'entreprise, ce qui a donné lieu à une perte avant impôts de 3 M\$ (3 M\$ US). Par suite de cette opération, des dérivés de crédit souscrits de 1,9 G\$ (1,8 G\$ US) qui couvraient ces positions sont devenus non appariés;
- € Nous avons vendu des TAP flux groupés classés dans les prêts d'un montant nominal de référence de 772 M\$ (722 M\$ US) et d'une valeur comptable de 724 M\$ (677 M\$ US) pour une contrepartie au comptant de 708 M\$ (662 M\$ US), ce qui a entraîné une perte avant impôts de 16 M\$ (15 M\$ US). Par suite de cette opération, nous avons également résilié des contrats de couverture connexes d'un montant de 994 M\$ (930 M\$ US) avec deux garants financiers (appelés contreparties « III » et « IV ») pour une contrepartie

au comptant totale de 3 M\$ (3 M\$ US). Ces opérations ont donné lieu à une perte avant impôts supplémentaire de 11 M\$ (10 M\$ US). Les risques sous-jacents qui sont devenus non couverts par suite de la résiliation étaient composés de dérivés de crédit vendus d'un montant nominal de référence de 169 M\$ (158 M\$ US) et d'une juste valeur de 9 M\$ (8 M\$ US) et de valeurs classées comme prêts d'un montant nominal de référence de 52 M\$ (50 M\$ US) et d'une valeur comptable de 50 M\$ (48 M\$ US) à la date de l'opération;

- € Nous avons racheté des contrats liés aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation auprès d'un garant financier (appelé contrepartie « II ») pour une contrepartie au comptant de 79 M\$ (75 M\$ US). Par conséquent, nous avons réduit le montant brut à recevoir de 511 M\$ (486 M\$ US) et inscrit une réduction correspondante du rajustement de l'évaluation du crédit de 396 M\$ (377 M\$ US). Ces opérations ont donné lieu à une perte avant impôts de 36 M\$ (34 M\$ US). Les risques sous-jacents qui sont devenus non couverts par suite du rachat étaient composés de valeurs d'un montant nominal de référence de 549 M\$ (523 M\$ US) et d'une juste valeur de 37 M\$ (35 M\$ US) à la date de l'opération; et
- € L'amortissement normal a réduit de 209 M\$ (196 M\$ US) le montant nominal de référence de nos dérivés de crédit souscrits auprès de garants financiers.

Gain découlant de la réduction de l'engagement non capitalisé à l'égard d'un billet de financement variable

Au quatrième trimestre de 2008, nous avons constaté un gain de 895 M\$ (841 M\$ US) découlant de la réduction à zéro de notre engagement non capitalisé sur un billet de financement variable émis par une entité émettrice de titres adossés à des créances avec flux groupés (TAC flux groupés). Cette réduction a fait suite à une série d'actions du fiduciaire désigné par l'acte de fiducie des TAC flux groupés après le dépôt du bilan, le 15 septembre 2008, de Lehman Brothers Holdings Inc. (Lehman), garant d'un swap sur défaillance connexe conclu avec l'entité émettrice de TAC flux groupés. Malgré qu'elle ait fait savoir son désaccord avec les actions du fiduciaire désigné par l'acte de fiducie, la succession de Lehman n'a pas intenté d'actions judiciaires visant les TAC flux groupés ou notre billet de financement variable. Toutefois, la succession de Lehman a intenté des actions judiciaires visant certains autres TAC flux groupés et, au premier trimestre de 2010,

dans l'affaire *Lehman Brothers Special Financing, Inc. v. BNY Corporate Trustee Services, Ltd.*, le tribunal des faillites américain à New York a statué que la provision habituelle dans une opération de TAC flux groupés était inexécutable, renversant ainsi la priorité des paiements à la faillite de Lehman, garant en vertu d'un contrat de swap sur défaillance. Malgré cette décision, pour laquelle le défendeur a l'intention d'interjeter appel, nous demeurons convaincus que, même si elles sont contestées, les actions du fiduciaire visant à réduire à zéro notre engagement non capitalisé à l'égard de notre billet de financement variable devraient être maintenues, bien qu'il ne peut y avoir de certitude quant à l'issue éventuelle. Nous continuons de croire que les actions du fiduciaire désigné par l'acte de fiducie ont été entièrement soutenues par les dispositions des contrats en vigueur et les normes juridiques pertinentes.

Total des positions

Le tableau qui suit présente le sommaire des positions détenues dans les activités de crédit structuré en voie de liquidation de services bancaires de gros. Il n'inclut pas la protection de Cerberus à l'égard de notre exposition aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation.

En millions de dollars US, au 31 janvier 2010

	Positions ⁹					Couvertures			
	Placements et prêts ¹			Dérivés de crédit vendus et facilités de trésorerie et de crédit ²		Dérivés de crédit souscrits et couvertures indicelles			
	Montant nominal de référence	Juste valeur	Valeur comptable	Montant nominal de référence	Juste valeur ³	Garants financiers		Divers	
						Montant nominal de référence	Juste valeur, avant le rajustement de l'évaluation du crédit ³	Montant nominal de référence	Juste valeur, avant le rajustement de l'évaluation du crédit ³
Couverts									
Titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation – TAC flux groupés	- \$	- \$	- \$	493 \$	469 \$	60 \$	40 \$	434 \$	428 \$
Total des titres couverts du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation	- \$	- \$	- \$	493 \$	469 \$	60 \$	40 \$	434 \$	428 \$
Titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation									
TAP flux groupés	152 \$	142 \$	142 \$	4 313 \$	258 \$	4 218 \$	257 \$	248 \$	17 \$
TAP flux groupés classés dans les prêts ⁴	7 959	7 260	7 360	-	-	7 775	520	222	15
Titres d'emprunt d'entreprises	-	-	-	8 016	236	800	34	7 220	210
Titres d'emprunt d'entreprises (non appariés)	-	-	-	-	-	3 500	38	-	-
TACHC (non appariés)	-	-	-	-	-	775	603	-	-
Autres titres classés dans les prêts ⁵	693	377	437	-	-	692	316	-	-
Divers (comprennent les TACHC et les titres privilégiés de fiducies)	314	125	125	1 458	439	1 397	580	403	44
Total des titres couverts autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation	9 118 \$	7 904 \$	8 064 \$	13 787 \$	933 \$	19 157 \$	2 348 \$	8 093 \$	286 \$
Total des titres couverts	9 118 \$	7 904 \$	8 064 \$	14 280 \$	1 402 \$	19 217 \$	2 388 \$	8 527 \$	714 \$
Non couverts									
Titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation – TAC flux groupés ⁶	2 177 \$	95 \$	95 \$	2 424 \$	2 119 \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Total des titres non couverts du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation	2 177 \$	95 \$	95 \$	2 424 \$	2 119 \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation									
TAP flux groupés	64 \$	24 \$	24 \$	250 \$	14 \$	- \$	- \$	- \$	- \$
TAP flux groupés classés dans les prêts	253	235	243	-	-	-	-	-	-
Titres d'emprunt d'entreprises	166	113	113	-	-	-	-	-	-
Billets liés à la Proposition de Montréal ^{2,7}	386	209	209	281	s.o.	-	-	-	-
Fonds multicédants de PCAC soutenus par des tiers ²	102	102	102	75	s.o.	-	-	-	-
Autres titres classés dans les prêts	174	170	152	-	-	-	-	-	-
Divers ^{2,8}	178	161	161	186	1	-	-	-	-
Total des titres non couverts autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation	1 323 \$	1 014 \$	1 004 \$	792 \$	15 \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Total des titres non couverts	3 500 \$	1 109 \$	1 099 \$	3 216 \$	2 134 \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Total	12 618 \$	9 013 \$	9 163 \$	17 496 \$	3 536 \$	19 217 \$	2 388 \$	8 527 \$	714 \$
31 octobre 2009	10 442 \$	6 721 \$	7 024 \$	22 710 \$	4 152 \$	23 748 \$	3 413 \$	8 509 \$	681 \$

- Exclut les billets sur actions et les billets sur le surplus obtenus en contrepartie du rachat de nos contrats liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation avec un garant financier d'un montant nominal de référence de 261 M\$ US et d'une juste valeur de 41 M\$ US au 31 janvier 2010.
- Le montant nominal de référence non utilisé des facilités de trésorerie et de crédit s'élevait à 281 M\$ US pour les billets liés à la Proposition de Montréal, à 75 M\$ US pour les fonds multicédants de PCAC de tiers non soutenus par des banques, et à 20 M\$ US pour des titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation non couverts.
- Juste valeur brute des contrats, qui était généralement nulle, ou presque nulle, au moment où ils ont été conclus.
- Les placements et les prêts comprennent des engagements de placement non capitalisés d'un montant nominal de référence de 173 M\$ US.
- Représentent des TAC flux groupés avec des titres privilégiés de fiducies donnés en garantie.
- La position non couverte nette dans des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, compte tenu des réductions de valeur, atteignait 400 M\$ US au 31 janvier 2010 et comprend un montant de 371 M\$ US lié aux TAC flux groupés super prioritaires de TAC hypothécaires à l'habitation mezzanines, déduction faite des réductions de valeur.
- Incluaient une position estimative dans des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation de 98 M\$ au 31 janvier 2010.
- Incluaient des valeurs entreposées autres que des TAC hypothécaires à l'habitation de 10 M\$ US et une juste valeur de néant.
- Nous avons exclu la totalité de nos placements, y compris ceux liés à nos activités de trésorerie, dont le montant nominal de référence est de 1,3 G\$ US (868 M\$ US au 31 octobre 2009) et la juste valeur, de 1,3 G\$ US (865 M\$ US au 31 octobre 2009). Ces placements comprennent des titres d'emprunt émis par la Federal National Mortgage Association (Fannie Mae), dont le montant nominal de référence s'élevait à 418 M\$ US et la juste valeur, à 417 M\$ US; par la Federal Home Loan Mortgage Corporation (Freddie Mac), d'un montant nominal de référence de 232 M\$ US et d'une juste valeur de 229 M\$ US et par la Government National Mortgage Association (Ginnie Mae), d'un montant nominal de référence de 616 M\$ US et d'une juste valeur de 615 M\$ US. Les titres de participation du compte de négociation d'une juste valeur de 1 M\$ (1 M\$ US au 31 octobre 2009) émis par la Student Loan Marketing Association (Sallie Mae) ont également été exclus.

s.o. Sans objet.

Opération conclue avec Cerberus

En 2008, nous avons conclu une entente avec Cerberus afin d'obtenir une protection contre le risque de perte à l'égard de notre exposition aux TAC flux groupés liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation couverts et non couverts tout en conservant le potentiel d'appréciation lié à la reprise de valeur des titres sous-jacents. Au 31 janvier 2010, le solde du capital et la juste valeur du billet à recours limité émis au cours de l'opération conclue avec Cerberus s'établissaient respectivement à 539 M\$ (504 M\$ US) et à 355 M\$ (332 M\$ US). La juste valeur des positions dans les TAC flux groupés sous-jacents était de 453 M\$ (424 M\$ US) au 31 janvier 2010. Au cours du trimestre, nous avons comptabilisé une perte de 119 M\$ (112 M\$ US) sur le billet à recours limité, en grande partie atténuée par les gains sur les actifs couverts.

Protection souscrite auprès de garants financiers

Le tableau ci-dessous présente par contrepartie le montant nominal de référence et la juste valeur de la protection liée aux titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation souscrite auprès des garants financiers et les actifs sous-jacents à cette protection. En outre, nous avons une protection liée aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation souscrite auprès d'un garant financier (appelé contrepartie « I ») d'un montant nominal de référence de 60 M\$ US et d'une juste valeur brute de 40 M\$ US, ainsi qu'un rajustement de l'évaluation du crédit de 26 M\$ US au 31 janvier 2010. La juste valeur, déduction faite des rajustements de l'évaluation du crédit, est incluse dans les instruments dérivés présentés dans les autres actifs du bilan consolidé.

En millions de dollars US, au 31 janvier 2010

Contrepartie	Montant nominal de référence des actifs sous-jacents autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation							Protection souscrite auprès des garants financiers			
	Standard & Poor's	Moody's Investors Services	Fitch Ratings	TAP flux groupés	Titres d'emprunt d'entreprises	TACHC	Divers	Total du montant nominal de référence	Juste valeur, avant le rajustement de l'évaluation du crédit	Rajustement de l'évaluation du crédit	Juste valeur, moins le rajustement de l'évaluation du crédit
I	BB+ ¹	B3 ¹	- ³	510 \$	- \$	777 \$ ⁴	179 \$	1 466 \$	713 \$	(465) \$	248 \$
II	CC ²	Caa2 ²	- ³	838	-	-	772	1 610	364	(269)	95
III	CC ¹	- ³	- ³	1 011	-	-	119	1 130	114	(92)	22
IV	- ³	- ³	- ³	1 182	-	-	263	1 445	133	(109)	24
V	- ³	- ³	- ³	2 608	-	-	-	2 608	156	(37)	119
VI	BBB- ¹	Ba1	- ³	-	2 800 ⁴	-	-	2 800	58	(11)	47
VII	AAA ¹	Aa3 ¹	AA ¹	4 481	-	-	250	4 731	479	(86)	393
VIII	AAA ¹	Aa3 ¹	AA- ¹	1 288	-	-	128	1 416	140	(27)	113
IX	BB- ¹	Ba1 ¹	- ³	75	1 500 ⁴	-	376	1 951	191	(93)	98
Total, garants financiers				11 993 \$	4 300 \$	777 \$	2 087 \$	19 157 \$	2 348 \$	(1 189) \$	1 159 \$
31 octobre 2009				13 292 \$	6 959 \$	777 \$	2 132 \$	23 160 \$	2 880 \$	(1 591) \$	1 404 \$

1) Fait l'objet d'une surveillance de crédit assortie d'une perspective négative.

2) Sous surveillance évolutive.

3) Cote retirée et n'est plus notée.

4) Comprend des protections non appariées souscrites de 3,5 G\$ US et 775 M\$ US respectivement pour les titres de créance d'entreprise et les TACHC.

Une charge totale de 388 M\$ (366 M\$ US) au titre des rajustements de l'évaluation du crédit à l'égard des garants financiers a été constatée pour le trimestre considéré. Au 31 janvier 2010, les rajustements de l'évaluation du crédit à l'égard des contrats de dérivés de crédit avec des garants financiers ont atteint 1,3 G\$ (1,2 G\$ US) (2,2 G\$ au 31 octobre 2009 (2,0 G\$ US)), et la juste valeur des contrats de dérivés de crédit avec des garants financiers, déduction faite des rajustements de valeur, a atteint 1,3 G\$ (1,2 G\$ US) (1,5 G\$ au 31 octobre 2009 (1,4 G\$ US)). D'autres pertes importantes pourraient être comptabilisées en fonction du rendement des actifs sous-jacents et de celui des garants financiers.

En outre, nos portefeuilles d'activités en voie de liquidation comportent également des prêts et des titres décomposés par tranche qui sont en partie directement garantis par les garants financiers ou par des obligations garanties par les garants financiers. Au 31 janvier 2010, ces positions étaient productives et la garantie fournie par les garants financiers totalisait environ 74 M\$ (69 M\$ US).

Le tableau suivant présente des données et une description supplémentaires des actifs sous-jacents à notre exposition aux titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation sous-jacents à la protection souscrite auprès de garants financiers.

En millions de dollars US, au 31 janvier 2010

	Montant nominal de référence	Juste valeur de la protection souscrite	Total des tranches ¹	Montant nominal de référence/tranche		Juste valeur/tranche		Durée moyenne pondérée (en années) ^{2,3}	Actifs sous-jacents de qualité supérieure ⁴	Subordination/rattachement ⁵		Détachement ⁶	
				Haut	Bas	Haut	Bas			Moyenne	Fourchette	Moyenne	Fourchette
Couverts													
TAP flux groupés (y compris les prêts)	11 993 \$	777 \$	78	375 \$	- \$	26 \$	- \$	3,6	2 %	31 %	6-67 %	99 %	50-100 %
Titres d'emprunt d'entreprises	800	34	1	800	800	34	34	3,9	51 %	15 %	15 %	30 %	30 %
Divers													
Titres privilégiés de fiducies (y compris les prêts) autres que des TAC hypothécaires à l'habitation américains	784	366	12	123	23	64	12	14,2	n.d.	49 %	45-57 %	100 %	100 %
Divers	151	74	3	69	21	34	10	3,0	n.d.	53 %	53 %	100 %	100 %
Non apparés	1 154	456	9	251	1	163	-	6,4	n.d.	20 %	0-53 %	100 %	100 %
Titres d'emprunt d'entreprises	3 500	38	6	800	400	15	4	3,6	68 %	23 %	15-30 %	44 %	30-60 %
TACHC américains	775	603	2	452	323	328	275	4,9	15 %	44 %	43-46 %	100 %	100 %
Total	19 157 \$	2 348 \$	111	2 870 \$	1 568 \$	664 \$	335 \$						

- 1) Une tranche constitue une partie des titres offerts dans le cadre d'une même opération dont l'actif sous-jacent peut être un seul actif, un groupe d'actifs, un indice ou une autre tranche. La valeur de la tranche dépend de la valeur de l'actif sous-jacent, de la subordination et de la structure propre à la transaction, notamment les tests et les déclencheurs.
 - 2) La durée moyenne pondérée des positions est influencée par les hypothèses formulées sur les garanties, sur les reports d'intérêts et les défaillances de paiement d'intérêts, et sur les paiements anticipés, et pour les TAC flux groupés de titres de fiducie, également par les possibilités de succès d'enchères futures. Ces hypothèses et la durée moyenne pondérée qui en découle, particulièrement dans le cas des TAC flux groupés de titres de fiducie, peuvent varier considérablement d'une période à l'autre.
 - 3) La durée moyenne pondérée de notre tranche sera généralement plus courte que celle des actifs sous-jacents donnés en garantie pour un ou plusieurs motifs de l'utilisation des flux de trésorerie découlant des remboursements et des recouvrements des défaillances pour rembourser notre tranche.
 - 4) Ou l'équivalent en fonction des cotes de crédit internes.
 - 5) Les points de rattachement et de subordination correspondent au niveau de pertes qui peuvent être subies par les actifs donnés en garantie sous-jacents aux actifs de référence sans que ces pertes influent sur les tranches présentées ci-dessus.
 - 6) Les points de détachement correspondent aux pertes subies par les actifs donnés en garantie sous-jacents aux actifs de référence à partir desquelles toute perte additionnelle n'a plus d'incidence sur les tranches présentées ci-dessus.
- n.d. Non disponible.

Positions couvertes

TAP flux groupés

Les actifs sous-jacents des TAP flux groupés couverts sont composés de 78 tranches. Environ 37 % du total du montant nominal de référence des tranches de TAP flux groupés avaient une cote équivalente à AAA, 56 % avaient une cote équivalente aux cotes entre AA+ et AA-, 6 % avaient une cote équivalente aux cotes entre A+ et A-, et seulement 1 % avaient une cote équivalente aux cotes entre BBB+ et BBB-, au 31 janvier 2010. Les cotes d'environ 18 % des actifs donnés en garantie sous-jacents sont équivalentes à BB- ou plus, les cotes d'environ 57 % sont équivalentes aux cotes entre B+ et B-, les cotes d'environ 14 % sont équivalentes à la cote CCC+ ou moins, et le reste des actifs étaient sans cote en date du 31 janvier 2010. Les actifs donnés en garantie comprennent des actifs d'un large éventail de secteurs, et sont surtout concentrés dans le secteur des services (personnels et alimentaires) (29 %), le secteur de la diffusion, de l'édition et des télécommunications (18 %) et le secteur manufacturier (13 %). Seulement 3 % des actifs se trouvent dans le secteur de l'immobilier. Environ 70 % et 24 % des actifs sous-jacents représentent respectivement l'exposition aux titres américains et aux titres européens.

Titres d'emprunt d'entreprises

Les actifs sous-jacents des titres d'emprunt d'entreprises couverts comprennent 1 tranche de TAC flux groupés synthétiques super prioritaires qui se reporte à des portefeuilles de titres d'emprunt d'entreprises américains (63 %) et européens (20 %) de divers secteurs, notamment le secteur manufacturier (28 %), le secteur des institutions financières (16 %), le secteur des télécommunications et de la câblodiffusion (11 %) et le secteur de la vente au détail et de la vente en gros (3 %). Une tranche d'environ 10 % du total du montant nominal de référence des titres d'emprunt d'entreprises sous-jacents de 800 M\$ US avait une cote équivalente à A- ou plus, une tranche de 41 % avait une cote équivalente aux cotes entre BBB- et BBB+, et la tranche restante avait une cote équivalente à BB+ ou moins, au 31 janvier 2010.

Divers

Les autres positions couvertes comprennent les TAC flux groupés ayant des titres privilégiés de fiducies donnés en garantie, qui sont des instruments de fonds propres de première catégorie novateurs émis par des banques régionales américaines et des assureurs américains, des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation non américains (notamment des prêts hypothécaires à l'habitation européens) et d'autres actifs, y compris les tranches de TAC flux groupés, les locations d'aéronefs, les créances afférentes liées au domaine du cinéma et les TACHC.

Positions non appariées

Titres d'emprunt d'entreprises

Les actifs sous-jacents des titres d'emprunt d'entreprises non appariés comprennent 6 tranches de TAC flux groupés synthétiques super prioritaires qui se reportent à des portefeuilles de titres d'emprunt d'entreprises américains (56 %) et européens (30 %) de divers secteurs, notamment le secteur manufacturier (31 %), le secteur des institutions financières (10 %), le secteur des télécommunications et de la câblodiffusion (12 %) et le secteur de la vente au détail et de la vente en gros (8 %). Une tranche d'environ 19 % du total du montant nominal de référence des titres d'emprunt d'entreprises sous-jacents non appariés de 3,5 G\$ US avait une cote équivalente à A- ou plus, une tranche de 49 % avait une cote équivalente aux cotes entre BBB- et BBB+, et la tranche restante avait une cote équivalente à BB+ ou moins, au 31 janvier 2010.

TACHC américains

Les deux tranches synthétiques renvoient aux portefeuilles de TACHC adossés à des blocs de prêts hypothécaires immobiliers commerciaux situés surtout aux États-Unis. Une tranche d'environ 15 % des titres sous-jacents avait une cote équivalente aux cotes entre BBB et BBB-, une tranche de 15 % avait une cote équivalente aux cotes entre BB+ et BB-, une tranche de 33 % avait une cote équivalente aux cotes entre B+ et B-, et la tranche restante avait une cote équivalente à CCC+ ou moins, au 31 janvier 2010.

Protection souscrite auprès d'autres contreparties

Le tableau suivant présente les montants nominaux de référence et les justes valeurs avant le rajustement de l'évaluation du crédit de 5 M\$ US (8 M\$ US au 31 octobre 2009) des dérivés de crédit souscrits auprès de contreparties autres que les garants financiers, à l'exclusion des dérivés de crédit souscrits non appariés :

En millions de dollars US, au	Valeurs liées aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation		Valeurs liées aux titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation		Total			
	Montant nominal de référence	Juste valeur	Montant nominal de référence	Juste valeur	Montant nominal de référence		Juste valeur	
					31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2010	31 octobre 2009
Institutions financières non bancaires	434 \$	428 \$	66 \$	3 \$	500 \$	437 \$	431 \$	350 \$
Banques	-	-	805	73	805	862	73	86
Fonds multicédants canadiens	-	-	7 220	210	7 220	7 166	210	245
Divers	-	-	2	-	2	2	-	-
Total	434 \$	428 \$	8 093 \$	286 \$	8 527 \$	8 467 \$	714 \$	681 \$

La contrepartie autre qu'un garant financier couvrant nos positions dans des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation est une importante société américaine de services financiers et d'assurance multinationale diversifiée avec laquelle la CIBC a conclu des ententes de garantie standard. Parmi les autres contreparties qui couvrent le risque lié aux titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, environ 99 % ont une cote de crédit interne correspondant à une cote de première qualité.

Les actifs sous-jacents de la position couverte par des contreparties autres que les garants financiers figurent dans le tableau ci-dessous :

En millions de dollars US, au 31 janvier 2010	Valeurs liées aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation	Valeurs liées aux titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation			Total
	Montant nominal de référence	Montant nominal de référence			
	TAC flux groupés ¹	TAP flux groupés ²	Titres d'emprunt d'entreprises	Divers ³	
Institutions financières non bancaires	434 \$	- \$	- \$	66 \$	66 \$
Banques	-	470	-	335	805
Fonds multisécuritaires canadiens	-	-	7 220	-	7 220
Divers	-	-	-	2	2
Total	434 \$	470 \$	7 220 \$	403 \$	8 093 \$

- 1) Le montant de 434 M\$ US représente les TAC flux groupés super prioritaires dont environ 67 % sont des TAC hypothécaires à l'habitation à risque, 4 %, des TAC hypothécaires à l'habitation assortis d'une cote Alt-A, 15 %, des TAC flux groupés de TACM et 14 %, des titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Les TAC hypothécaires à l'habitation à risque et les TAC hypothécaires à l'habitation assortis d'une cote Alt-A ont tous été émis avant 2006.
- 2) Tous les actifs sous-jacents sont de qualité inférieure. Les positions nord-américaines représentent 10 % des actifs et les positions européennes, 89 %. Les principales concentrations sectorielles se trouvent dans le secteur des services (35 %), le secteur manufacturier (13 %) et les secteurs de la diffusion et des communications (18 %), alors que seulement 4 % des actifs appartiennent au secteur de l'immobilier.
- 3) Les actifs sous-jacents sont composés à environ 60 % d'actifs de première qualité ou sont assortis d'une cote équivalente selon des notations internes, la majorité des positions étant aux États-Unis et en Europe. Les principales concentrations sectorielles se trouvent dans le secteur des services bancaires et des institutions financières, les secteurs de la fabrication, de la diffusion, de l'édition et des télécommunications, et environ 4 % des actifs sont du secteur de l'immobilier.

Fonds multisécuritaires canadiens

Nous avons souscrit une protection de dérivés de crédit auprès de fonds multisécuritaires canadiens et généré des revenus en cédant cette protection à des tiers. Les portefeuilles de référence sont constitués d'indices diversifiés de créances d'entreprises et d'obligations de sociétés. Ces fonds multisécuritaires respectent leurs ententes quant aux garanties données et ont consenti des garanties d'un montant supérieur au risque de marché courant. Great North Trust, soutenue par la CIBC et l'autre contrepartie aux fonds multisécuritaires, soit MAV I, était partie à la Proposition de Montréal.

En millions de dollars US, au 31 janvier 2010	Actifs sous-jacents	Montant nominal de référence ¹	Évaluation à la valeur du marché (avant le rajustement de l'évaluation du crédit)	Montant nominal de référence des biens donnés en garantie ²
Great North Trust	Indice de crédit des entreprises, qualité supérieure ³	4 622 \$	178 \$	280 \$ ⁴
MAV I	160 entreprises de qualité supérieure ⁵	2 598	32	328
Total		7 220 \$	210 \$	608 \$

- 1) Ces positions ont une échéance allant de 3 à 7 ans.
- 2) Comprend les billets de première qualité émis par des fonds multisécuritaires soutenus par des tiers, les billets à taux variables des sociétés, les acceptations bancaires et les engagements en matière de financement. La juste valeur des garanties au 31 janvier 2010 s'établissait à 596 M\$ US (566 M\$ US au 31 octobre 2009).
- 3) Portefeuille statique de 126 sociétés nord-américaines de référence, qui ont obtenu une cote de première qualité à la date de création de l'indice. Parmi ces sociétés, 79 % ont une cote d'au moins BBB-. Toutes sont des entités américaines. Les garants financiers constituent environ 1,6 % du portefeuille. Une tranche de 4,0 % du portefeuille a connu des incidents de crédit. Le point d'attache initial se situe à 30 %, et il n'existe aucune exposition directe aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation ou au marché immobilier commercial américain.
- 4) La valeur des engagements financiers (avec indemnités) de certains investisseurs tiers dans Great North Trust s'établissait à néant au 31 janvier 2010 (néant au 31 octobre 2009).
- 5) Le portefeuille sous-jacent est constitué d'un portefeuille statique de 160 sociétés de référence, dont 91 % étaient des sociétés de qualité supérieure à la date de l'opération. Parmi ces sociétés, 82 % ont actuellement une cote d'au moins BBB- (première qualité), et 58 % sont des sociétés américaines. Les garants financiers constituent environ 2,5 % du portefeuille. Une tranche de 1,9 % du portefeuille a connu des incidents de crédit. Le point d'attache initial se situe à 20 % et il n'existe aucune exposition directe aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation ou au marché immobilier commercial américain.

Positions non couvertes dans des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation

Notre position résiduelle non couverte nette (à l'exclusion de la protection de Cerberus) dans des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, compte tenu des réductions de valeur, atteignait 428 M\$ (400 M\$ US) au 31 janvier 2010. Une tranche de 397 M\$ (371 M\$ US) de la position non couverte nette est liée aux TAC flux groupés super prioritaires de TAC hypothécaires à l'habitation mezzanines.

Positions non couvertes dans des titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation

Nos positions non couvertes dans des titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation sont principalement réparties entre les catégories suivantes : des TAP flux groupés, des titres d'emprunt d'entreprises, des billets liés à la Proposition de Montréal, des fonds multicédants de PCAC de tiers non soutenus par des banques et d'autres titres.

TAP flux groupés

Nos TAP flux groupés non couverts, y compris les titres classés comme prêts, d'un montant nominal de référence de 606 M\$ (567 M\$ US), étaient principalement des tranches pour la plupart assorties de cotes équivalentes ou supérieures à AA au 31 janvier 2010 et étaient surtout adossés à des blocs diversifiés de prêts européens à effet de levier garantis prioritaires.

Titres d'emprunt d'entreprises

Les positions non couvertes dans des titres d'emprunt d'entreprises, dont le montant nominal de référence s'établit à 178 M\$ (166 M\$ US), sont constituées environ à 63 % de titres canadiens, à 11 % de titres européens et à 26 % de titres d'autres pays.

Billets liés à la Proposition de Montréal

En date du 31 janvier 2010, nous détenions des billets de catégorie A-1 et de catégorie A-2 portant intérêt à un taux variable et divers billets subordonnés à coupon zéro et billets reflet d'une juste valeur combinée de 233 M\$ et un montant nominal de référence restant de 413 M\$ qui avait été reçu au départ en échange de notre PCAC non soutenu par des banques en janvier 2009 au moment de la ratification de la restructuration de la Proposition de Montréal. Les billets doivent arriver à échéance en décembre 2016 et sont adossés à des titres à revenu fixe, à des créances titrisées conventionnelles, à des TAC flux groupés et à des swaps sur défaillance super prioritaires dans des entreprises de qualité supérieure. Les actifs sous-jacents exposés au marché américain des prêts hypothécaires à risque ont été isolés et sont liés particulièrement à des billets reflet d'un montant nominal de référence de 98 M\$ et d'une juste valeur de 9 M\$ au 31 janvier 2010.

Nous avons fourni une facilité de financement sur marge de 300 M\$ qui sera utilisée si les conditions modifiées relatives aux déclencheurs d'appel de garantie des dérivés de crédit connexes n'étaient pas respectées et que les nouvelles fiducies créées conformément au plan de restructuration ne disposaient pas de suffisamment d'actifs pour satisfaire aux demandes de garantie. Dans le cas où la facilité de prêt était entièrement utilisée et que d'autres garanties étaient exigées, en raison du non respect des conditions relatives à d'autres déclencheurs d'appel de garantie, nous ne serions pas tenus de financer d'autres garanties, bien que cela pourrait se traduire éventuellement par la perte de notre prêt de 300 M\$.

Au cours du trimestre, nous avons conclu une entente de règlement avec la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO) au sujet de notre participation sur le marché du PCAC, ce qui a entraîné une perte de 22 M\$ (21 M\$ US).

Fonds multicédants de PCAC de tiers non soutenus par des banques

Nous avons fourni des facilités de trésorerie et de crédit à des fonds multicédants de PCAC de tiers non soutenus par des banques. Au 31 janvier 2010, un montant de 189 M\$ (177 M\$ US) sur ces facilités était engagé, principalement lié à des TAC flux groupés américains. Au 31 janvier 2010, un montant de 109 M\$ (102 M\$ US) sur ces facilités était engagé. Une tranche de 29 M\$ (27 M\$ US) des facilités inutilisées est assujettie aux ententes sur les facilités de trésorerie en vertu desquelles les fonds multicédants conservent leur droit de rendre leurs actifs à la CIBC à la valeur nominale. Les actifs sous-jacents de ces TAC flux groupés américains sont assortis d'échéances allant de un an à huit ans.

Divers

Nos autres positions non couvertes, dont le montant nominal de référence s'établit à 389 M\$ (364 M\$ US), consistent en des facilités de crédit de 167 M\$ (156 M\$ US) (dont 136 M\$ US utilisés et 20 M\$ US inutilisés) fournies à des structures d'accueil avec des droits cinématographiques à recevoir (28 %), des gains de loterie à recevoir (24 %) et des prêts hypothécaires américains assortis d'une clause d'extinction (48 %).

La tranche restante de 222 M\$ (208 M\$ US) représente surtout la protection vendue pour les portefeuilles de titres d'emprunt d'entreprises à rendement élevé, dont une tranche de 44 % est assortie d'une cote équivalente à AA- ou plus, une tranche de 32 %, d'une cote équivalente aux cotes entre A+ et A-, et la tranche restante est assortie d'une cote équivalente à BB+. Nous sommes tenus de payer pour les pertes seulement en cas de défaut de paiement relativement aux titres d'emprunts d'entreprises sous-jacents ou de la part du principal garant financier, qui a fait l'objet d'une restructuration en février 2009.

Les autres positions non couvertes classées comme des prêts, dont le montant nominal de référence s'établit à 186 M\$ (174 M\$ US), représentent surtout le papier commercial de première qualité.

Financement à effet de levier en Europe

Nous avons fourni du financement à effet de levier à des clients présentant un risque élevé afin de faciliter leurs activités d'acquisition, d'acquisition par emprunt et de restructuration. De façon générale, nous avons monté le crédit financier à effet de levier et syndiqué la majorité des prêts, activités pour lesquelles nous touchons des honoraires tout au long du processus.

Nous avons arrêté d'entreprendre de nouvelles activités de financement à effet de levier en Europe en 2008.

De même que pour les activités de crédit structuré en voie de liquidation, le risque inhérent à nos activités de financement à effet de levier en Europe en voie d'être liquidées est surveillé par une équipe axée sur la gestion proactive de l'ensemble des comptes du portefeuille. Au 31 janvier 2010, nous avons utilisé des prêts à effet de levier de 783 M\$ (894 M\$ au 31 octobre 2009), ainsi que des lettres de crédit et des engagements non capitalisés de 192 M\$ (162 M\$ au 31 octobre 2009). Les montants utilisés et inutilisés comprennent des prêts non douteux d'un montant nominal de référence de respectivement 157 M\$ et 45 M\$, liés à certaines facilités restructurées. Des prêts utilisés de 42 M\$ (99 M\$ au 31 octobre 2009) liés aux facilités restructurées étaient considérés comme douteux et ont fait l'objet d'une provision de 13 M\$ au 31 janvier 2010 (60 M\$ au 31 octobre 2009). La diminution de la provision au cours du trimestre considéré est essentiellement attribuable à la radiation des créances liées aux facilités restructurées. En outre, des prêts non douteux et des engagements d'une valeur nominale de 480 M\$ étaient sur la liste de surveillance au 31 janvier 2010.

Nos positions par secteurs dans des prêts à effet de levier européens (déduction faite des réductions de valeur et de la provision pour pertes sur créances) sont présentées ci-dessous :

En millions de dollars, au 31 janvier 2010	Montants utilisés	Montants inutilisés
Édition et impression	37 \$	10 \$
Télécommunications	13	13
Secteur manufacturier	227	87
Services aux entreprises	18	16
Matériel informatique et logiciels	230	22
Transport	11	13
Négociation en gros	223	31
Services publics	11	-
Total	770 \$	192 \$
31 octobre 2009	834 \$	162 \$

AUTRES ACTIVITÉS CHOISIES

Conformément aux recommandations du Financial Stability Forum, cette section donne des précisions sur d'autres activités choisies.

Activités de titrisation

Nos activités de titrisation offrent à nos clients un accès à du financement sur le marché des titres de créance. Nous soutenons plusieurs fonds multicédants au Canada qui acquièrent des blocs d'actifs financiers de nos clients, puis émettent du PCAC aux investisseurs pour financer ces acquisitions. Nous procurons généralement aux fonds multicédants des facilités de garantie de liquidité pour papier commercial et des services de distribution de titres, de comptabilité, de gestion des liquidités et d'autres services financiers.

Au 31 janvier 2010, nous détenons des titres de PCAC totalisant 323 M\$ (487 M\$ au 31 octobre 2009) émis par les fonds multicédants non consolidés que nous soutenons qui offrent des titres de PCAC à des investisseurs externes, et les facilités de garantie de liquidité consenties à ces fonds multicédants s'élevaient à 3,4 G\$ (4,0 G\$ au 31 octobre 2009). Nous avons également procuré des facilités de crédit de 40 M\$ (50 M\$ au 31 octobre 2009) et des acceptations bancaires de 71 M\$ (69 M\$ au 31 octobre 2009) à ces fonds multicédants au 31 janvier 2010.

Le tableau suivant présente les actifs sous-jacents donnés en garantie et l'échéance moyenne de chaque type d'actif détenu dans ces fonds multicédants.

En millions de dollars, au 31 janvier 2010	Montant ¹	Durée estimative moyenne pondérée (en années)
Catégorie d'actif		
Prêts hypothécaires à l'habitation canadiens	891 \$	1,5
Location de véhicules	569	0,6
Prêts aux franchises	452	1,1
Prêts automobiles	90	0,7
Carte de crédit	975	3,1 ²
Locations de matériel et prêts pour le matériel	101	1,0
Divers	5	0,8
Total	3 083 \$	1,8
31 octobre 2009	3 612 \$	1,7

1) La facilité de garantie engagée au titre de ces actifs correspond aux montants présentés dans le tableau, à l'exclusion des prêts aux franchises pour lesquels la facilité atteignait 750 M\$.

2) Sur la base de la période de renouvellement et de la période d'amortissement considérées pour l'opération.

Les billets à court terme émis par les fonds multicédants sont adossés aux actifs susmentionnés. Ces actifs ont dégagé une performance conforme aux critères qu'ils sont tenus de remplir pour conserver la cote de crédit des billets émis par les fonds multicédants.

Nous avons également conclu une facilité consortiale pour un engagement de 364 jours de 390 M\$ avec un fonds monocédant soutenu par la CIBC qui fournit du financement à des franchisés d'un important détaillant canadien. La tranche de notre engagement s'élève à 95 M\$. Au 31 janvier 2010, nous avons financé 71 M\$ (69 M\$ au 31 octobre 2009) au moyen de l'émission d'acceptations bancaires.

En outre, nous avons consolidé Macro Trust, un fonds multicédants soutenu par la CIBC puisque nous détenions la totalité de son papier commercial émis.

Nous avons aussi titrisé nos prêts hypothécaires et nos créances sur cartes de crédit. D'autres renseignements sur les opérations consolidées liées à la titrisation et aux entités à détenteurs de droits variables effectuées au cours du trimestre figurent à la note 4 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

Financement immobilier aux États-Unis

Dans notre segment de financement immobilier aux États-Unis, nous exploitons une plateforme de services complets qui assure le montage des prêts hypothécaires commerciaux à des clients du marché intermédiaire, et ce, en vertu de trois programmes. Le programme de prêts à la construction offre un taux de financement variable sur les propriétés en construction. Le programme de crédit-relais offre des taux de financement fixes et variables sur les propriétés qui sont entièrement louées ou dont une partie reste encore à louer ou à rénover. Ces programmes fournissent la matière pour le programme de prêts à taux fixe permanent du groupe et sont généralement assortis d'une échéance moyenne allant de un an à trois ans.

Après la phase de construction et la phase de crédit-relais et une fois que les biens sont productifs, nous offrons aux emprunteurs du financement à taux fixe dans le cadre du programme permanent (généralement assorti d'une échéance de 10 ans). Le segment a aussi des capacités de négociation et de distribution de TACHC.

Au 31 janvier 2010, nous détenions des TACHC d'une valeur marchande de moins de 1 M\$ US (moins de 1 M\$ US au 31 octobre 2009). Au 31 janvier 2010, 337 M\$ (279 M\$ au 31 octobre 2009) de prêts financés étaient considérés comme des prêts douteux, et 152 M\$ US de prêts et 5 M\$ US d'engagements non utilisés étaient ajoutés à la liste de surveillance. Au cours du trimestre, nous avons comptabilisé une dotation à la provision pour pertes sur créances de 26 M\$ (24 M\$ US).

Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos positions dans ce segment au 31 janvier 2010.

En millions de dollars US, au 31 janvier 2010	Montants utilisés	Montants inutilisés
Programme de prêt à la construction	171 \$	32 \$
Programme de crédit-relais	1 965	230
Total	2 136 \$	262 \$
31 octobre 2009	2 209 \$	236 \$

Financement à effet de levier aux États-Unis

Nous avons vendu nos activités de financement à effet de levier aux États-Unis au moment de la vente de certaines de nos activités américaines à Oppenheimer Holdings Inc. (Oppenheimer) au cours de l'exercice 2008. Aux termes de l'opération, nous avons conservé les prêts à effet de levier existants au moment de la vente. Ces prêts seront gérés jusqu'à leur échéance. En outre, aux termes de notre entente actuelle avec Oppenheimer, nous avons accepté de fournir une facilité de crédit sur créances hypothécaires entreposées d'un maximum de 2 G\$ US pour financer et maintenir des prêts syndiqués établis pour les sociétés du marché intermédiaire américain par Oppenheimer. La prise ferme de prêts pour les inclure dans cette facilité est assujettie à l'approbation conjointe du crédit par Oppenheimer et la CIBC. Les positions de nos prêts à effet de levier aux États-Unis, y compris les prêts montés par Oppenheimer (déduction faite de la provision pour pertes sur créances de 34 M\$ au 31 janvier 2010) sont résumées dans le tableau qui suit. Au 31 janvier 2010, 16 M\$ US de prêts et 2 M\$ US d'engagements non utilisés étaient classés dans les prêts douteux, et 116 M\$ US de prêts et 55 M\$ US d'engagements non utilisés étaient ajoutés à la liste de surveillance. Aucune dotation à la provision pour pertes sur créances n'a été constatée au cours du trimestre.

En millions de dollars US, au 31 janvier 2010	Montants utilisés	Montants inutilisés ¹
Transport	93 \$	75 \$
Loisirs et hébergement	71	56
Soins de la santé	81	150
Médias et publicité	32	11
Secteur manufacturier	27	126
Divers	50	114
Total	354 \$	532 \$
31 octobre 2009	370 \$	575 \$

1) Comprennent les lettres de crédit non capitalisées de 36 M\$ US.

RÉTROSPECTIVE DU RENDEMENT FINANCIER

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Revenu net d'intérêts	1 514 \$	1 419 \$	1 333 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 547	1 469	689
Total des revenus	3 061	2 888	2 022
Dotation à la provision pour pertes sur créances	359	424	284
Frais autres que d'intérêts	1 748	1 669	1 653
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations ne donnant pas le contrôle	954	795	85
Charge (économie) d'impôts	286	145	(67)
Participations ne donnant pas le contrôle	16	6	5
Bénéfice net	652 \$	644 \$	147 \$

Revenu net d'intérêts

Le revenu net d'intérêts a progressé de 181 M\$, ou 14 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout grâce à des marges plus importantes et à la croissance des volumes pour la plupart des produits de détail, à la hausse des revenus de trésorerie et à la diminution des frais d'intérêts liés aux activités de crédit structuré en voie de liquidation.

Le revenu net d'intérêts s'est élevé de 95 M\$, ou 7 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique particulièrement par la croissance des volumes de la plupart des produits de détail, une diminution des frais d'intérêts liés aux activités de crédit structuré en voie de liquidation et une hausse des produits tirés des produits de crédit.

Revenu autre que d'intérêts

Le revenu autre que d'intérêts s'est accru de 858 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de la constatation d'un gain lié aux activités de crédit structuré en voie de liquidation comparativement à des pertes subies au même trimestre il y a un an. Il a aussi été avantage, au trimestre considéré, par l'augmentation des revenus tirés de la négociation de produits de taux d'intérêt, des produits des activités de titrisation, des revenus tirés des frais de gestion des avoirs et des gains réalisés à la vente de placements de Banque d'affaires. Ces éléments ont été en partie contrebalancés par une diminution des gains réalisés à la vente par la Trésorerie de titres disponibles à la vente et par des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur de marché du portefeuille de dérivés de crédit adossés à des prêts aux entreprises, alors que des gains liés à l'évaluation à la valeur du marché avaient été réalisés au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats du premier trimestre de 2009 se sont ressentis des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur de marché des couvertures de taux d'intérêt dans le portefeuille de baux adossés, des pertes ou des baisses de valeur du portefeuille

de Banque d'affaires et des pertes de change sur les activités de rapatriement.

Le revenu autre que d'intérêts s'est apprécié de 78 M\$, ou 5 %, en regard du trimestre précédent, surtout grâce à des gains plus élevés à la vente de placements de Banque d'affaires, à des baisses de valeur moindres liées à l'évaluation à la valeur de marché de notre portefeuille de dérivés de crédit adossés à des prêts aux entreprises, à une hausse des revenus tirés des fonds communs de placement, des opérations de change et de la négociation de marchandises. Ces éléments ont été contrebalancés partiellement par une diminution des revenus des activités de crédit structuré en voie de liquidation.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 75 M\$, ou 26 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et diminué de 65 M\$, ou 15 %, par rapport au trimestre précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances dans le portefeuille de prêts à la consommation a connu une hausse de 76 M\$ comparativement au même trimestre de l'exercice précédent, principalement du fait de la progression des comptes en souffrance et des faillites dans les portefeuilles de cartes de crédit et de crédit personnel. La dotation à la provision pour pertes sur créances dans le portefeuille de prêts à la consommation a diminué de 15 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette diminution est essentiellement attribuable à une amélioration des comptes en souffrance dans le portefeuille de crédit personnel.

L'accroissement de 58 M\$ de la dotation à la provision pour pertes sur créances dans le portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent résulte de l'augmentation de la dotation à la provision du portefeuille de financement immobilier aux États-Unis et de FirstCaribbean, et de recouvrements moindres. La dotation à la provision pour pertes sur créances dans le portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements a baissé de

36 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette baisse découle surtout des pertes moins importantes du portefeuille de financement immobilier aux États-Unis et de nos activités en voie de liquidation, qui ont été partiellement contrebalancées par l'accentuation des pertes de FirstCaribbean.

Frais autres que d'intérêts

Comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, les frais autres que d'intérêts ont accusé une hausse de 95 M\$, ou 6 %, attribuable surtout à une augmentation de la rémunération liée au rendement, des charges de retraite et des frais d'occupation, ainsi qu'au règlement lié au PCAC, ces facteurs étant partiellement contrebalancés par la diminution des taxes d'affaires et des impôts et taxe sur le capital.

Les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 79 M\$, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent, en particulier du fait d'une augmentation de la rémunération liée au rendement, des charges de retraite et du règlement lié au PCAC, qui a été partiellement contrebalancée par la diminution des frais liés à l'informatique, des honoraires et des taxes d'affaires et impôts et taxe sur le capital.

Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts sur les bénéfices s'est établie à 286 M\$, tandis qu'une économie d'impôts de 67 M\$ avait été constatée au même trimestre de l'exercice précédent. Ce changement s'explique surtout par la hausse des produits au trimestre considéré. On observe en outre, au trimestre considéré, une baisse de valeur des actifs d'impôts futurs de 25 M\$ résultant de l'adoption par l'Ontario de taux d'imposition des sociétés réduits.

La charge d'impôts est en hausse de 141 M\$ par rapport au trimestre précédent, pour les raisons mentionnées ci-dessus. De plus, des rajustements d'impôts favorables de 62 M\$, y compris la réévaluation des actifs d'impôts futurs, avaient été comptabilisés au trimestre précédent.

À la fin du trimestre, notre actif d'impôts futurs atteignait 1 379 M\$, déduction faite d'une provision pour moins-value de 94 M\$ (88 M\$ US). L'actif d'impôts futurs comprend des reports sur les exercices suivants de pertes fiscales canadiennes autres qu'en capital totalisant 760 M\$, qui viennent à échéance dans 19 ans, un montant de 62 M\$ lié aux reports sur les exercices suivants de pertes en capital canadiennes n'ayant pas de date d'échéance et un montant de 337 M\$ lié à nos activités américaines. Les normes comptables exigent qu'une provision pour moins-value soit établie lorsqu'il est plus probable qu'improbable que la totalité ou une partie de l'actif d'impôts futurs ne sera pas réalisée avant son échéance. Bien que la réalisation ne soit pas assurée, nous sommes d'avis, d'après toutes les informations dont nous disposons, qu'il est plus probable qu'improbable que tous les actifs d'impôts

futurs, déduction faite de la provision pour moins-value, seront réalisés.

Le 2 octobre 2009, l'Agence du revenu du Canada (ARC) a émis un avis de nouvelle cotisation dans lequel elle interdit la déduction des paiements d'environ 3,0 G\$ se rapportant au règlement d'affaires judiciaires liées à Enron en 2005. Au cours du trimestre, l'ARC a proposé de rejeter les frais juridiques liés à Enron et de procéder à certains autres rajustements divers. Les montants d'impôts et d'intérêts ci-dessous en tiennent compte. Nous avons déposé un avis d'opposition en décembre 2009 et avons l'intention d'entamer une action en justice pour défendre notre position fiscale devant la Cour canadienne de l'impôt. Nous pensons être en mesure de pouvoir défendre au moins le montant de l'économie d'impôts qui a été constaté jusqu'à maintenant. Si nous réussissons à défendre notre position fiscale en entier, nous serons en mesure de constater une économie d'impôts additionnelle de 214 M\$ et un remboursement des intérêts connexes imposables d'environ 155 M\$. Si nous ne réussissons pas, une charge d'impôts additionnelle d'environ 860 M\$ et des intérêts connexes non déductibles de 154 M\$ nous incomberont.

Les ententes finales relatives aux baux adossés ont été réglées avec l'Internal Revenue Service (IRS) en 2009. Nous avons entamé le processus visant à confirmer les montants auprès des autorités fiscales américaines relativement aux années d'imposition concernées. Il est prévu que ce processus sera terminé en 2010. Nous croyons que nos provisions et imputations jusqu'à maintenant reflètent de façon précise les modalités de l'offre de règlement de l'IRS et les éclaircissements fournis subséquentement par l'IRS, mais il est possible que des imputations supplémentaires soient effectuées au cours du processus de conclusion des montants réels auprès des autorités fiscales américaines.

Change

Nos résultats libellés en dollars américains ont subi l'incidence des fluctuations des taux de change du dollar américain par rapport au dollar canadien. Le dollar canadien s'est apprécié de 14 % en moyenne par rapport au dollar américain, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui a donné lieu à une diminution de 23 M\$ de la valeur convertie des bénéfices libellés en dollars américains.

Le dollar canadien a gagné 2 % en moyenne par rapport au dollar américain en regard du trimestre précédent, ce qui a entraîné une baisse de 3 M\$ de la valeur convertie des bénéfices libellés en dollars américains.

Revue de l'information financière trimestrielle

En millions de dollars, sauf les données par action, pour les trois mois terminés le	2010				2009			2008	
	31 janv.	31 oct.	31 juill.	30 avril	31 janv.	31 oct.	31 juill.	30 avril	
Revenus									
Marchés de détail CIBC	2 402 \$	2 356 \$	2 318 \$	2 223 \$	2 375 \$	2 345 \$	2 347 \$	2 252 \$	
Services bancaires de gros	613	503	552	(213)	(330)	(302)	(574)	(2 140)	
Siège social et autres	46	29	(13)	151	(23)	161	132	14	
Total des revenus	3 061	2 888	2 857	2 161	2 022	2 204	1 905	126	
Dotation à la provision pour pertes sur créances	359	424	547	394	284	222	203	176	
Frais autres que d'intérêts	1 748	1 669	1 699	1 639	1 653	1 927	1 725	1 788	
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations ne donnant pas le contrôle	954	795	611	128	85	55	(23)	(1 838)	
(Économie) charge d'impôts	286	145	172	174	(67)	(384)	(101)	(731)	
Participations ne donnant pas le contrôle	16	6	5	5	5	3	7	4	
Bénéfice net (perte nette)	652 \$	644 \$	434 \$	(51) \$	147 \$	436 \$	71 \$	(1 111) \$	
Bénéfice (perte) par action – de base	1,59 \$	1,57 \$	1,02 \$	(0,24) \$	0,29 \$	1,07 \$	0,11 \$	(3,00) \$	
– dilué(e) ¹	1,58 \$	1,56 \$	1,02 \$	(0,24) \$	0,29 \$	1,06 \$	0,11 \$	(3,00) \$	

1) En cas de perte, l'incidence des options sur actions pouvant être exercées sur le bénéfice dilué (la perte diluée) par action sera antidilutive; c'est pourquoi le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice dilué (la perte diluée) par action seront identiques.

Les facteurs saisonniers ont eu une incidence modérée sur nos résultats trimestriels. Le premier trimestre est généralement caractérisé par une hausse des achats par carte de crédit pendant la période des Fêtes. Le deuxième trimestre compte moins de jours comparativement aux autres trimestres, ce qui en général engendre une diminution du bénéfice. Pendant les mois d'été (juillet – troisième trimestre et août – quatrième trimestre), les niveaux d'activité sur les marchés financiers sont généralement à la baisse, ce qui a une incidence sur nos activités de courtage, de gestion de placements et de services bancaires de gros.

Les revenus de services bancaires de gros ont été affaiblis, en 2008 et au début de 2009, par les charges pour la protection de crédit souscrite auprès de garants financiers et des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Les résultats du premier trimestre de 2009 et du deuxième trimestre de 2008 comprenaient des pertes de change sur les activités de rapatriement, alors que les résultats du deuxième trimestre de 2009 et du quatrième trimestre de 2008 comprenaient des gains de change sur les activités de rapatriement.

Les provisions liées au crédit de détail ont augmenté au début du second semestre de 2008, surtout en raison de la hausse des pertes des portefeuilles de cartes de crédit et de crédit personnel. Cette situation découle de la croissance des volumes de même que de la détérioration de l'économie dans le secteur des biens de consommation. Les recouvrements et les reprises dans les services bancaires de gros ont reculé, comparativement aux niveaux élevés atteints dans le passé. Les provisions liées aux services bancaires de gros ont augmenté en 2009, reflet des

récessions aux États-Unis et en Europe. Depuis, la provision générale s'est accrue chaque trimestre.

La rémunération liée au rendement a diminué au fil des trimestres en 2008 et 2009. Les résultats du quatrième trimestre de 2008 comprennent les charges liées aux indemnités de départ.

Une économie d'impôts sur les bénéfices a été réalisée au cours des deuxième et troisième trimestres de 2008, du fait de la perte subie au cours de la période. Une réduction d'impôts de 486 M\$ découlant de la hausse des économies d'impôts attendues par suite du règlement de poursuites judiciaires liées à Enron a été constatée au quatrième trimestre de 2008. Des recouvrements d'impôts sur les bénéfices liés au règlement favorable de diverses vérifications fiscales et aux éventualités d'ordre fiscal moindres ont été constatés dans les résultats des deuxième et quatrième trimestres de 2008. Le revenu exonéré d'impôts a accusé une baisse constante du troisième trimestre de 2008 jusqu'au troisième trimestre de 2009. Depuis, il s'est maintenu à des niveaux relativement constants. Les économies d'impôts sur les pertes de change découlant de nos activités de rapatriement ont été incluses dans les résultats du premier trimestre de 2009 et du deuxième trimestre de 2008. Le deuxième trimestre de 2009 et le quatrième trimestre de 2008 comprenaient des charges d'impôts relatives aux activités de rapatriement. Des baisses de valeur des actifs d'impôts futurs ont été présentées pour le trimestre considéré et le deuxième trimestre de 2009. Le quatrième trimestre de 2009 comprenait une économie d'impôts résultant essentiellement de la réévaluation favorable d'actifs d'impôts futurs.

Mesures non conformes aux PCGR

Nous recourons à différentes mesures financières pour évaluer le rendement de nos secteurs d'activité. Certaines mesures sont calculées conformément aux PCGR, tandis que d'autres n'ont pas de signification normalisée en vertu des PCGR et ne peuvent donc pas être comparées à des mesures similaires utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures non conformes aux PCGR peuvent être utiles aux investisseurs pour l'analyse du rendement financier. Pour plus de renseignements sur nos mesures non conformes aux PCGR, se reporter à la page 57 de la Reddition de comptes annuelle 2009.

Le tableau suivant présente un rapprochement entre les mesures non conformes aux PCGR et les mesures conformes aux PCGR se rapportant à la CIBC consolidée. Les rapprochements des mesures non conformes aux PCGR par secteurs d'activité sont présentés dans leur section respective.

Mesure des résultats

En millions de dollars, sauf les données par action	Pour les trois mois terminés le		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Revenu net d'intérêts	1 514 \$	1 419 \$	1 333 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 547	1 469	689
Total des revenus présentés selon les états financiers intermédiaires	A 3 061 \$	2 888 \$	2 022 \$
Rajustement selon la BIE	B 8	7	15
Total des revenus (BIE) ¹	C 3 069 \$	2 895 \$	2 037 \$
Frais autres que d'intérêts présentés selon les états financiers intermédiaires	D 1 748 \$	1 669 \$	1 653 \$
Moins : amortissement des autres actifs incorporels	10	10	11
Frais autres que d'intérêts – comptabilité de caisse ¹	E 1 738 \$	1 659 \$	1 642 \$
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations ne donnant pas le contrôle présentés	F 954 \$	795 \$	85 \$
Rajustement selon la BIE	B 8	7	15
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations ne donnant pas le contrôle (BIE) ¹	G 962 \$	802 \$	100 \$
Bénéfice net applicable aux actions ordinaires	H 610 \$	601 \$	111 \$
Ajouter : effet après impôts de l'amortissement des autres actifs incorporels	8	8	9
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires – comptabilité de caisse ¹	I 618 \$	609 \$	120 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de base (en milliers)	J 384 442	382 793	380 911
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées (en milliers)	K 385 598	383 987	381 424
Coefficient d'efficacité – comptabilité de caisse (BIE) ¹	E/C 56,6 %	57,3 %	80,6 %
Bénéfice (perte) de base par action – comptabilité de caisse ¹	I/J 1,61 \$	1,59 \$	0,32 \$
Bénéfice (perte) dilué(e) par action – comptabilité de caisse ¹	I/K 1,60 \$	1,59 \$	0,31 \$

1) Mesures non conformes aux PCGR.

Répartition aux secteurs d'activité

Les activités de trésorerie ont une incidence sur les résultats financiers présentés par les secteurs d'activité stratégiques de la CIBC (Marchés de détail CIBC et services bancaires de gros).

Chaque secteur d'activité stratégique se voit imputer ou créditer un coût de financement établi en fonction du marché respectivement pour les actifs et les passifs, ce qui a une incidence sur la performance des secteurs d'activité en termes de revenus. Lorsque le risque de taux d'intérêt et le risque d'illiquidité inhérents de nos actifs et passifs liés aux clients font l'objet d'une cession interne à la Trésorerie, il est géré conformément au cadre et aux limites du risque de la CIBC. La majorité des revenus découlant de ces activités de trésorerie sont par la suite affectés au segment « autres » de Marchés de détail CIBC et des services bancaires de gros.

La Trésorerie répartit également les capitaux aux secteurs d'activité stratégique de façon à évaluer de manière uniforme les coûts économiques et jumeler ces coûts aux avantages sous-jacents et aux risques associés aux activités des secteurs d'activité stratégique. Les bénéfices sur le capital non réparti et l'incidence des activités de titrisation continuent d'être constatés au segment Siège social et autres.

En outre, les frais autres que d'intérêts sont attribués aux secteurs auxquels ils se rapportent. Les frais indirects sont répartis entre les secteurs selon des critères appropriés.

Nous examinons continuellement nos méthodes de fixation des prix de cession interne et de répartition des revenus de la Trésorerie afin de nous assurer qu'elles tiennent compte des conditions changeantes du marché et des pratiques du secteur. La nature des méthodes de fixation des prix de cession interne et de répartition des revenus de trésorerie peut faire en sorte que certains postes soient présentés différemment dans les résultats sectoriels et dans les résultats de l'ensemble de la CIBC.

MARCHÉS DE DÉTAIL CIBC

Marchés de détail CIBC englobe les services bancaires personnels, les services bancaires aux entreprises et les activités de gestion des avoirs de la CIBC. Nous offrons une gamme complète de produits et services financiers à près de 11 millions de clients au Canada, ainsi que des services de gestion de placements à des clients de détail et à des clients institutionnels à Hong Kong, à Singapour et dans les Caraïbes. En outre, nous offrons une gamme complète de services financiers à des clients situés dans plus de 17 marchés régionaux des Caraïbes par l'entremise de FirstCaribbean International Bank.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009 ³	31 janvier 2009 ³
Revenus			
Services bancaires personnels	1 601 \$	1 562 \$	1 454 \$
Services bancaires aux entreprises	331	334	315
Gestion des avoirs	346	337	323
FirstCaribbean	157	160	180
Divers	(33)	(37)	103
Total des revenus (a)	2 402	2 356	2 375
Dotation à la provision pour pertes sur créances	365	362	278
Frais autres que d'intérêts (b)	1 314	1 338	1 291
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations ne donnant pas le contrôle	723	656	806
Charge d'impôts	189	182	224
Participations ne donnant pas le contrôle	5	6	5
Bénéfice net (c)	529 \$	468 \$	577 \$
Coefficient d'efficacité (b/a)	54,7 %	56,8 %	54,4 %
Amortissement des autres actifs incorporels (d)	7 \$	7 \$	8 \$
Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse)² ((b-d)/a)	54,4 %	56,5 %	54,0 %
RCP ²	42,3 %	37,8 %	45,8 %
Montant au titre du capital économique ² (e)	(173) \$	(169) \$	(168) \$
Bénéfice économique² (c+e)	356 \$	299 \$	409 \$
Équivalents temps plein	28 933	28 921	29 096

1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

2) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

3) Les montants des périodes antérieures ont été retraités pour tenir compte du transfert rétroactif de certaines activités de Marchés de détail CIBC aux services bancaires de gros. Pour plus de précisions, se reporter à la section Modifications à la présentation de l'information financière à la page 5.

Aperçu financier

Le bénéfice net du trimestre s'est établi à 529 M\$, en baisse de 48 M\$, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent. La hausse de revenus de 1 % découlant des marges plus importantes et de la forte croissance des volumes a été largement contrebalancée par l'augmentation des pertes sur créances.

Le bénéfice net s'est bonifié de 61 M\$, ou 13 %, en regard du trimestre précédent, car les revenus ont progressé de 2 % et les dépenses ont fléchi de 2 %.

Revenus

Les revenus se sont appréciés de 27 M\$, ou 1 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus de Services bancaires personnels ont monté de 147 M\$, ou 10 %, les marges plus importantes et la forte croissance des volumes étant partiellement

contrebalancées par la diminution des frais liés aux pénalités de remboursement anticipé.

Les revenus de Services bancaires aux entreprises se sont accrus de 16 M \$, ou 5 %, la hausse des honoraires du Groupe Entreprises se trouvant en partie annulée par les marges moins élevées.

L'accroissement de 23 M\$, ou 7 %, des revenus de Gestion des avoirs est essentiellement redevable à la majoration de la valeur des actifs engendrée par les conditions du marché et à la hausse des volumes des opérations, qui ont été partiellement annulées par des marges moins élevées.

Les revenus de FirstCaribbean ont reculé de 23 M\$, ou 13 %, surtout en raison du raffermissement du dollar canadien et des volumes moindres, en partie contrebalancés par des gains plus élevés sur les valeurs mobilières.

Les revenus du segment Divers ont chuté de 136 M\$ par suite de la baisse des revenus de trésorerie répartis.

Les revenus se sont élevés de 46 M\$ en regard du trimestre précédent.

Les revenus de Services bancaires personnels ont monté de 39 M\$, ce qui s'explique principalement par la croissance des volumes pour la plupart des produits et par des marges plus importantes.

Le recul de 3 M\$ des revenus de Services bancaires aux entreprises témoigne surtout du rétrécissement des marges, en partie contrebalancé par la croissance des volumes de dépôts et de prêts.

La majoration de la valeur des actifs engendrée par les conditions du marché a fait progresser de 9 M\$ les revenus de Gestion des avoirs.

Les revenus de FirstCaribbean ont reculé de 3 M\$, principalement à cause du raffermissement du dollar canadien.

Les revenus du segment Divers se sont appréciés de 4 M\$ grâce à la progression des revenus de trésorerie répartis.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 87 M\$, ou 31 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation est en grande partie attribuable à la hausse des radiations et des faillites dans les portefeuilles de cartes, de crédit personnel et de FirstCaribbean.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est maintenue par rapport au trimestre précédent, car l'augmentation des pertes sur créances de FirstCaribbean a

été compensée par la diminution des pertes sur les prêts personnels.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 23 M\$, ou 2 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique surtout par la hausse de la rémunération liée au rendement et des charges de retraite, en partie annulée par la baisse des frais de soutien et l'incidence sur FirstCaribbean du raffermissement du dollar canadien.

Les frais autres que d'intérêts ont régressé de 24 M\$ en regard du trimestre précédent. Cette régression tient essentiellement de la baisse des charges de projet attribuable au calendrier des projets et à la diminution de la rémunération liée au rendement.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices ont reculé de 35 M\$, ou 16 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, en particulier du fait des produits et du taux d'imposition réel moindres.

Les impôts sur les bénéfices ont monté de 7 M\$ comparativement au trimestre précédent, principalement en raison d'une augmentation des produits contrebalancée en partie par une baisse du taux d'imposition réel.

SERVICES BANCAIRES DE GROS

Les **services bancaires de gros** offrent un large éventail de produits des marchés financiers, de produits de crédit, des services bancaires d'investissement, des Services de banque d'affaires et des services de recherche aux gouvernements, aux clients institutionnels, aux grandes entreprises et aux particuliers au Canada et sur les principaux marchés dans le monde.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009 ³	31 janvier 2009 ³
Revenus (BIE) ²			
Marchés financiers	277 \$	261 \$	332 \$
Services financiers aux entreprises et de banque d'investissement	212	161	171
Divers	132	88	(818)
Total des revenus (BIE) ²	621	510	(315)
Rajustement selon la BIE	8	7	15
Total des revenus	613	503	(330)
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	24	82	(11)
Frais autres que d'intérêts	318	245	281
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations ne donnant pas le contrôle	271	176	(600)
Charge (économie) d'impôts	76	16	(223)
Participations ne donnant pas le contrôle	11	-	-
Bénéfice net (perte nette) (a)	184 \$	160 \$	(377) \$
RCP ²	35,7 %	28,2 %	(56,1) %
Montant au titre du capital économique ² (b)	(71) \$	(76) \$	(95) \$
(Perte) bénéfice économique ² (a+b)	113 \$	84 \$	(472) \$
Équivalents temps plein	1 050	1 077	1 106

1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

2) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

3) Les montants des périodes antérieures ont été retraités pour tenir compte du transfert rétroactif de certaines activités de Marchés de détail CIBC aux services bancaires de gros. Pour plus de précisions, se reporter à la section Modifications à la présentation de l'information financière à la page 5.

Aperçu financier

Le bénéfice net du trimestre considéré s'est établi à 184 M\$, contre une perte nette de 377 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, compte tenu surtout du bénéfice réalisé par les activités de crédit structuré en voie de liquidation, alors que des pertes ont été subies au trimestre de l'exercice précédent. Au cours du trimestre, nous avons réalisé un gain de 46 M\$ à la vente d'un placement de Banque d'affaires. Exclusion faite de la participation minoritaire et des frais connexes, le gain après impôts à la vente représente 18 M\$.

Le bénéfice net s'est apprécié de 24 M\$ en regard du trimestre précédent, surtout en raison de la hausse des produits, dont le gain de Banque d'affaires susmentionné, et de la dotation à la provision pour pertes sur créances moins élevée au trimestre considéré, qui ont été contrebalancées en partie par l'augmentation des frais autres que d'intérêts.

Revenus

Les revenus ont grimpé de 943 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus des Marchés financiers ont fléchi de 55 M\$, principalement à cause d'une baisse des revenus tirés des opérations de change et de la négociation de titres de participation.

L'accroissement de 41 M\$ des revenus de Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement résulte surtout de gains plus élevés déduction faite des baisses de valeur, notamment le gain de Banque d'affaires susmentionné.

Les revenus du segment Divers ont progressé de 950 M\$ au trimestre considéré, particulièrement du fait de la constatation de produits dans les activités de crédit structuré en voie de liquidation, alors que des pertes avaient été constatées au même trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation a été en partie contrebalancée par des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché de notre portefeuille de dérivés de crédit adossés à

des prêts aux entreprises contre des gains liés à l'évaluation à la valeur du marché au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les revenus du trimestre correspondant de l'exercice précédent faisaient aussi état de pertes et de baisses de valeur dans le portefeuille inactif de Banque d'affaires et de pertes sur les baux adossés.

Les revenus se sont raffermis de 110 M\$ en regard du trimestre précédent.

Les revenus de Marchés financiers se sont accrus de 16 M\$, en particulier grâce à une hausse des revenus tirés des opérations de change et de négociation de marchandises, et de nouvelles émissions plus importantes de titres d'emprunt.

L'accroissement de 51 M\$ des revenus de Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement tient particulièrement de l'augmentation des gains, déduction faite des baisses de valeur du portefeuille de base de Banque d'affaires, et de la hausse des revenus tirés des produits de crédit aux entreprises.

Les revenus du segment Divers se sont bonifiés de 44 M\$ essentiellement compte tenu de baisses moins marquées de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché de notre portefeuille de dérivés de crédit adossés à des prêts aux entreprises et de gains plus élevés dans le portefeuille inactif de Banque d'affaires. La diminution des revenus tirés des activités de crédit structuré en voie de liquidation a été largement contrebalancée par des pertes moins importantes liées à d'autres positions que nous réduisons.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a dépassé de 35 M\$ celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui s'explique surtout par une augmentation de la dotation à la provision du portefeuille de financement immobilier aux États-Unis et une diminution des recouvrements.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a été inférieure de 58 M\$ à celle du trimestre précédent, surtout en raison des pertes moins importantes du portefeuille de financement immobilier aux États-Unis, des activités de crédit aux entreprises au Canada et des portefeuilles de prêts à effet de levier en Europe.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 37 M\$ par rapport au même trimestre de l'exercice précédent et de 73 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement à cause du règlement lié au PCAC et de la hausse de la rémunération liée au rendement.

Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts sur les bénéfices s'est établie à 76 M\$, comparativement à une économie de 223 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, s'expliquant par l'incidence des activités de crédit structuré en voie de liquidation.

La charge d'impôts sur les bénéfices a augmenté de 60 M\$ en regard du trimestre précédent par suite de la hausse des revenus et des rajustements d'impôts favorables de 24 M\$ au trimestre précédent.

Équivalents temps plein

Il y avait 56 équivalents temps plein de moins qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent et 27 de moins qu'au trimestre précédent, principalement en raison des compressions continues des coûts.

SIÈGE SOCIAL ET AUTRES

Le groupe **Siège social et autres** comprend les cinq groupes fonctionnels, soit Technologie et opérations, Expansion de l'entreprise, Finance (y compris la Trésorerie), Administration ainsi que Gestion du risque, qui soutiennent les secteurs d'activité de la CIBC. Ce groupe comprend également les coentreprises CIBC Mellon, ainsi que d'autres postes de l'état des résultats et du bilan, dont la provision générale, qui ne sont pas directement attribuables aux secteurs d'activité. La provision générale s'appliquant à FirstCaribbean est calculée localement et figure au poste Marchés de détail CIBC. L'incidence de la titrisation revient au groupe Siège social et autres. La portion restante des revenus et des frais est généralement répartie entre les secteurs d'activité.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Total des revenus	46 \$	29 \$	(23) \$
(Reprise sur) dotation à la provision pour pertes sur créances	(30)	(20)	17
Frais autres que d'intérêts	116	86	81
Perte avant impôts sur les bénéfices	(40)	(37)	(121)
Charge (économie) d'impôts	21	(53)	(68)
(Perte nette) bénéfice net	(61) \$	16 \$	(53) \$
Équivalents temps plein	11 836	11 943	12 118

1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

Aperçu financier

La perte nette s'est accentuée de 8 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de la baisse de valeur des actifs d'impôts futurs résultant de l'adoption par l'Ontario de taux d'imposition des sociétés réduits et de la progression des coûts de soutien du siège social non répartis, qui ont été en partie contrebalancés par la diminution de la dotation à la provision générale pour pertes sur créances.

La perte nette du trimestre considéré a été de 61 M\$, contre un bénéfice net de 16 M\$ au trimestre précédent. Le trimestre considéré présente une baisse de valeur des actifs d'impôts futurs, mentionnée précédemment, tandis que le trimestre précédent tenait compte de rajustements d'impôts favorables de 38 M\$.

Revenus

L'amélioration de 69 M\$ des revenus en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent est surtout attribuable à la diminution des pertes de trésorerie sur les activités de titrisation. Les résultats du trimestre de l'exercice précédent comprenaient une perte de change de 48 M\$ relativement aux activités de rapatriement.

Les revenus ont progressé de 17 M\$ par rapport au trimestre précédent, surtout grâce au recul des pertes de trésorerie non réparties.

Reprise de pertes sur créances

La reprise de pertes sur créances a augmenté de 47 M\$ par rapport au même trimestre de l'exercice précédent et de

10 M\$ par rapport au trimestre précédent, du fait surtout de la diminution de la dotation à la provision générale pour pertes sur créances.

Frais autres que d'intérêts

La hausse des frais autres que d'intérêts, de 35 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 30 M\$ par rapport au trimestre précédent, témoigne essentiellement de la progression des coûts de soutien du siège social non répartis découlant des charges de retraite et de la rémunération liée au rendement.

Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts sur les bénéfices s'est établie à 21 M\$, contre une économie d'impôts de 68 M\$ au même trimestre de l'exercice précédent. Le trimestre considéré comporte une baisse de valeur d'actifs d'impôts futurs, comme il est indiqué précédemment. Les résultats du trimestre de l'exercice précédent comprenaient une économie d'impôts de 52 M\$ relativement à la perte de change liée aux activités de rapatriement.

La charge d'impôts sur les bénéfices de 21 M\$ se compare à une économie d'impôts de 53 M\$ au trimestre précédent, pour les raisons susmentionnées.

Équivalents temps plein

Il y avait 282 équivalents temps plein de moins qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent et 107 de moins qu'au trimestre précédent, principalement en raison des compressions continues des coûts.

SITUATION FINANCIÈRE

Revue du bilan consolidé

En millions de dollars, au	31 janvier 2010	31 octobre 2009
Actif		
Encaisse et dépôts auprès d'autres banques	8 290 \$	7 007 \$
Valeurs mobilières	76 044	77 576
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	32 497	32 751
Prêts	173 118	167 212
Instruments dérivés	23 563	24 696
Autres actifs	23 727	26 702
Total de l'actif	337 239 \$	335 944 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts	224 269 \$	223 117 \$
Instruments dérivés	25 686	27 162
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues à découvert ou en vertu de mises en pension de titres	49 242	43 369
Autres passifs	17 438	22 090
Titres secondaires	5 119	5 157
Passif au titre des actions privilégiées	600	600
Participations ne donnant pas le contrôle	171	174
Capitaux propres	14 714	14 275
Total du passif et des capitaux propres	337 239 \$	335 944 \$

Actif

Au 31 janvier 2010, le total de l'actif avait augmenté de 1,3 G\$ par rapport au 31 octobre 2009.

L'encaisse et les dépôts auprès d'autres banques ont bondi de 1,3 G\$, ou 18 %, surtout en raison de l'accroissement des activités de trésorerie.

Les valeurs mobilières ont diminué de 1,5 G\$, ou 2 %, surtout en raison d'une baisse des valeurs disponibles à la vente et des valeurs désignées à la juste valeur, contrebalancée par une hausse des valeurs du compte de négociation. La baisse des valeurs disponibles à la vente s'est surtout produite dans les obligations à court terme émises par des gouvernements. La diminution des valeurs désignées à la juste valeur est principalement attribuable à la vente de titres adossés à des créances hypothécaires, contrebalancée en partie par de nouvelles titrisations au cours du trimestre. L'augmentation des valeurs du compte de négociation s'est surtout produite dans les obligations à court terme émises par des gouvernements et les titres de participation, ce qui reflète les activités de négociation normales.

Les prêts se sont accrus de 5,9 G\$, ou 4 %, ce qui s'explique surtout par les TAP flux groupés classés comme prêts que nous avons pris en charge à la résiliation de nos dérivés de crédit vendus, comme il est décrit à la section Activités en voie de liquidation. Il y a également eu moins d'activités de titrisation au cours du trimestre.

Les instruments dérivés ont reculé de 1,1 G\$, ou 5 %, en grande partie par suite des baisses des volumes subies dans les dérivés de crédit.

Les autres actifs se sont amoindris de 3 G\$, ou 11 %, du fait surtout d'une diminution des biens donnés en garantie et de la réduction des effets en transit comparativement au trimestre précédent.

Passif

Au 31 janvier 2010, le total du passif s'était détérioré de 0,9 G\$ par rapport au 31 octobre 2009.

Les dépôts ont progressé de 1,2 G\$, ce qui découle principalement de la croissance du volume des produits de détail et du reclassement du solde de certaines créances qui était auparavant classées dans les Autres passifs. La progression a été en partie contrebalancée par une réduction des exigences de financement et des activités de nos clients.

Les instruments dérivés ont reculé de 1,5 G\$, ou 5 %, en grande partie par suite des baisses des volumes subies dans les dérivés de crédit.

Les engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues à découvert en vertu de mises en pension de titres ont grossi de 5,9 G\$, ou 14 %, en raison des activités normales des clients et des exigences de financement.

Les autres passifs et les acceptations se sont affaiblis de 4,7 G\$, ou 21 %, du fait surtout du reclassement de certaines créances susmentionnées et de la réduction des biens donnés en garantie.

Capitaux propres

L'accroissement des capitaux propres est principalement attribuable à une augmentation nette des bénéfices non répartis au cours du trimestre.

Sources de financement

Nous gérons activement notre capital de façon à maintenir des sources de capitaux solides et efficaces, à augmenter le plus possible le rendement en fonction du risque pour les actionnaires, et à satisfaire aux exigences réglementaires. Pour plus de précisions, se reporter aux pages 65 à 69 de la Reddition de comptes annuelle 2009.

Fonds propres réglementaires

Le calcul des fonds propres réglementaires est assujéti aux lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

Les changements dans les éléments constitutifs de nos fonds propres réglementaires sont présentés dans le tableau ci-après :

En millions de dollars, au	31 janvier 2010	31 octobre 2009
Fonds propres de première catégorie	14 589 \$	14 154 \$
Fonds propres de deuxième catégorie	4 578	4 673
Total des fonds propres réglementaires	19 167	18 827
Actif pondéré en fonction du risque	112 122	117 298
Ratio des fonds propres de première catégorie	13,0 %	12,1 %
Ratio du total des fonds propres	17,1 %	16,1 %
Ratio actif/fonds propres	16,1x	16,3x

Le ratio des fonds propres de première catégorie a monté de 0,9 % et le ratio du total des fonds propres, de 1,0 % depuis la fin de l'exercice. Les ratios ont profité de la baisse des actifs pondérés en fonction du risque (APR) et de

l'augmentation des fonds propres de première catégorie et du total des fonds propres.

Le déclin de 5,2 G\$ de l'APR depuis la fin de l'exercice est attribuable en grande partie à une réduction de notre portefeuille de crédit structuré auprès de garants financiers, à la mise à jour des paramètres de l'approche NI avancée et à la diminution du portefeuille de titres d'emprunt d'entreprises.

Le ratio des fonds propres de première catégorie et le total du ratio des fonds propres se sont accrus depuis la fin de l'exercice particulièrement en raison du capital autogénéralisé et de l'émission de 131 M\$ d'actions ordinaires au cours du trimestre.

Arrangements hors bilan

Nous concluons plusieurs types d'arrangements hors bilan dans le cours normal de nos affaires. Ces arrangements hors bilan comprennent des titrisations, des dérivés, des ententes relatives au crédit et des garanties. Les précisions sur nos arrangements hors bilan figurent aux pages 70 à 72 de la Reddition de comptes annuelle 2009.

Au cours du trimestre, nous avons titrisé 1,4 G\$ de prêts hypothécaires à l'habitation.

Les risques associés aux entités non consolidées prenant part à la titrisation de créances de tiers (entités soutenues ou structurées par la CIBC et structurées par des tiers) sont résumés dans le tableau suivant. Les placements et les prêts sont présentés à la valeur comptable. Les facilités de liquidité et de crédit inutilisées ainsi que les dérivés de crédit vendus sont présentés selon les montants nominaux de référence.

En millions de dollars, au	31 janvier 2010			31 octobre 2009		
	Placements et prêts ¹	Facilités de liquidité et de crédit inutilisées	Dérivés de crédit vendus (montant nominal de référence) ²	Placements et prêts ¹	Facilités de liquidité et de crédit inutilisées	Dérivés de crédit vendus (montant nominal de référence) ²
Fonds multicédants soutenus par la CIBC	394 \$	2 732 \$ ³	- \$	556 \$	3 108 \$ ³	- \$
Entités émettrices de titres adossés à des créances avec flux groupés structurées par la CIBC	651	52	603	737	66	652
Entités émettrices structurées par des tiers – activités en voie de liquidation	9 026	586	7 253	6 676	650	11 110
Entités émettrices structurées par des tiers – activités courantes	1 861	-	-	1 695	-	-

1) Compte non tenu des valeurs émises par les entités créées par la SCHL, Fannie Mae, Freddie Mac, Ginnie Mae, la Federal Home Loan Bank, la Federal Farm Credit Banks et Sallie Mae, ainsi que les droits conservés et les dérivés détenus auprès de ces entités. Un montant de 8,5 G\$ (6,1 G\$ au 31 octobre 2009) du risque lié aux entités émettrices de TAC flux groupés structurées par la CIBC et aux entités structurées par des tiers a été couvert par des dérivés de crédit.

2) Comprennent les dérivés de crédit (options vendues et swaps sur rendement total) en vertu desquels nous assumons le risque. La juste valeur négative comptabilisée dans le bilan consolidé a été de 3,5 G\$ (4,1 G\$ au 31 octobre 2009). Un montant nominal totalisant 6,7 G\$ (10,7 G\$ au 31 octobre 2009) a été couvert par une protection de dérivés de crédit obtenue de tiers. La juste valeur de ces couvertures, déduction faite du rajustement lié à l'évaluation du crédit, s'est établie à 0,5 G\$ (0,6 G\$ au 31 octobre 2009). Le cumul des pertes liées à la juste valeur pour les dérivés de crédit vendus non couverts s'est fixé à 2,3 G\$ (2,5 G\$ au 31 octobre 2009).

3) Déduction faite de placements et de prêts de 394 M\$ (556 M\$ au 31 octobre 2009) dans les fonds multicédants soutenus par la CIBC.

Au cours du troisième trimestre de 2009, nous avons consolidé certains TAC flux groupés structurés par des tiers après avoir déterminé que nous étions le principal bénéficiaire par suite du rachat de notre protection auprès d'un garant financier. Le tableau précédent exclut nos placements (juste valeur de 61 M\$ au 31 janvier 2010) dans ces TAC flux groupés, ainsi que des dérivés de crédit (montant nominal de référence de 1,9 G\$ et juste valeur négative de 1,6 G\$ au 31 janvier 2010) vendus sur ces billets.

Pour plus de précisions sur nos activités de titrisation de créances et nos positions dans des entités à détenteurs de droits variables, se reporter à la note 4 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

GESTION DU RISQUE

Notre approche à l'égard de la gestion du risque est sensiblement la même que celle décrite aux pages 73 à 88 de la Reddition de comptes annuelle 2009.

Vue d'ensemble

Nous gérons le risque et les ressources connexes au bilan en fonction de niveaux de tolérance établis par nos comités de gestion et approuvés par le conseil d'administration et ses comités. Les principales politiques de gestion du risque sont approuvées ou renouvelées chaque année par les comités du conseil et les comités de gestion applicables. Des renseignements additionnels sur la gestion du risque par les comités du conseil et les comités de gestion sont donnés à la section Gouvernance de la Reddition de comptes annuelle 2009.

Les cinq divisions au sein du groupe Gestion du risque, indépendamment de leurs activités d'origine, contribuent à la gestion du risque.

€ *Gestion du risque, Marchés financiers* : cette unité administrative offre une surveillance indépendante de la mesure, de la surveillance et du contrôle du risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), du risque de crédit lié aux activités de négociation et du risque opérationnel lié aux activités de négociation dans tous les portefeuilles de la CIBC.

€ *Gestion du risque, Produits de cartes* : cette unité administrative surveille la gestion du risque de crédit dans le portefeuille de produits de cartes, notamment l'optimisation de la rentabilité des prêts.

€ *Crédit de détail, Gestion du risque et des avoirs* : cette unité administrative surveille la gestion du risque de crédit et de fraude dans les portefeuilles de prêts de détail, de prêts et de prêts hypothécaires à l'habitation, notamment l'optimisation de la rentabilité des prêts.

€ *Gestion du risque de crédit de gros et du risque de placement* : cette unité administrative est responsable de l'approbation et de la surveillance du risque de crédit à l'échelle mondiale ayant trait aux PME, aux grandes entreprises et aux prêts sur stocks, ainsi que de la gestion des portefeuilles de créances spéciales et des portefeuilles de placement.

€ *Services liés au risque* : cette unité administrative est responsable d'une gamme d'activités, dont les rapports sur les fonds propres réglementaires et le capital économique; la gestion du risque opérationnel ainsi que l'approbation et la validation des modèles et des paramètres. Les Services liés au risque assument également la responsabilité de diverses politiques de risque, notamment celles concernant le risque de crédit, le risque opérationnel, les risques juridiques et de réputation.

Les risques d'illiquidité et de financement sont gérés par le groupe Trésorerie. L'évaluation, la surveillance et le contrôle du risque d'illiquidité et de financement est pris en compte avec le groupe Gestion du risque, sous la surveillance du Comité de gestion de l'actif et du passif.

Risque de crédit

Le risque de crédit découle essentiellement de nos activités directes de prêt et de nos activités de négociation, d'investissement et de couverture. Le risque de crédit est le risque de perte financière résultant du manquement d'un emprunteur ou d'une contrepartie à ses obligations conformément aux dispositions contractuelles.

Exposition au risque de crédit

Notre exposition brute au risque de crédit évaluée à titre d'exposition en cas de défaillance (ECD) pour les instruments financiers au bilan et hors bilan était de 494,4 G\$ au 31 janvier 2010 (486,8 G\$ au 31 octobre 2009). Notre exposition globale a augmenté de 7,5 G\$ en raison de la croissance des portefeuilles de détail et de prêts aux entreprises et aux gouvernements.

Exposition brute en cas de défaillance, compte non tenu de l'atténuation du risque de crédit

En millions de dollars, au	31 janvier 2010	31 octobre 2009
Portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements – approche NI avancée		
Montants utilisés	95 866 \$	102 449 \$
Engagements non utilisés	22 965	22 368
Transactions assimilées à des mises en pension	88 186	83 805
Divers – hors bilan	40 106	34 841
Produits dérivés de gré à gré	14 505	15 257
	261 628 \$	258 720 \$
Portefeuille de détail – approche NI avancée		
Montants utilisés	133 791 \$	130 028 \$
Engagements non utilisés	67 174	67 323
Divers – hors bilan	388	412
	201 353 \$	197 763 \$
Portefeuilles normalisés	12 584 \$	12 916 \$
Expositions liées à la titrisation	18 813	17 446
	494 378 \$	486 845 \$

Au 31 janvier 2010, le portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements – approche NI avancée comportait un montant de 1,7 G\$ (1,9 G\$ au 31 octobre 2009) comptabilisé au titre de l'exposition en cas de défaillance incluse dans la fourchette devant être inscrite sur la liste de surveillance.

La diminution des expositions à inscrire sur la liste de surveillance au cours du trimestre s'explique principalement par la dévaluation de certains clients de notre portefeuille d'activités à effet de levier européen en voie de liquidation. La majeure partie des expositions à inscrire sur la liste de surveillance découle du secteur des services financiers, notamment les expositions ayant trait

aux garants financiers, lesquelles sont expliquées plus en détail à la section Activités en voie de liquidation.

Risque de crédit de contrepartie

Nous nous exposons à un risque de crédit de contrepartie qui découle de nos activités de gestion de portefeuilles et de couverture et négociation de risques de crédit sur marchandises, sur actions, sur devises et sur taux d'intérêt au moyen de dérivés, comme il est précisé à la note 14 des états financiers consolidés de 2009.

Nous établissons un rajustement de valeur pour les pertes sur créances futures prévues pour chacune des contreparties avec lesquelles nous avons conclu des contrats de dérivés. Au 31 janvier 2010, le rajustement de valeur du crédit pour toutes les contreparties avec lesquelles nous avons conclu des contrats de dérivés s'élevait à 1,4 G\$ (2,2 G\$ au 31 octobre 2009).

Notation des créances évaluées à la valeur du marché liées à des dérivés¹

En milliards de dollars, au	31 janvier 2010		31 octobre 2009	
Équivalent de Standard & Poor's				
AAA à BBB-	5,7	\$ 74,6 %	6,1	\$ 75,5 %
BB+ à B-	1,4	18,2	1,4	17,5
CCC+ à CCC-	0,4	5,3	0,4	5,1
Inférieure à CCC-	0,1	0,8	0,1	1,0
Sans cote	0,1	1,1	0,1	0,9
Total	7,7	\$ 100,0 %	8,1	\$ 100,0 %

1) Évaluation à la valeur du marché des contrats de dérivés, compte tenu des rajustements de l'évaluation du crédit et des accords généraux de compensation de dérivés, mais compte non tenu des garanties.

Prêts douteux, provision et dotation à la provision pour pertes sur créances

En millions de dollars, au	31 janvier 2010		31 octobre 2009	
Prêts douteux bruts				
Consommateurs	796	\$	727	\$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements ¹	1 130		1 184	
Total des prêts douteux bruts	1 926	\$	1 911	\$
Provision pour pertes sur créances				
Consommateurs	1 169	\$	1 132	\$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements ¹	795		828	
Total de la provision pour pertes sur créances	1 964	\$	1 960	\$
Se composent de ce qui suit :				
Provision spécifique pour prêts ²	730	\$	735	\$
Provision générale pour prêts ²	1 234		1 225	
Total de la provision pour pertes sur créances	1 964	\$	1 960	\$

1) Comprennent des portefeuilles de cotation du risque PME qui sont gérés en groupes en vertu de l'Accord de Bâle II.
2) Exclut la provision spécifique et générale au titre des lettres de crédit et des facilités de crédit inutilisées respectivement de néant et 75 M\$ (1 M\$ et 82 M\$ au 31 octobre 2009).

Les prêts douteux bruts se sont accrus de 15 M\$, ou 1 %, en regard du 31 octobre 2009. Les prêts douteux bruts à la consommation ont augmenté de 69 M\$, ou 9 %, surtout en raison de l'augmentation de nouvelles classifications de prêts hypothécaires résidentiels. Les prêts douteux bruts aux entreprises et aux gouvernements ont diminué de 54 M\$, ou 5 %, en raison d'une baisse dans le secteur des institutions financières, contrebalancée en partie par des augmentations dans les

secteurs des services aux entreprises, de l'immobilier et de la construction.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a été relevée de 4 M\$ par rapport à celle du 31 octobre 2009. La provision spécifique a reculé de 5 M\$, ou 1 %, principalement en raison d'une diminution dans le secteur de l'édition et de la diffusion, contrebalancée en partie par une augmentation dans les secteurs des services aux entreprises, de l'immobilier et de la construction. La provision générale pour prêts a connu une hausse de 9 M\$, ou 1 %, en raison du crédit personnel et des cartes de crédit, contrebalancée en partie par une diminution de la provision pour prêts aux entreprises et aux gouvernements.

Pour plus de précisions sur la dotation à la provision pour pertes sur créances, se reporter à la section Rétrospective du rendement financier.

Risque de marché

Le risque de marché découle de nos positions sur les valeurs mobilières et les dérivés de nos portefeuilles de négociation ainsi que de nos services bancaires de détail, de nos portefeuilles de placement et de nos activités autres que de négociation. Il s'agit du risque de perte financière attribuable aux fluctuations défavorables de facteurs sous-jacents du marché dont les taux d'intérêt et les taux de change, les écarts de taux ainsi que le prix des marchandises et le cours des actions.

Activités de négociation

Le tableau suivant montre la valeur à risque (VAR) par catégorie de risque pour l'ensemble des activités de négociation de la CIBC.

La VAR pour les trois mois terminés le 31 janvier 2010 présentée dans le tableau et dans le graphique sur les essais à rebours ci-dessous ne tient pas compte du risque lié aux activités en voie de liquidation, comme il est précisé aux pages 9 à 17 du présent rapport de gestion. En raison de la volatilité et du manque de liquidités sur les marchés, le degré d'incertitude à l'égard de l'évaluation quantitative du risque pour ces positions est très élevé. Ces positions sont gérées de façon indépendante de nos activités de négociation.

Le risque moyen total a diminué de 31 % par rapport au dernier trimestre, surtout en raison de la variation de notre risque de marché des portefeuilles de négociation, et de l'amélioration générale de la conjoncture des marchés, particulièrement dans les marchés du crédit.

La perte du marché réalisée réelle peut différer de la perte supposée par la mesure de la VAR pour diverses raisons. Les fluctuations des taux et des cours du marché peuvent différer de celles du passé qui sont utilisées pour calculer la mesure de la VAR. Par ailleurs, la mesure de la VAR ne tient pas compte des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 99 %.

VAR par catégorie de risque – portefeuille de négociation²

En millions de dollars	Aux dates indiquées ou pour les trois mois terminés le								
	31 janvier 2010				31 octobre 2009		31 janvier 2009		
	Haute	Faible	A cette date	Moyenne	A cette date	Moyenne	A cette date	Moyenne	
Risque de taux d'intérêt	4,9 \$	1,6 \$	4,0 \$	2,7 \$	3,3 \$	4,5 \$	4,5 \$	4,8 \$	
Risque d'écart de taux	0,6	0,3	0,4	0,4	0,5	0,6	1,6	2,1	
Risque lié aux actions	2,5	1,0	1,1	1,3	1,2	1,5	4,0	4,8	
Risque de change	1,9	0,4	0,6	0,8	1,1	1,2	0,5	1,3	
Risque lié aux marchandises	3,1	0,3	0,3	0,6	0,5	0,6	0,8	0,6	
Risque spécifique de la dette	2,0	1,2	1,3	1,4	1,2	1,3	2,4	2,3	
Effet de diversification ¹	négl.	négl.	(3,1)	(3,6)	(3,4)	(4,5)	(7,1)	(7,8)	
Risque total	5,5 \$	2,8 \$	4,6 \$	3,6 \$	4,4 \$	5,2 \$	6,7 \$	8,1 \$	

1) La VAR globale est inférieure à la somme des VAR des différents risques de marché, en raison de la réduction du risque découlant de l'effet de diversification du portefeuille.

2) Le tableau ne tient pas compte du risque lié aux activités en voie de liquidation.

Négl. Négligeable. Comme la valeur maximale (haut) et la valeur minimale (bas) peuvent se présenter pendant des jours différents pour divers types de risque, le calcul de l'effet de diversification est négligeable.

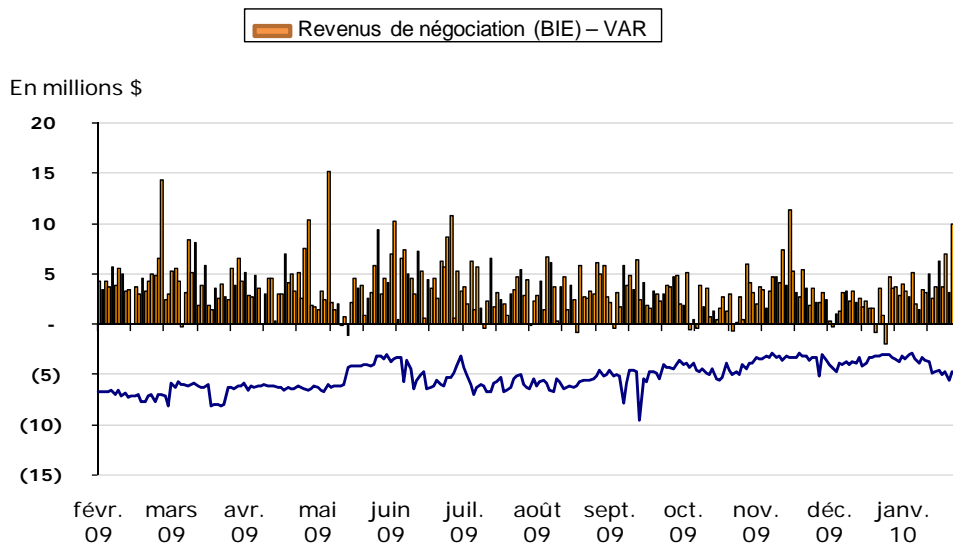
Revenus de négociation

Le graphique d'essais à rebours des revenus de négociation (BIE)¹ et de la VAR ci-après compare les revenus quotidiens réels de négociation (BIE)¹ du trimestre considéré et des trois trimestres précédents et les mesures de la VAR du jour précédent.

Les revenus de négociation (BIE)¹ ont été positifs pendant 95 % des jours du trimestre. Les pertes découlant des activités de négociation n'ont pas dépassé la VAR au cours du trimestre. Les revenus quotidiens moyens de négociation (BIE)¹ se sont élevés à 3 M\$ au cours du trimestre.

Les revenus de négociation (BIE)¹ pour le trimestre considéré ne tiennent pas compte d'un gain de 180 M\$ ayant trait aux variations des risques et de la juste valeur du crédit structuré, ni de pertes découlant des activités de négociation de 1 M\$ liées aux pertes subies des autres positions dans les portefeuilles en cours de liquidation.

Essais à rebours des revenus de négociation (BIE)¹ c. la VAR



1) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Activités autres que de négociation

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt à l'égard du portefeuille autre que de négociation s'entend essentiellement du risque inhérent à la gestion de l'actif et du passif (GAP) et aux activités des filiales au Canada et à l'étranger. Le risque de taux d'intérêt résulte des différences entre les échéances ou les dates de réévaluation des actifs et passifs au bilan et hors bilan, ainsi que des options intégrées des produits de détail. Divers instruments de trésorerie et instruments dérivés, principalement des

swaps de taux d'intérêt, des contrats à terme standardisés et des options, sont employés pour gérer et contrôler ces risques.

Le tableau ci-après fait état de l'incidence possible sur les douze prochains mois d'une hausse ou d'une baisse immédiate de 100 points de base des taux d'intérêt, rajustée pour tenir compte des remboursements anticipés estimatifs ainsi que pour tenir compte de la chute soudaine des taux d'intérêt dans le contexte actuel.

Sensibilité aux taux d'intérêt – activités autres que de négociation (après impôts)

En millions de dollars, au	31 janvier 2010			31 octobre 2009			31 janvier 2009		
	\$	\$ US	Divers	\$	\$ US	Divers	\$	\$ US	Divers
Hausse de 100 points de base des taux d'intérêt									
Bénéfice net	118 \$	(55) \$	4 \$	134 \$	(21) \$	2 \$	115 \$	(21) \$	8 \$
Variation de la valeur actuelle des capitaux propres	186	(124)	(3)	322	(89)	(6)	203	(48)	(3)
Baisse de 100 points de base des taux d'intérêt									
Bénéfice net	(87) \$	40 \$	(4) \$	(30) \$	21 \$	(2) \$	(53) \$	20 \$	(9) \$
Variation de la valeur actuelle des capitaux propres	(115)	104	2	(257)	75	5	(226)	47	1

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité lié à la gestion de nos actifs et de nos passifs découle de nos activités générales de financement. Il s'agit du risque de ne pas dégager les fonds nécessaires pour faire face à des engagements financiers courants sans la mobilisation de fonds à des taux défavorables ou la vente forcée d'actifs.

Nos stratégies de gestion du risque d'illiquidité visent à maintenir des ressources financières suffisamment liquides pour financer continuellement notre bilan, que les conditions du marché soient normales ou difficiles.

Nous obtenons du financement auprès de sources de détail et de gros. Les dépôts personnels de base demeurent une source principale de financement de détail et totalisaient 106,9 G\$ au 31 janvier 2010 (104,3 G\$ au 31 octobre 2009).

Nos stratégies de gestion du risque d'illiquidité incluent la diversification des sources du financement de gros à terme, la titrisation des créances, et le maintien de blocs distincts d'actifs liquides de grande qualité pouvant être vendus ou donnés en garantie pour nous assurer une source immédiate de fonds. Ensemble, ces stratégies diminuent la dépendance envers le financement de gros à court terme.

La CIBC a continué à accéder à certaines de ces mesures exceptionnelles d'approvisionnement en liquidités, notamment l'élargissement des types admissibles de garanties, la disponibilité de liquidités à terme au moyen de prises en pension de titres et la vente à la SCHL de blocs de titres hypothécaires à l'habitation couverts par la *Loi nationale sur l'habitation*. De façon générale, toutefois, la conjoncture des marchés financiers s'est de beaucoup améliorée, facilitant ainsi l'accès au financement à plus long terme. Le 27 janvier 2010, la CIBC a émis des obligations couvertes de 2 G\$ US sur le marché américain. L'opération a été réglée le 3 février 2010.

Le sommaire des actifs liquides au bilan est présenté dans le tableau qui suit :

En milliards de dollars, au	31 janvier 2010	31 octobre 2009
Encaisse	1,2 \$	1,2 \$
Dépôts auprès d'autres banques	7,1	5,8
Valeurs émises par le gouvernement du Canada ¹	12,0	16,8
Titres adossés à des créances hypothécaires ¹	17,2	19,4
Autres valeurs ²	35,0	31,0
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	32,5	32,8
	105,0 \$	107,0 \$

- 1) Représentent des valeurs dont la durée résiduelle du contrat est de plus d'un an.
- 2) Comprennent des valeurs disponibles à la vente et des valeurs désignées à leur juste valeur dont la durée résiduelle du contrat est d'un an ou moins et des valeurs du compte de négociation.

Dans le cours normal des affaires, la gestion des garanties prévoit la cession en garantie de certains actifs, y compris ceux nécessaires aux activités quotidiennes de compensation et de règlement de paiements et de valeurs. Au 31 janvier 2010, les actifs cédés en garantie, y compris à l'égard des obligations couvertes et des valeurs empruntées ou financées au moyen de mises en pension de titres, atteignaient 40,4 G\$ (36,7 G\$ au 31 octobre 2009).

L'accès aux sources de financement de gros et le coût de financement dépendent de divers facteurs, dont les cotes de crédit. Les plus importantes agences de notation n'ont pas modifié nos cotes de crédit et nos perspectives au cours du trimestre.

Nos niveaux de financement et de liquidité sont demeurés stables et solides au cours de la période et nous ne prévoyons pas d'événements, d'engagements ou de demandes qui pourraient avoir une incidence notable sur notre position en matière de risque d'illiquidité.

Obligations contractuelles

Les obligations contractuelles donnent lieu à des engagements de paiements futurs ayant une incidence sur nos besoins en matière de liquidité et de capital à court et à long terme. Ces obligations comprennent des passifs financiers, des engagements au titre du crédit et des liquidités et d'autres obligations contractuelles.

Les précisions sur nos obligations contractuelles figurent aux pages 86 à 87 de la Reddition de comptes annuelle 2009. Il n'y pas eu de changements importants aux obligations contractuelles autres que dans le cours normal des affaires.

Autres risques

Nous avons également des politiques et des procédés pour mesurer, surveiller et contrôler les autres risques, notamment le risque opérationnel, les risques juridiques et de réputation, le risque de réglementation, le risque stratégique et le risque environnemental.

Pour plus de précisions, se reporter aux pages 87 à 88 de la Reddition de comptes annuelle 2009.

QUESTIONS RELATIVES À LA COMPTABILITÉ ET AU CONTRÔLE

Conventions comptables critiques et estimations

Un sommaire des principales conventions comptables est présenté à la note 1 afférente aux états financiers consolidés de 2009.

Certaines conventions comptables de la CIBC sont essentielles à la compréhension des résultats d'exploitation et de la situation financière de la CIBC. Ces conventions comptables critiques exigent de la direction qu'elle pose des jugements et fasse des estimations, dont certains pourraient avoir trait à des questions encore incertaines. Pour une description des jugements et estimations sur lesquels repose l'application des conventions et hypothèses comptables critiques dans le cas des régimes de retraite et autres régimes d'avantages sociaux, se reporter aux pages 89 à 95 de la Reddition de comptes annuelle 2009.

Évaluation des instruments financiers

Outre les titres d'emprunt et de participation du compte de négociation, ainsi que les engagements liés à des valeurs vendues à découvert, tous les contrats de dérivés, toutes les valeurs disponibles à la vente autres que les titres de participation privés et tous les instruments financiers désignés à la juste valeur sont comptabilisés à la juste valeur. Nos instruments financiers désignés à la juste valeur sont composés de titres d'emprunt, de prêts aux entreprises et aux gouvernements ainsi que de dépôts des entreprises et des gouvernements.

L'établissement de la juste valeur exige du jugement et est fondé sur l'information sur le marché, lorsque celle-ci est disponible et appropriée. La juste valeur s'entend du prix auquel un instrument financier pourrait être échangé entre des parties consentantes au cours d'une opération sans lien de dépendance motivée par des considérations d'affaires normales. Les évaluations à la juste valeur sont classées par niveau au sein d'une hiérarchie (niveaux 1, 2 et 3) tel qu'il est décrit ci-après. Le cours du marché établi par une source indépendante pour le même instrument sur un marché actif (niveau 1) constitue l'élément le plus fiable de la juste valeur.

Si le cours du marché n'est pas disponible dans un marché actif, la juste valeur est estimée d'après des modèles d'évaluation. Dans la mesure du possible et lorsque cela convient, les données observables sur le marché sont utilisées aux fins d'évaluation.

Les modèles d'évaluation peuvent utiliser principalement des données observables sur le marché (niveau 2), dont les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions et le cours d'instruments synthétiques équivalents, le niveau des indices, les écarts de taux, la qualité du crédit de la contrepartie, les niveaux correspondants de volatilité du marché et d'autres facteurs de prix fondés sur le marché ainsi que les données de marché de remplacement les plus corrélatives qui conviennent. Les modèles d'évaluation peuvent aussi

utiliser essentiellement des données inobservables sur le marché (niveau 3).

La plupart de nos activités de crédit structuré en voie de liquidation nécessitent l'application de techniques d'évaluation faisant appel à des données inobservables sur le marché. Dans un marché inactif, les cours indicatifs des courtiers, les évaluations de remplacement pour des instruments financiers comparables et d'autres modèles internes utilisant nos propres hypothèses sur la façon dont les participants traitant au sein d'un marché fixeraient le prix d'une opération sur le marché à la date d'évaluation (nous considérons tous ces éléments comme des données inobservables sur le marché) servent essentiellement à l'évaluation de ces positions. Nous jugeons si un rajustement de valeur du crédit est nécessaire pour comptabiliser le risque qu'une de nos contreparties ne soit pas ultimement en mesure de respecter ses engagements.

Le tableau ci-après présente les montants des instruments financiers, classés par catégorie, qui font l'objet d'une évaluation à la juste valeur au moyen d'une technique d'évaluation basée sur les données observables autres que du marché (niveau 3) en ce qui a trait à l'ensemble de la CIBC et aux activités de crédit structuré en voie de liquidation.

En millions de dollars, au 31 janvier 2010	Activités de crédit structuré en voie de liquidation	Total CIBC	Total CIBC ¹
Actif			
Valeurs du compte de négociation	1 332 \$	1 471 \$	7,8 %
Valeurs disponibles à la vente	20	2 691	7,4
Valeurs et prêts désignés à la juste valeur	152	159	0,8
Instruments dérivés	2 033	2 360	10,0
Passif			
Dépôts désignés à la juste valeur	885 \$	885 \$	20,5 %
Instruments dérivés	3 805	4 636	18,0

1) Représente le pourcentage des actifs et des passifs de niveau 3 dans chaque catégorie présentée sur notre bilan consolidé intermédiaire.

Dans le cas de dérivés de crédit souscrits auprès de garants financiers, nos rajustements de l'évaluation du crédit sont généralement fondés sur les écarts de taux observables sur le marché, lorsqu'ils sont disponibles. Lorsque les garants financiers ne disposent pas d'écarts de taux observables ou s'ils sont disponibles mais non représentatifs d'un marché actif structuré (c.-à-d. non représentatifs de la juste valeur), nous avons recours à un écart de marché de remplacement. L'écart de marché de remplacement est fondé sur la cote de crédit interne que nous avons accordée à ce garant financier. Les écarts de taux comprennent des données sur les prévisions du marché (ou du marché de remplacement) quant à la probabilité de défaillance et quant aux pertes en cas de défaillance. Ces écarts sont appliqués selon la durée moyenne pondérée de notre exposition à ces contreparties. Lorsque nous avons recours à un écart de marché de remplacement dans le cas de contreparties qui sont des garants financiers, nous effectuons aussi un rajustement pour exprimer le risque additionnel lié au garant financier

par rapport à une contrepartie autre qu'un garant financier ayant une cote équivalente. Le montant du rajustement est fonction de toute l'information interne et externe disponible sur le marché concernant les garants financiers. Le rajustement définitif de l'évaluation du crédit tient compte de la corrélation prévue entre le rendement futur des actifs de référence sous-jacents et celui des contreparties, sauf dans le cas d'actifs de référence de grande qualité pour lesquels nous ne prévoyons aucune détérioration prochaine de la qualité du crédit.

Le cas échéant, pour certains garants financiers, nous calculons le rajustement de l'évaluation du crédit en nous fondant sur les montants recouvrables estimatifs.

Les coupons d'intérêt découlant de la vente de créances titrisées sont sensibles aux taux de remboursement anticipé, ce que nous considérons par ailleurs comme des données inobservables sur le marché.

Les contrats de swap découlant de la vente de créances titrisées sont évalués à l'aide de taux de liquidités, ce que nous considérons par ailleurs comme des données inobservables sur le marché.

Les titres adossés à des créances mobilières sont sensibles aux écarts de taux, que nous considérons comme étant des données inobservables sur le marché. Le fait de remplacer une ou plusieurs des hypothèses que nous utilisons dans l'évaluation à la juste valeur de ces instruments par des options possibles raisonnables aurait l'incidence suivante sur le bénéfice net.

Nos expositions au risque de crédit structuré non couvert (titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation) sont sensibles aux variations de l'évaluation à la valeur du marché, généralement en fonction des cours indicatifs des courtiers et aux modèles internes, tel qu'il est décrit précédemment. Un changement défavorable de 10 % dans l'évaluation à la valeur du marché de nos positions sous-jacentes entraînerait une perte d'environ 27 M\$ dans notre portefeuille de titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation non couverts et 80 M\$ dans notre portefeuille de titres non liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, exclusion faite des prêts non couverts (reclassés des positions détenues jusqu'à l'échéance) et avant l'incidence de l'opération conclue avec Cerberus.

Une diminution de 10 % dans l'évaluation à la valeur du marché de nos positions de crédit structuré couvertes au bilan, autres que celles classées comme prêts et créances, et une augmentation de 10 % de la juste valeur (avant le rajustement de l'évaluation du crédit (REC) de toutes les positions de crédit structuré couvertes pourraient entraîner une perte nette d'environ 10 M\$, compte non tenu de notre accord avec Cerberus. La juste valeur de la protection de Cerberus devrait raisonnablement contrebalancer toute variation de la juste valeur des positions couvertes sur le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation.

Une réduction de 10 % des débiteurs, déduction faite des REC, des garants financiers entraînerait une perte nette d'environ 127 M\$.

Une augmentation de 10 % des taux de remboursement anticipé ayant trait à nos droits conservés associés aux coupons d'intérêt découlant de la vente des créances titrisées entraînerait une perte nette d'environ 31 M\$.

Une baisse de 20 points de base des taux de liquidités utilisés pour calculer la juste valeur de nos dérivés associés à la vente de créances titrisées entraînerait une perte d'environ 98 M\$.

Une réduction de 10 % dans l'évaluation à la valeur du marché de nos actifs adossés à des créances mobilières au bilan qui sont évalués au moyen d'écarts de taux inobservables entraînerait une perte nette d'environ 144 M\$.

Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010, le gain net constaté dans l'état des résultats consolidé lié aux instruments financiers, dont la juste valeur est évaluée à l'aide d'une technique d'évaluation exigeant des paramètres inobservables sur le marché, s'est élevé à 6 M\$ (perte nette de 691 M\$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009). Nous faisons preuve de jugement pour établir les rajustements de la valeur compte tenu de divers facteurs touchant l'évaluation. Ces facteurs comprennent, entre autres, sans s'y limiter, l'écart entre le cours acheteur et le cours vendeur, l'illiquidité découlant des problèmes d'absorption du marché, l'incertitude des paramètres et d'autres risques de marché, le risque lié aux modèles, le risque de crédit et les frais d'administration futurs.

Le tableau suivant résume nos rajustements de valeur.

En millions de dollars, au	31 janvier 2010	31 octobre 2009
Valeurs du compte de négociation		
Risque de marché	3 \$	7 \$
Dérivés		
Risque de marché	81	81
Risque de crédit	1 354	2 241
Frais d'administration	32	33
Divers	2	2
	1 472 \$	2 364 \$

Facteurs de risque liés aux rajustements de la juste valeur
À notre avis, nous avons rajusté la juste valeur adéquatement et effectué les baisses de valeur appropriées jusqu'à maintenant. Le calcul des rajustements de la juste valeur et des baisses de valeur exige que nous fondions nos estimations sur les processus comptables et sur le jugement de la direction. Nous évaluons de façon continue le caractère adéquat des rajustements de la juste valeur et des baisses de valeur. Les montants des rajustements de la juste valeur et des baisses de valeur pourraient être modifiés si des événements le justifient et pourraient ne pas correspondre à la valeur de réalisation définitive.

Faits nouveaux en matière de comptabilité

Transition aux Normes internationales d'information financière (IFRS)

En février 2008, le CNC a confirmé son intention de remplacer les PCGR du Canada par les IFRS. Nous adopterons la présentation selon les IFRS à compter du 1^{er} novembre 2011 et présenterons aussi des états financiers comparatifs pour l'exercice ouvert le 1^{er} novembre 2010. Par conséquent, nous publierons nos premiers jeux d'états financiers consolidés préparés conformément aux IFRS pour le trimestre se terminant le 31 janvier 2012.

La transition aux IFRS représente une initiative importante pour la CIBC et est soutenue par une infrastructure formelle de gouvernance tenant compte de toute l'organisation et comprenant une équipe affectée au projet. Le projet de transition aux IFRS de la CIBC progresse selon le calendrier prévu.

L'incidence des IFRS pour la CIBC au moment de la transition dépendra des normes IFRS qui seront en vigueur à ce moment, des choix comptables qui ne sont pas encore faits ainsi que de la situation et du contexte qui prévaudront sur les plans économique et commercial. De plus, la nature évolutive des IFRS engendrera probablement des modifications comptables supplémentaires, dont certaines pourraient se révéler importantes, au cours des années suivant notre transition initiale. Nous continuons de surveiller les modifications apportées aux normes et de rajuster nos plans de transition en conséquence.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de communication de l'information

La direction de la CIBC, en collaboration avec le chef de la direction et le chef des services financiers, a évalué, au 31 janvier 2010, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la CIBC (conformément aux règles de la Securities and Exchange Commission et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières). Ces contrôles et procédures ont été jugés efficaces.

Modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Pendant le trimestre terminé le 31 janvier 2010, le contrôle interne de la CIBC à l'égard de l'information financière n'a fait l'objet d'aucun changement qui a modifié de façon importante son contrôle interne à l'égard de l'information financière, ou qui aurait raisonnablement pu le faire.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

Table des matières

40	Bilan consolidé
41	État des résultats consolidé
42	État de l'évolution des capitaux propres consolidé
43	État du résultat étendu consolidé
44	État des flux de trésorerie consolidé
45	Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

45	Note 1 – Juste valeur des instruments financiers
48	Note 2 – Valeurs mobilières
48	Note 3 – Prêts
49	Note 4 – Titrisations et entités à détenteurs de droits variables
51	Note 5 – Capital-actions
52	Note 6 – Garants financiers

52	Note 7 – Impôts sur les bénéfices
53	Note 8 – Charges au titre des avantages sociaux futurs
53	Note 9 – Résultat par action
54	Note 10 – Cautionnements
54	Note 11 – Passifs éventuels
54	Note 12 – Informations sectorielles

BILAN CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars, au	31 janvier 2010	31 octobre 2009
ACTIF		
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	1 917 \$	1 812 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	6 373	5 195
Valeurs mobilières (note 2)		
Compte de négociation	18 823	15 110
Disponibles à la vente	37 290	40 160
Désignées à leur juste valeur	19 931	22 306
	76 044	77 576
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	32 497	32 751
Prêts		
Prêts hypothécaires à l'habitation	89 605	86 152
Particuliers	34 059	33 869
Cartes de crédit	12 122	11 808
Entreprises et gouvernements	39 296	37 343
Provision pour pertes sur créances (note 3)	(1 964)	(1 960)
	173 118	167 212
Divers		
Instruments dérivés	23 563	24 696
Engagements de clients en vertu d'acceptations	6 997	8 397
Terrains, bâtiments et matériel	1 624	1 618
Écart d'acquisition	1 954	1 997
Logiciels et autres actifs incorporels	635	669
Autres actifs (note 7)	12 517	14 021
	47 290	51 398
	337 239 \$	335 944 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Dépôts		
Particuliers	111 237 \$	108 324 \$
Entreprises et gouvernements	105 920	107 209
Banques	7 112	7 584
	224 269	223 117
Divers		
Instruments dérivés	25 686	27 162
Acceptations	6 997	8 397
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	7 137	5 916
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de mises en pension de titres	42 105	37 453
Autres passifs	10 441	13 693
	92 366	92 621
Titres secondaires	5 119	5 157
Passif au titre des actions privilégiées	600	600
Participations ne donnant pas le contrôle	171	174
Capitaux propres		
Actions privilégiées	3 156	3 156
Actions ordinaires (note 5)	6 371	6 240
Actions autodétenues	1	1
Surplus d'apport	94	92
Bénéfices non répartis	5 432	5 156
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(340)	(370)
	14 714	14 275
	337 239 \$	335 944 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT DES RÉSULTATS CONSOLIDÉ

Pour les trois mois terminés le

Non vérifié, en millions de dollars	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Revenu d'intérêts			
Prêts	1 761 \$	1 703 \$	2 016 \$
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	30	31	171
Valeurs mobilières	371	367	554
Dépôts auprès d'autres banques	9	8	54
	2 171	2 109	2 795
Frais d'intérêts			
Dépôts	502	527	1 040
Autres passifs	104	110	350
Titres secondaires	43	45	64
Passif au titre des actions privilégiées	8	8	8
	657	690	1 462
Revenu net d'intérêts	1 514	1 419	1 333
Revenu autre que d'intérêts			
Rémunération de prise ferme et honoraires de consultation	144	132	102
Frais sur les dépôts et les paiements	190	193	193
Commissions sur crédit	87	85	60
Honoraires d'administration de cartes	87	68	95
Honoraires de gestion de placements et de garde	110	112	108
Revenu tiré des fonds communs de placement	183	175	159
Revenu tiré des assurances, déduction faite des réclamations	67	63	66
Commissions liées aux opérations sur valeurs mobilières	121	124	120
Revenu de négociation (note 6)	333	301	(720)
Gains (pertes) sur valeurs disponibles à la vente, montant net	93	42	148
Revenu tiré des valeurs mobilières désignées à la juste valeur	(205)	(155)	44
Revenu tiré des créances titrisées	151	149	119
Revenu tiré des opérations de change autres que de négociation	78	63	117
Divers	108	117	78
	1 547	1 469	689
Total des revenus	3 061	2 888	2 022
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	359	424	284
Frais autres que d'intérêts			
Salaires et avantages sociaux (note 8)	981	886	932
Frais d'occupation	151	157	134
Matériel informatique, logiciels et matériel de bureau	242	251	245
Communications	69	70	68
Publicité et expansion des affaires	42	46	47
Honoraires	43	54	40
Taxes d'affaires et impôts et taxe sur le capital	20	28	30
Divers	200	177	157
	1 748	1 669	1 653
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations ne donnant pas le contrôle	954	795	85
Charge (économie) d'impôts	286	145	(67)
	668	650	152
Participations ne donnant pas le contrôle	16	6	5
Bénéfice net	652 \$	644 \$	147 \$
Bénéfice par action (en dollars) (note 9)			
– de base	1,59 \$	1,57 \$	0,29 \$
– dilué	1,58 \$	1,56 \$	0,29 \$
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	0,87 \$	0,87 \$	0,87 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉ

Pour les trois mois terminés le

Non vérifié, en millions de dollars	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Actions privilégiées			
Solde au début et à la fin de la période	3 156 \$	3 156 \$	2 631 \$
Actions ordinaires			
Solde au début de la période	6 240 \$	6 161 \$	6 062 \$
Émission d'actions ordinaires	131	79	12
Frais d'émission, déduction faite des impôts sur les bénéfices connexes	-	-	-
Solde à la fin de la période	6 371 \$	6 240 \$	6 074 \$
Actions autodétenues			
Solde au début de la période	1 \$	1 \$	1 \$
Achats	(853)	(920)	(1 955)
Ventes	853	920	1 954
Solde à la fin de la période	1 \$	1 \$	- \$
Surplus d'apport			
Solde au début de la période	92 \$	101 \$	96 \$
Charge au titre des options sur actions	3	2	4
Options sur actions exercées	(1)	-	-
Prime nette (escompte net) sur les actions autodétenues	-	(3)	1
Divers	-	(8)	(1)
Solde à la fin de la période	94 \$	92 \$	100 \$
Bénéfices non répartis			
Solde au début de la période, montant établi antérieurement	5 156 \$	4 886 \$	5 483 \$
Rajustement pour modification de conventions comptables	-	-	(6) ¹
Solde au début de la période, après retraitement	5 156	4 886	5 477
Bénéfice net	652	644	147
Dividendes			
Actions privilégiées	(42)	(43)	(36)
Actions ordinaires	(335)	(333)	(332)
Divers	1	2	1
Solde à la fin de la période	5 432 \$	5 156 \$	5 257 \$
Cumul des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts			
Solde au début de la période	(370) \$	(485) \$	(442) \$
Autres éléments du résultat étendu	30	115	52
Solde à la fin de la période	(340) \$	(370) \$	(390) \$
Bénéfices non répartis et cumul des autres éléments du résultat étendu	5 092 \$	4 786 \$	4 867 \$
Capitaux propres à la fin de la période	14 714 \$	14 275 \$	13 672 \$

1) Représente l'incidence de la modification de la date d'évaluation au titre des avantages sociaux futurs.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Bénéfice net	652 \$	644 \$	147 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts			
Écart de conversion			
(Pertes nettes) gains nets sur investissements dans des établissements étrangers autonomes	(57)	(10)	26
Gains nets (pertes nettes) sur opérations de couverture de risque de change	17	(8)	3
	(40)	(18)	29
Variation nette des valeurs disponibles à la vente			
Gains latents sur valeurs disponibles à la vente, montant net	112	179	87
Reclassement de gains nets en résultat net	(36)	(37)	(62)
	76	142	25
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie			
Pertes nettes sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(10)	(13)	(4)
Pertes nettes sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie reclassés en résultat net	4	4	2
	(6)	(9)	(2)
Total des autres éléments du résultat étendu	30	115	52
Résultat étendu	682 \$	759 \$	199 \$

(CHARGE D'IMPÔTS) ÉCONOMIE D'IMPÔTS ATTRIBUÉE À CHACUNE DES COMPOSANTES DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Écart de conversion			
Variations des investissements dans des établissements étrangers autonomes	2 \$	(3) \$	(7) \$
Variations des opérations de couverture de risque de change	(4)	1	(15)
Variation nette des valeurs disponibles à la vente			
Gains latents sur valeurs disponibles à la vente, montant net	(45)	(34)	(56)
Reclassement de gains nets en résultat net	18	18	30
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie			
Variations des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	4	6	3
Variations des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie reclassés en résultat net	-	(5)	(1)
	(25) \$	(17) \$	(46) \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

Pour les trois mois terminés le

Non vérifié, en millions de dollars

	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Flux de trésorerie d'exploitation			
Bénéfice net	652 \$	644 \$	147 \$
Rajustements pour rapprocher le bénéfice net (la perte nette) des flux de trésorerie d'exploitation :			
Dotation à la provision pour pertes sur créances	359	424	284
Amortissement ¹	94	102	103
Rémunération à base d'actions	3	2	(3)
Impôts futurs	228	188	(130)
(Gains) pertes sur valeurs disponibles à la vente, montant net	(93)	(42)	(148)
Pertes (gains) à la cession de terrains, de bâtiments et de matériel	-	(1)	(1)
Autres éléments hors caisse, montant net	(216)	(122)	(8)
Variations des actifs et des passifs d'exploitation			
Intérêts courus à recevoir	64	(72)	134
Intérêts courus à payer	(83)	(160)	(92)
Montants à recevoir sur contrats de dérivés	1 086	3 736	(5 196)
Montants à payer sur contrats de dérivés	(1 392)	(4 095)	5 345
Variation nette des valeurs du compte de négociation	(3 713)	(719)	21 031
Variation nette des valeurs désignées à la juste valeur	2 375	1 203	63
Variation nette des autres actifs et passifs désignés à la juste valeur	(167)	(2 648)	4 083
Impôts exigibles	(108)	(129)	87
Divers, montant net	213	1 181	(236)
	(698)	(508)	25 463
Flux de trésorerie de financement			
Dépôts, déduction faite des retraits	1 422	11 428	(9 304)
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	1 232	(259)	(1 054)
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de mises en pension de titres, montant net	4 652	(3 562)	118
Remboursement/rachat de titres secondaires	(5)	(524)	-
Émission d'actions ordinaires, montant net	131	79	12
Produit net tiré des actions autodétenues (achetées) vendues	-	-	(1)
Dividendes	(377)	(376)	(368)
Divers, montant net	(2 036)	25	87
	5 019	6 811	(10 510)
Flux de trésorerie d'investissement			
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	(1 178)	(152)	(908)
Prêts, déduction faite des remboursements	(8 642)	(6 803)	(1 787)
Produit des titrisations	2 467	2 775	7 610
Achat de valeurs disponibles à la vente	(17 469)	(19 574)	(28 725)
Produit de la vente de valeurs disponibles à la vente	11 916	9 040	5 161
Produit à l'échéance de valeurs disponibles à la vente	8 500	10 179	1 155
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres, montant net	254	(1 722)	2 343
Achat de terrains, de bâtiments et de matériel	(57)	(89)	(35)
	(4 209)	(6 346)	(15 186)
Incidence de la fluctuation des taux de change sur l'encaisse et les dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	(7)	3	8
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse et des dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au cours de la période	105	(40)	(225)
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au début de la période	1 812	1 852	1 558
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques à la fin de la période²	1 917 \$	1 812 \$	1 333 \$
Intérêts versés au comptant	740 \$	850 \$	1 554 \$
Impôts sur les bénéfices payés (recouvrés) au comptant	167 \$	87 \$	(25) \$

1) Comprend l'amortissement des bâtiments, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives, des logiciels et des actifs incorporels.

2) Comprend des soldes de liquidités soumises à restrictions de 272 M\$ (268 M\$ au 31 octobre 2009 et 329 M\$ au 31 janvier 2009).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque Canadienne Impériale de Commerce et de ses filiales (la « CIBC ») ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Les présents états financiers sont dressés selon les mêmes méthodes et conventions comptables que celles utilisées pour dresser les états financiers consolidés de la CIBC de l'exercice terminé le 31 octobre 2009. Les états financiers consolidés intermédiaires de la CIBC ne comprennent pas toutes les informations à fournir exigées en vertu des PCGR du Canada pour les états financiers annuels et, par conséquent, doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009, figurant aux pages 96 à 167 de la Reddition de comptes annuelle 2009.

1. Juste valeur des instruments financiers

L'approche que nous utilisons pour évaluer les instruments financiers à la juste valeur figure à la note 2 des états financiers consolidés de 2009.

Sensibilité aux données inobservables

Les techniques d'évaluation qui utilisent des données inobservables sur le marché servent à certains instruments financiers, y compris nos activités de crédit structuré en voie de liquidation. Ces positions utilisent surtout des données comme les cours des courtiers et les modèles internes fondés sur des données du marché estimatives, que nous considérons comme étant des données inobservables. Nous avons certaines valeurs disponibles à la vente et des contrats de swap découlant de la vente de créances titrisées qui sont respectivement sensibles aux taux de remboursement anticipé et aux taux de liquidités, ce que nous considérons dans les deux cas comme des données inobservables sur le marché. En outre, certains titres adossés à des créances mobilières sont sensibles aux écarts de taux, que nous considérons comme étant des données inobservables sur le marché.

Le fait de remplacer une ou plusieurs des hypothèses que nous utilisons dans l'évaluation à la juste valeur de ces instruments par des options possibles raisonnables aurait l'incidence suivante sur le bénéfice net.

Nos expositions au risque de crédit structuré non couvert (titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation) sont sensibles aux variations de l'évaluation à la valeur du marché, généralement en fonction des cours indicatifs des courtiers ou des modèles internes, tel qu'il est décrit précédemment. Un changement défavorable de 10 %

dans l'évaluation à la valeur du marché de nos positions sous-jacentes entraînerait une perte d'environ 27 M\$ dans notre portefeuille de titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation non couverts, et de 80 M\$ dans notre portefeuille de titres non liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation non couverts, exclusion faite des prêts non couverts (valeurs détenues jusqu'à l'échéance reclassées) et avant l'incidence de l'opération conclue avec Cerberus Capital Management, L.P. (Cerberus) afin d'obtenir une protection contre les chutes des cours à l'égard de notre exposition aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation.

Une diminution de 10 % dans l'évaluation à la valeur du marché de nos positions de crédit structuré couvertes au bilan, autres que celles classées comme étant des prêts, et une augmentation de 10 % de la juste valeur (avant le rajustement de l'évaluation du crédit) de toutes les positions de crédit structuré couvertes pourraient entraîner une perte nette d'environ 10 M\$, compte non tenu de la protection de Cerberus.

Une réduction de 10 % des débiteurs des garants financiers, déduction faite des rajustements de l'évaluation du crédit, entraînerait une perte nette d'environ 127 M\$.

Une augmentation de 10 % des taux de remboursement anticipé ayant trait à nos droits conservés associés aux coupons d'intérêt découlant de la vente des créances titrisées entraînerait une perte nette d'environ 31 M\$.

Une baisse de 20 points de base des taux de liquidités utilisés pour calculer la juste valeur de nos dérivés associés à la vente de créances titrisées entraînerait une perte d'environ 98 M\$.

Une réduction de 10 % dans l'évaluation à la valeur du marché de nos actifs adossés à des créances mobilières qui sont évalués au moyen d'écarts de taux inobservables entraînerait une perte nette d'environ 144 M\$.

Le tableau ci-dessous présente les niveaux au sein de la hiérarchie de la juste valeur dans laquelle la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan consolidé sont classés :

En millions de dollars, au 31 janvier 2010	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	Cours du marché	Technique d'évaluation – données observables sur le marché	Technique d'évaluation – données inobservables sur le marché
Actif			
Valeurs du compte de négociation			
Valeurs émises et garanties par le gouvernement	3 475 \$	6 231 \$	138 \$
Titres de participation de sociétés	5 924	534	-
Titres d'emprunt d'entreprises	-	991	54
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires	-	197	1 279
	<u>9 399 \$</u>	<u>7 953 \$</u>	<u>1 471 \$</u>
Valeurs disponibles à la vente			
Valeurs émises et garanties par le gouvernement	10 219 \$	16 377 \$	10 \$
Titres d'emprunt d'entreprises	-	4 236	26
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires	-	2 942	2 651
Titres de participation de sociétés ouvertes	8	70	4
	<u>10 227 \$</u>	<u>23 625 \$</u>	<u>2 691 \$</u>
Valeurs et prêts désignés à la juste valeur	-	19 942	159
Instruments dérivés	230	20 973	2 360
Total de l'actif	19 856 \$	72 493 \$	6 681 \$
31 octobre 2009	42 057 \$	54 298 \$	5 320 \$
Passif			
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	3 615 \$	3 522 \$	- \$
Dépôts désignés à la juste valeur	-	3 425	885
Instruments dérivés	250	20 800	4 636
Total du passif	3 865 \$	27 747 \$	5 521 \$
31 octobre 2009	5 444 \$	26 299 \$	5 820 \$

Au cours du trimestre, nous avons reclassé certaines valeurs émises et garanties par le gouvernement pour les faire passer du niveau 1 au niveau 2 et tenir compte des techniques d'évaluation basées sur les données observables sur le marché que nous utilisons. Par suite du reclassement, la juste valeur de ces valeurs au 31 janvier 2010, incluse au niveau 2 et qui auparavant était incluse au niveau 1 dans le tableau ci-dessus, était de 4 710 M\$ pour les valeurs du compte de négociation, 12 607 M\$ pour les valeurs disponibles à la vente, 757 M\$ pour les valeurs désignées à la juste valeur et 2 416 M\$ pour les engagements liés à des valeurs vendues à découvert.

Certains titres d'emprunt d'entreprises ont également été reclassés du niveau 1 au niveau 2 au cours du trimestre puisque les cours d'un marché actif n'étaient pas disponibles. Par suite du reclassement, la juste valeur de ces valeurs au 31 janvier 2010, incluse au niveau 2 et qui auparavant était incluse au niveau 1 dans le tableau ci-dessus, était de 107 M\$ pour les valeurs du compte de négociation et 3 440 M\$ pour les valeurs disponibles à la vente.

En outre, certains titres adossés à des créances mobilières disponibles à la vente de 1 269 M\$ qui auparavant auraient été inclus au niveau 2, ont été reclassés au niveau 3 au cours du trimestre, en raison du manque de données observables sur le marché.

Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010, le gain net constaté dans l'état des résultats consolidé lié aux instruments financiers, dont la juste valeur est évaluée à l'aide d'une technique d'évaluation exigeant des données inobservables sur le marché, s'est élevé à 6 M\$ (gain net de 723 M\$ pour le trimestre terminé le 31 octobre 2009 et une perte nette de 691 M\$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009).

Le tableau ci-dessous présente les variations de la juste valeur des actifs, des passifs et des montants nets des actifs dérivés et des passifs dérivés de niveau 3 pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010. Ces instruments sont évalués à la juste valeur d'après des données inobservables sur le marché. Nous couvrons souvent des positions par des positions compensatoires qui peuvent être classées à un niveau différent. Par conséquent, les gains et pertes pour les actifs et passifs au niveau 3 présentés dans le tableau ci-dessous ne reflètent pas l'incidence des gains et pertes compensatoires sur les instruments de couverture connexes qui ont été classés au niveau 1 ou au niveau 2.

En millions de dollars, au 31 janvier 2010	Gains réalisés/latents (pertes réalisées/latentes), montant net inclus dans		Autres éléments du résultat étendu	Transferts au niveau 3 ³	Ventes et règlements, montant net	Solde de clôture	Gains latents/ (pertes latentes) ²
	Solde d'ouverture	Bénéfice net/ (perte nette) ¹					
Actifs financiers							
Valeurs du compte de négociation	1 360 \$	130 \$	- \$	- \$	(19) \$	1 471 \$	117 \$
Valeurs disponibles à la vente	1 297	138	20	1 269	(33)	2 691	108
Valeurs et prêts désignés à la juste valeur	210	(6)	-	-	(45)	159	5
	<u>2 867 \$</u>	<u>262 \$</u>	<u>20 \$</u>	<u>1 269 \$</u>	<u>(97) \$</u>	<u>4 321 \$</u>	<u>230 \$</u>
Passifs financiers							
Dépôts désignés à la juste valeur	689 \$	(222) \$	- \$	- \$	(26) \$	885 \$	(211) \$
Instruments dérivés, montant net	2 678	(34)	-	-	(436)	2 276	202
	<u>3 367 \$</u>	<u>(256) \$</u>	<u>- \$</u>	<u>- \$</u>	<u>(462) \$</u>	<u>3 161 \$</u>	<u>(9) \$</u>

1) Comprend les gains et les pertes de change.

2) Variations des gains latents (pertes latentes) compris(es) dans les bénéfices concernant les instruments détenus au 31 janvier 2010.

3) Comprend les valeurs disponibles à la vente qui ont été reclassés du niveau 2 au niveau 3 au cours du trimestre, comme il est mentionné précédemment.

Option de la juste valeur

Les instruments financiers désignés à la juste valeur comprennent les instruments qui i) auraient autrement été comptabilisés aux résultats au coût après amortissement entraînant ainsi des écarts d'évaluation importants au sein des dérivés de couverture et des valeurs vendues à découvert comptabilisées à la juste valeur, ou ii) sont gérés selon leur juste valeur suivant une stratégie de négociation étayée, et communiqués au personnel de la direction clé.

La juste valeur des actifs désignés à la juste valeur et celle des passifs désignés à la juste valeur (à l'exclusion des couvertures) étaient de respectivement 20 101 M\$ et 4 310 M\$ au 31 janvier 2010 (22 532 M\$ et 4 485 M\$ au 31 octobre 2009). Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2010, les éléments désignés à la juste valeur et les couvertures connexes ont entraîné une perte nette de 137 M\$ (perte nette de 91 M\$ et bénéfice net de 96 M\$ respectivement pour les trimestres terminés le 31 octobre 2009 et le 31 janvier 2009), laquelle comprenait un revenu net d'intérêts de 68 M\$ (63 M\$ et 54 M\$ respectivement pour les trimestres terminés le 31 octobre 2009 et le 31 janvier 2009).

L'incidence des changements dans les écarts de taux des prêts désignés à la juste valeur correspondait à un gain de 10 M\$ au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010 (gain de 7 M\$ et perte de 69 M\$ respectivement pour les trimestres terminés le 31 octobre 2009 et le 31 janvier 2009) et à aucun gain ni perte au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010 (gain de 1 M\$ et perte de 18 M\$ respectivement pour les trimestres terminés le 31 octobre 2009 et le 31 janvier 2009), déduction faite des couvertures de risque de crédit. Le risque de crédit de la CIBC sur les passifs en cours désignés à la juste valeur n'a eu aucune incidence au cours du trimestre considéré (pertes de respectivement 2 M\$ et 20 M\$ pour les trimestres terminés le 31 octobre 2009 et le 31 janvier 2009).

2. Valeurs mobilières

Reclassement des instruments financiers

En vertu des changements apportés en octobre 2008 aux chapitres 3855, « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation », et 3862, « Instruments financiers – informations à fournir » du *Manuel de l'ICCA*, il est permis, dans de rares circonstances, que certains actifs financiers détenus à des fins de négociation soient reclassés comme détenus jusqu'à l'échéance et disponibles à la vente. En juillet 2009, des modifications apportées au chapitre 3855 ont entraîné le reclassement des valeurs détenues jusqu'à l'échéance dans les prêts en date du 1^{er} novembre 2008. Nous n'avons pas reclassé de titres au cours du trimestre considéré.

Les tableaux suivants présentent les valeurs comptables, les justes valeurs ainsi que les bénéfices et les pertes propres aux actifs reclassés jusqu'à ce jour.

En millions de dollars, au	31 janvier 2010		31 octobre 2009			
	Juste valeur	Valeur comptable	Reclassé en 2009		Reclassé en 2008	
			Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Actifs détenus à des fins de négociation reclassés auparavant comme valeurs détenues jusqu'à l'échéance (actuellement dans les prêts)	5 805 \$	6 041 \$	- \$	- \$	5 843 \$	6 202 \$
Actifs détenus à des fins de négociation reclassés auparavant comme valeurs disponibles à la vente	759	759	84	84	786	786
Total des actifs financiers reclassés	6 564 \$	6 800 \$	84 \$	84 \$	6 629 \$	6 988 \$

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
<u>Bénéfice (perte) constaté(e) sur valeurs mobilières reclassées</u>			
Bénéfice brut constaté dans l'état des résultats	41 \$	39 \$	124 \$
Réductions de valeur	-	(22)	-
Frais d'intérêts liés au financement	(25)	(29)	(44)
Bénéfice net constaté, avant impôts sur les bénéfices	16 \$	(12) \$	80 \$
<u>Incidence si le reclassement n'avait pas eu lieu</u>			
Sur les actifs détenus à des fins de négociation reclassés auparavant comme valeurs détenues jusqu'à l'échéance (actuellement dans les prêts)	(125) \$	(156) \$	322 \$
Sur les actifs détenus à des fins de négociation reclassés auparavant comme valeurs disponibles à la vente	(1)	(11)	26
(Augmentation) diminution des bénéfices, avant impôts sur les bénéfices	(126) \$	(167) \$	348 \$

3. Prêts

Provision pour pertes sur créances

En millions de dollars	31 janvier 2010			Pour les trois mois terminés le	
	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Solde au début de la période	736 \$	1 307 \$	2 043 \$	1 980 \$	1 523 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	357	2	359	424	284
Radiations	(388)	-	(388)	(390)	(228)
Recouvrements	32	-	32	26	44
Divers	(7)	-	(7)	3	4
Solde à la fin de la période	730 \$	1 309 \$	2 039 \$	2 043 \$	1 627 \$
Se composent de ce qui suit :					
Prêts	730 \$	1 234 \$	1 964 \$	1 960 \$	1 551 \$
Facilités de crédit inutilisées	- \$	75 \$	75 \$	82 \$	76 \$
Lettres de crédit	-	-	-	1 \$	-

Prêts douteux

En millions de dollars, au	31 janvier 2010			31 octobre 2009		
	Montant brut	Provision spécifique	Total net	Montant brut	Provision spécifique	Total net
Prêts hypothécaires à l'habitation	462 \$	38 \$	424 \$	402 \$	35 \$	367 \$
Particuliers	334	256	78	325	258	67
Entreprises et gouvernements	1 130	436	694	1 184	442	742
Total des prêts douteux ¹	1 926 \$	730 \$	1 196 \$	1 911 \$	735 \$	1 176 \$

1) Le solde moyen des prêts douteux bruts totalisait 1 789 M\$ (1 345 M\$ en 2009).

4. Titrisations et entités à détenteurs de droits variables

Titrisations

Prêts hypothécaires à l'habitation

Nous titrisons des prêts hypothécaires à l'habitation assurés à taux fixe et à taux variable par la création de titres adossés à des créances hypothécaires (TACH) en vertu du programme d'Obligations hypothécaires du Canada (OHC), parrainé par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), et du processus d'adjudication de titres adossés à des créances hypothécaires assurées en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*. En vertu de ces deux programmes, les TACH sont vendus à une fiducie qui émet des titres aux investisseurs. Nous agissons à titre de contrepartie à des contrats de swaps de taux d'intérêt aux termes desquels nous versons à la fiducie les intérêts à payer aux investisseurs et recevons les intérêts sur les TACH. En date du 31 janvier 2010, nous avons 1 004 M\$ (1 024 M\$ au 31 octobre 2009) en coupons d'intérêt se rapportant aux actifs titrisés et 34 M\$ (38 M\$ au 31 octobre 2009) en coupons d'intérêt se rapportant aux autres programmes de la SCHL de titres adossés à des créances hypothécaires. Il ne devrait pas y avoir de pertes sur créances parce que les prêts hypothécaires sont garantis.

Nous titrisons également les prêts hypothécaires de premier ordre garantis canadiens et prêts hypothécaires de quasi premier ordre ou assortis d'une cote Alt-A non garantis canadiens à une structure d'accueil admissible. Au 31 janvier 2010, nous avons 95 M\$ (91 M\$ au 31 octobre 2009) en coupons d'intérêt se rapportant aux actifs titrisés; nous détenions aussi des billets émis par la structure d'accueil admissible de 270 M\$ (408 M\$ au 31 octobre 2009) dont des billets à long terme R1 d'un montant de 230 M\$ (372 M\$ au 31 octobre 2009) et des billets à moyen terme R1 d'un montant de 40 M\$ (36 M\$ au 31 octobre 2009). Une facilité de liquidité de 931 M\$ (661 M\$ déduction faite de nos placements dans la structure d'accueil admissible) (851 M\$ au 31 octobre 2009 (443 M\$ déduction faite de nos placements dans la structure d'accueil admissible)) a été accordée à la structure d'accueil admissible, laquelle n'avait pas été utilisée au 31 janvier 2010. De plus, nous détenions 28 M\$ (25 M\$ au 31 octobre 2009) en dépôts auprès de la structure d'accueil admissible à titre de protection de

premier recours. Nous sommes aussi la contrepartie à des contrats de swaps de taux d'intérêt pour lesquels nous versons à la structure d'accueil admissible les intérêts à payer aux investisseurs et recevons un taux d'intérêt dérivé du coupon des prêts hypothécaires sous-jacents. Le total des actifs de la structure d'accueil admissible au 31 janvier 2010 s'établissait à 932 M\$ (851 M\$ au 31 octobre 2009), dont 401 M\$ (414 M\$ au 31 octobre 2009) représentent les prêts hypothécaires de premier ordre et 524 M\$ (431 M\$ au 31 octobre 2009) constituent les prêts hypothécaires de quasi premier ordre ou assortis d'une cote Alt-A. Nous détenions des créances d'un montant additionnel de 67 M\$ (116 M\$ au 31 octobre 2009) qui pourraient être titrisées. Les prêts hypothécaires de quasi premier ordre ou assortis d'une cote Alt-A ont un taux moyen de perte de 30 points de base au cours des cinq dernières années et un ratio prêt-garantie moyen de 74 %.

À la vente de ces actifs, un gain net ou une perte nette est constaté au revenu tiré des créances titrisées. Nous demeurons responsables de l'administration des prêts hypothécaires et constatons les revenus de ces services à mesure qu'ils sont rendus.

Prêts hypothécaires commerciaux

Nous titrisons des prêts hypothécaires commerciaux au moyen d'une opération sans transformation par l'entremise d'une structure d'accueil admissible donnant lieu à des certificats de propriété détenus par divers investisseurs. Au 31 janvier 2010, nous détenions pour 16 M\$ (26 M\$ au 31 octobre 2009) en certificats de propriété. Nous continuons d'assurer la gestion des prêts hypothécaires. Aucune titrisation de prêts hypothécaires commerciaux au cours du trimestre n'a été effectuée.

Cartes de crédit

Nous titrisons les créances sur cartes de crédit dans Cards II Trust, structure d'accueil admissible établie pour l'acquisition de participations en copropriété dans des créances. Nous conservons les relations avec la clientèle et les obligations d'administration des créances titrisées de cartes de crédit et nous constatons un revenu lorsque les services d'administration sont rendus.

Aucune titrisation de créances sur cartes de crédit n'a été effectuée au cours du trimestre.

Au 31 janvier 2010, nos placements dans la structure d'accueil admissible comprenaient des coupons d'intérêt de 10 M\$ (11 M\$ au 31 octobre 2009), des billets subordonnés et des billets de soutien de 266 M\$ (268 M\$ au 31 octobre 2009) et des billets de premier rang de 96 M\$ (96 M\$ au 31 octobre 2009).

Le tableau suivant résume nos activités de titrisation et de vente liées aux prêts hypothécaires à l'habitation :

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Titrisés ¹	1 351 \$	3 185 \$	7 864 \$
Vendus ^{1, 2}	2 444	2 826	7 601
Produit net au comptant	2 467	2 829	7 610
Droits conservés	118	168	386
Gain à la vente, déduction faite des frais d'opération	58	64	(6)
Hypothèses sur les droits conservés (en %)			
Durée résiduelle moyenne pondérée (en années)	3,3	4,0	3,4
Taux de remboursement anticipé/taux de remboursement	15,0-18,0	15,0-18,0	13,0-24,0
Taux d'actualisation	2,0-8,5	2,2-8,5	1,4-7,5
Pertes sur créances prévues	0,0-0,4	0,0-0,2	0,0-0,2

1) Comprend 155 M\$ (90 M\$ au 31 octobre 2009 et néant au 31 janvier 2009) en prêts hypothécaires titrisés à taux fixe non garantis dans une structure d'accueil admissible.

2) Les créances titrisées non vendues sont constatées à titre de valeurs désignées à la juste valeur dans le bilan consolidé et sont comptabilisées à la juste valeur.

Entités à détenteurs de droits variables (EDDV)

EDDV consolidées

Comme il a été mentionné à la note 6 afférente aux états financiers consolidés de 2009, nous sommes considérés comme le principal bénéficiaire de certaines EDDV. Nous avons consolidé des actifs et des passifs totalisant 1 058 M\$ en date du 31 janvier 2010 (1 125 M\$ au 31 octobre 2009).

Le tableau ci-dessous présente plus de précisions sur les actifs soutenus par les obligations des EDDV consolidées.

En millions de dollars, au	31 janvier 2010	31 octobre 2009
Valeurs du compte de négociation	738 \$	669 \$
Valeurs disponibles à la vente	95	91
Prêts hypothécaires à l'habitation	67	115
Autres actifs	158	250
	1 058 \$	1 125 \$

EDDV non consolidées

Comme il a aussi été mentionné à la note 6 afférente aux états financiers consolidés de 2009, nous détenons des droits dans des EDDV participant à la titrisation de créances de tiers pour lesquelles nous ne sommes pas considérés comme le principal bénéficiaire et, par conséquent, nous ne les consolidons pas. Ces EDDV comprennent plusieurs fonds multicédants soutenus par

la CIBC et des TAC flux groupés pour lesquels nous avons agi à titre d'agents de structuration et de placement.

Nous ne sommes pas considérés comme le principal bénéficiaire de CIBC Capital Trust, fiducie en propriété exclusive de la CIBC. Pour plus de précisions, se reporter à la note 18 afférente aux états financiers consolidés de 2009.

Nous détenons aussi des droits dans les valeurs émises par les entités créées par la SCHL, la Federal National Mortgage Association (Fannie Mae), la Federal Home Loan Mortgage Corporation (Freddie Mac), la Government National Mortgage Association (Ginnie Mae), la Federal Home Loan Bank, la Federal Farm Credit Bank et la Student Loan Marketing Association (Sallie Mae).

Fonds multicédants soutenus par la CIBC

Nous soutenons plusieurs fonds multicédants non consolidés au Canada qui acquièrent des blocs d'actifs financiers de nos clients, puis émettent du papier commercial aux investisseurs pour financer ces acquisitions. Les actifs de ces fonds multicédants non consolidés totalisaient 3,5 G\$ au 31 janvier 2010 (4,1 G\$ au 31 octobre 2009). De temps à autre, nous continuons de soutenir nos fonds multicédants au moyen de l'achat de papier commercial émis par ces fonds multicédants.

Entités émettrices de TAC flux groupés structurées par la CIBC

Nous avons réduit nos activités de structuration d'entités émettrices de TAC flux groupés dans notre portefeuille de crédit structuré en voie de liquidation. Nos positions à l'égard des entités émettrices de TAC flux groupés découlent principalement de notre participation antérieure à titre d'agents de structuration et de placement pour des entités émettrices de TAC flux groupés.

Entités émettrices structurées par des tiers – activités en voie de liquidation

Tout comme pour nos activités liées aux TAC flux groupés, nous avons aussi réduit nos activités liées aux

entités émettrices structurées par des tiers dans notre portefeuille de crédit structuré en voie de liquidation. Ces positions étaient initialement négociées au moment de l'intermédiation, de la corrélation et de la négociation, activités qui nous ont permis de dégager une marge sur les positions appariées.

Entités émettrices structurées par des tiers – activités courantes

Nous avons des placements dans des entités émettrices structurées par des tiers par le biais de nos activités de trésorerie et de négociation.

Les montants au bilan et notre risque maximal de perte lié à des EDDV qui ne sont pas consolidées figurent dans le tableau qui suit. L'exposition maximale comprend la valeur comptable des placements, les montants nominaux de référence pour les facilités de liquidité et de crédit, et les montants nominaux de référence, déduction faite du cumul des pertes liées à la juste valeur pour les dérivés de crédit vendus sur les actifs de référence d'EDDV moins les positions couvertes.

En millions de dollars, au 31 janvier 2010	Fonds multicédants soutenus par la CIBC	Entités émettrices de TAC flux groupés structurées par la CIBC	Entités structurées par des tiers		Total
			Activités en voie de liquidation	Activités courantes	
Actif au bilan¹					
Valeurs du compte de négociation	178 \$	- \$	511 \$	11 \$	700 \$
Valeurs disponibles à la vente	145	5	15	1 596	1 761
Désignées à la juste valeur	-	152	-	254	406
Prêts	71	494	8 500	-	9 065
Total	394 \$	651 \$	9 026 \$	1 861 \$	11 932 \$
31 octobre 2009	556 \$	737 \$	6 676 \$	1 695 \$	9 664 \$
Passif au bilan					
Dérivés ²	- \$	205 \$	3 324 \$	- \$	3 529 \$
Total	- \$	205 \$	3 324 \$	- \$	3 529 \$
31 octobre 2009	- \$	243 \$	3 890 \$	- \$	4 133 \$
Risque maximal de perte					
Risque maximal de perte déduction faite des couvertures					20 876 \$
Moins : montant nominal de référence des protections souscrites auprès de tiers au titre des contrats de dérivés de crédit vendus					(6 698) \$
Moins : juste valeur des couvertures liées aux valeurs et aux prêts					(9 557) \$
Risque maximal de perte déduction faite des couvertures					4 621 \$
31 octobre 2009					3 041 \$

1) Compte non tenu des valeurs émises par les entités créées par la SCHL, Fannie Mae, Freddie Mac, Ginnie Mae, la Federal Home Loan Bank, la Federal Farm Credit Banks et Sallie Mae, ainsi que les droits conservés et les dérivés détenus auprès de ces entités.

2) Comprennent les dérivés de crédit (les options vendues et les swaps sur rendement total) en vertu desquels nous assumons le risque et excluent tous les autres dérivés.

5. Capital-actions

Actions ordinaires

Au cours du premier trimestre, nous avons émis 1,1 million de nouvelles actions ordinaires pour une contrepartie totale de 43 M\$ en vertu de régimes d'options sur actions. Nous avons également émis 1,4 million de nouvelles actions ordinaires pour une contrepartie totale de 88 M\$, conformément au régime d'investissement à l'intention des actionnaires.

Ratios et fonds propres réglementaires

Nos ratios de fonds propres et notre ratio actif/fonds propres sont présentés dans le tableau suivant.

En millions de dollars, au	31 janvier 2010	31 octobre 2009
Fonds propres de première catégorie	14 589 \$	14 154 \$
Total des fonds propres réglementaires	19 167	18 827
Actif pondéré en fonction du risque	112 122	117 298
Ratio des fonds propres de première catégorie	13,0 %	12,1 %
Ratio du total des fonds propres	17,1 %	16,1 %
Ratio actif/fonds propres	16,1x	16,3x

6. Garants financiers

Nous avons souscrit des contrats de dérivés auprès de garants financiers afin de nous couvrir contre le risque à l'égard de divers actifs de référence, y compris les titres adossés à des créances avec flux groupés et d'autres titres liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Au cours du trimestre, nous avons constaté un recouvrement net de 388 M\$ (recouvrement de 322 M\$ et charge nette de 636 M\$ respectivement pour les trimestres terminés le 31 octobre 2009 et le 31 janvier 2009) à l'égard des contrats de couverture des garants financiers dans le revenu tiré des activités de négociation. Les rajustements de valeur de ces contrats ont atteint 1,3 G\$ au 31 janvier 2010 (2,2 G\$ au 31 octobre 2009). La juste valeur des contrats de dérivés conclus auprès de garants financiers, déduction faite des rajustements de valeur, s'est établie à 1,3 G\$ au 31 janvier 2010 (1,5 G\$ au 31 octobre 2009).

À notre avis, nous avons rajusté la juste valeur adéquatement jusqu'à maintenant. Le calcul des rajustements de la juste valeur exige que nous fondions nos estimations sur les processus comptables et sur le jugement de la direction. Nous évaluons régulièrement le caractère adéquat des rajustements de juste valeur. La conjoncture et les conditions du marché qui sont liées à ces contreparties pourraient changer dans l'avenir, ce qui pourrait donner lieu à des pertes futures importantes.

7. Impôts sur les bénéfices

Actif d'impôts futurs

Au 31 janvier 2010, notre actif d'impôts futurs était de 1 379 M\$ (1 635 M\$ au 31 octobre 2009), déduction faite de la provision pour moins-value de 94 M\$ (95 M\$ au 31 octobre 2009). L'actif d'impôts futurs comprend des reports en avant de pertes fiscales canadiennes autres qu'en capital totalisant 760 M\$ au 31 janvier 2010 (990 M\$ au 31 octobre 2009) qui viennent à échéance dans 19 ans, un montant de 62 M\$ au 31 janvier 2010 (68 M\$ au 31 octobre 2009) lié aux reports en avant de pertes fiscales canadiennes en capital n'ayant pas de date d'échéance, et un montant de 337 M\$ au 31 janvier 2010 (356 M\$ au 31 octobre 2009) lié à nos activités américaines. Les normes comptables exigent qu'une provision pour moins-value soit établie lorsqu'il est plus probable qu'improbable que la totalité ou qu'une partie de l'actif d'impôts futurs ne sera pas réalisée avant son échéance. Bien que la réalisation ne soit pas assurée, nous sommes d'avis, d'après toutes les informations dont nous disposons, qu'il est plus probable qu'improbable que tous les actifs d'impôts futurs, déduction faite de la provision pour moins-value, seront réalisés.

Enron

Le 2 octobre 2009, l'Agence du revenu du Canada (ARC) a émis un avis de nouvelle cotisation dans lequel elle interdit la déduction des paiements d'environ 3,0 G\$ se rapportant au règlement lié à Enron en 2005. Au cours du trimestre, l'ARC a proposé de rejeter les frais juridiques liés à Enron et de procéder à certains autres rajustements divers. Les montants d'impôts et d'intérêts ci-dessus en tiennent compte. Nous avons déposé un avis d'opposition en décembre 2009 et avons l'intention d'entamer une action en justice pour défendre notre position fiscale devant la Cour canadienne de l'impôt. Nous pensons être en mesure de pouvoir défendre au moins le montant de l'économie d'impôts qui a été constaté jusqu'à maintenant. Si nous réussissons à défendre notre position fiscale en entier, nous serions en mesure de constater une économie d'impôts additionnelle de 214 M\$ et un remboursement des intérêts connexes imposables d'environ 155 M\$. Si nous ne réussissons pas, une charge d'impôts additionnelle d'environ 860 M\$, et des intérêts connexes non déductibles de 154 M\$, nous incomberait.

8. Charges au titre des avantages sociaux futurs

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Régimes de retraite à prestations déterminées			
Régimes de retraite	44 \$	15 \$	20 \$
Régimes d'avantages complémentaires	10	8	10
	54 \$	23 \$	30 \$
Régimes de retraite à cotisations déterminées			
Régimes de retraite de la CIBC	3 \$	4 \$	3 \$
Régimes de retraite d'État ¹	18	17	20
	21 \$	21 \$	23 \$

1) Régime de pensions du Canada / Régime des rentes du Québec et *Federal Insurance Contributions Act* des É.-U.

9. Résultat par action

En millions de dollars, sauf les données par action	Pour les trois mois terminés le		
	31 janvier 2010	31 octobre 2009	31 janvier 2009
Résultat de base par action			
Bénéfice net	652 \$	644 \$	147 \$
Dividendes et primes sur actions privilégiées	(42)	(43)	(36)
Bénéfice net applicable aux actions ordinaires	610 \$	601 \$	111 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	384 442	382 793	380 911
Résultat de base par action	1,59 \$	1,57 \$	0,29 \$
Résultat dilué par action			
Bénéfice net applicable aux actions ordinaires	610 \$	601 \$	111 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	384 442	382 793	380 911
Ajouter : le nombre d'options sur actions pouvant être exercées ¹ (en milliers)	1 156	1 194	513
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation ² (en milliers)	385 598	383 987	381 424
Résultat dilué par action	1,58 \$	1,56 \$	0,29 \$

1) Ne tient pas compte du nombre moyen de 2 398 961 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 77,62 \$, du nombre moyen de 3 444 668 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 69,37 \$ et du nombre moyen de 4 506 016 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 65,94 \$, respectivement pour les trois mois terminés le 31 janvier 2010, le 31 octobre 2009 et le 31 janvier 2009, le prix d'exercice des options étant supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la CIBC.

2) Les actions privilégiées convertibles et le passif au titre des actions privilégiées ne sont pas compris dans le calcul, étant donné que nous avons le droit de les racheter au comptant avant la date de conversion.

10. Cautionnements

En millions de dollars, au	31 janvier 2010		31 octobre 2009	
	Paiement maximal futur éventuel ¹	Valeur comptable	Paiement maximal futur éventuel ¹	Valeur comptable
Prêts de valeurs avec indemnisation ²	36 228 \$	-	30 797	-
Lettres de crédit de soutien et de bonne fin	4 965	20	5 123	20
Dérivés de crédit				
Options vendues	14 813	3 563	20 547	4 226
Protection vendue relativement aux swaps	3 511	218	3 657	276
Autres options vendues sur contrats de dérivés	-	2 292	-	2 849
Autres contrats d'indemnisation	-	-	-	-

1) Le montant total des sûretés disponibles relativement à ces garanties s'élevait à 38,2 G\$ (33,1 G\$ au 31 octobre 2009).

2) Les prêts de valeurs avec indemnisation correspondent au plein montant contractuel des valeurs des clients dont nous avons la garde et prêtées par Société de services de titres mondiaux CIBC Mellon, coentreprise à parts égales entre la CIBC et The Bank of New York Mellon.

3) Pour plus de précisions, consulter la description à la page 153 des états financiers consolidés de 2009.

11. Passifs éventuels

La CIBC est partie à diverses procédures judiciaires, y compris des enquêtes réglementaires, dans le cours normal des affaires. Même s'il est par nature difficile de prédire l'issue de ces affaires, à la lumière de nos connaissances actuelles et après consultation de nos conseillers juridiques, nous ne prévoyons pas que l'issue de ces affaires, isolément ou dans leur ensemble, ait des répercussions négatives importantes sur notre situation financière consolidée. Par contre, l'issue de ces affaires, isolément ou dans leur ensemble, peut avoir une incidence considérable sur nos résultats d'exploitation pour une période donnée.

Au quatrième trimestre de 2008, nous avons constaté un gain de 895 M\$ (841 M\$ US) découlant de la réduction à zéro de notre engagement non capitalisé sur un billet de financement variable émis par une entité émettrice de TAC flux groupés. Cette réduction a fait suite à une série d'actions du fiduciaire désigné par l'acte de fiducie des TAC flux groupés après le dépôt du bilan, le 15 septembre 2008, de Lehman Brothers Holdings Inc. (Lehman), garant d'un swap sur défaillance connexe conclu avec l'entité émettrice de TAC flux groupés. Malgré qu'elle ait fait savoir son désaccord avec les actions du fiduciaire désigné par l'acte de fiducie, la succession de Lehman n'a pas intenté d'actions judiciaires visant les TAC flux groupés ou notre billet de financement variable. Toutefois, la succession de Lehman a intenté des actions judiciaires visant certains autres TAC flux groupés et, au premier trimestre de 2010, dans l'affaire *Lehman Brothers Special Financing, Inc. v. BNY Corporate Trustee Services, Ltd.*, le tribunal des faillites américain à New York a statué que la provision habituelle dans une opération de TAC flux groupés était inexécutable, renversant ainsi la priorité des paiements à la faillite de Lehman, garant en vertu d'un contrat de swap connexe. Malgré cette décision, pour laquelle le défendeur a l'intention d'interjeter appel, nous sommes convaincus que, même si elles sont contestées, les actions du fiduciaire visant à réduire notre engagement capitalisé à zéro devraient être maintenues, bien qu'il ne peut y avoir de certitude quant à l'issue éventuelle. Nous continuons de croire que les actions du fiduciaire désigné par l'acte de fiducie ont été entièrement soutenues par les dispositions des contrats en vigueur et les normes juridiques pertinentes.

12. Informations sectorielles

La CIBC compte deux secteurs d'activité stratégiques : Marchés de détail CIBC et services bancaires de gros. Ces secteurs d'activité bénéficient du soutien de cinq groupes fonctionnels, à savoir Technologie et opérations, Expansion de l'entreprise, Finance (y compris la Trésorerie), Administration et Gestion du risque. Les activités de ces groupes fonctionnels sont intégrées au groupe Siège social et autres, et leurs revenus, leurs frais et leurs ressources au bilan sont habituellement ventilés entre les secteurs d'activité.

Au cours du trimestre, les activités mondiales de mise en pension de titres, qui faisaient auparavant partie de la Trésorerie dans le groupe Siège social et autres, ont été transférées rétroactivement aux activités sur les marchés financiers de services bancaires de gros. Auparavant, la quasi-totalité des résultats de ces activités était attribuée au secteur Autres de Marchés de détail CIBC. Aussi au cours du trimestre, les produits tirés de la gestion des liquidités des grandes entreprises, qui étaient avant constatés dans les services bancaires aux entreprises de Marchés de détail CIBC, ont été transférés rétroactivement dans les activités de Services financiers aux entreprises et Banque d'investissement de services bancaires de gros. Les montants des périodes précédentes ont été retraités.

La nature des méthodes de fixation des prix de cession interne et de répartition des revenus de trésorerie peut faire en sorte que certains postes soient présentés différemment dans les résultats sectoriels et dans les résultats de l'ensemble de la CIBC.

En millions de dollars, pour les trois mois terminés le		Marchés de détail CIBC	Services bancaires de gros	Siège social et autres	Total CIBC
31 janvier 2010	Revenu net (frais nets) d'intérêts	1 507 \$	147 \$	(140) \$	1 514 \$
	Revenu autre (frais autres) que d'intérêts	895	466	186	1 547
	Revenu intersectoriel¹	-	-	-	-
	Total des revenus	2 402	613	46	3 061
	Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	365	24	(30)	359
	Amortissement²	29	1	64	94
	Frais autres que d'intérêts	1 285	317	52	1 654
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations ne donnant pas le contrôle	723	271	(40)	954
	Charge (économie) d'impôts	189	76	21	286
	Participations ne donnant pas le contrôle	5	11	-	16
	Bénéfice net (perte nette)	529 \$	184 \$	(61) \$	652 \$
	Actif moyen³	266 515 \$	101 885 \$	(27 578) \$	340 822 \$
31 octobre 2009	Revenu net (frais nets) d'intérêts	1 493 \$	89 \$	(163) \$	1 419 \$
	Revenu autre (frais autres) que d'intérêts	863	414	192	1 469
	Revenu intersectoriel ¹	-	-	-	-
	Total des revenus	2 356	503	29	2 888
	Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	362	82	(20)	424
	Amortissement ²	30	2	70	102
	Frais autres que d'intérêts	1 308	243	16	1 567
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations ne donnant pas le contrôle	656	176	(37)	795
	Charge (économie) d'impôts	182	16	(53)	145
	Participations ne donnant pas le contrôle	6	-	-	6
	Bénéfice net	468 \$	160 \$	16 \$	644 \$
	Actif moyen ³	267 191 \$	99 439 \$	(27 433) \$	339 197 \$
31 janvier 2009	Revenu net (frais nets) d'intérêts	1 258 \$	108 \$	(33) \$	1 333 \$
	Revenu autre (frais autres) que d'intérêts	1 116	(438)	11	689
	Revenu intersectoriel ¹	1	-	(1)	-
	Total des revenus	2 375	(330)	(23)	2 022
	Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	278	(11)	17	284
	Amortissement ²	35	2	66	103
	Frais autres que d'intérêts	1 256	279	15	1 550
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations ne donnant pas le contrôle	806	(600)	(121)	85
	Charge (économie) d'impôts	224	(223)	(68)	(67)
	Participations ne donnant pas le contrôle	5	-	-	5
	Bénéfice net (perte nette)	577 \$	(377) \$	(53) \$	147 \$
	Actif moyen ³	264 893 \$	126 050 \$	(21 694) \$	369 249 \$

- 1) Le revenu intersectoriel représente les commissions de vente internes et la répartition des revenus selon le modèle de gestion fabricant-secteur client-distributeur.
- 2) Comprend l'amortissement des bâtiments, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives, des logiciels et des actifs incorporels à durée de vie limitée.
- 3) Les actifs sont présentés en fonction de moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière et c'est la mesure examinée par la direction.
- 4) Certaines informations de périodes antérieures ont été retraitées pour les rendre conformes à la présentation du trimestre considéré.

POUR NOUS JOINDRE :

Secrétaire général : Les actionnaires peuvent communiquer avec ce service par téléphone, au 416 980-3096, par télécopieur, au 416 980-7012, ou par courriel, à l'adresse michelle.caturay@cibc.com.

Relations avec les investisseurs : Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui désirent obtenir des renseignements financiers peuvent communiquer avec ce service par téléphone, au 416 980-2088, par télécopieur, au 416 980-5028, ou par courriel, à l'adresse john.ferren@cibc.com.

Communications et affaires publiques : Les médias financiers, commerciaux et spécialisés peuvent communiquer avec ce service par téléphone, au 416 980-4111, par télécopieur, au 416 363-5347, ou par courriel, à l'adresse marylou.frazer@cibc.com.

Services bancaires téléphoniques CIBC : Conformément à notre engagement envers nos clients, des renseignements sur les produits et les services de la Banque CIBC peuvent être obtenus en composant sans frais au Canada le 1 800 465-2422.

Présentation aux investisseurs en direct : De l'information financière supplémentaire et une présentation destinée aux investisseurs et aux analystes peuvent être consultées à l'adresse www.cibc.com/francais : À propos de la CIBC.

Conférence téléphonique sur les résultats financiers : La conférence téléphonique avec des analystes et investisseurs sur les résultats financiers de la Banque CIBC pour le premier trimestre aura lieu le jeudi 25 février 2010, à 7 h HE. Pour la conférence en français, composez le 514 392-1478 à Montréal ou le numéro sans frais 1 877 922-4773; pour la conférence en anglais, composez le 416 695-6622 à Toronto ou le numéro sans frais 1 800 766-6630 pour le reste de l'Amérique du Nord. L'enregistrement de la conférence sera accessible en français et en anglais jusqu'à minuit HE le 11 mars 2010. Pour accéder à la retransmission en français, composez le 514 861-2272 ou le 1 800 408-3053, code d'accès 8453330#. Pour accéder à la retransmission en anglais, composez le 416 695-5800 ou le 1 800 408-3053, code d'accès 4748452#.

Webdiffusion audio : Une diffusion audio en direct sur les résultats financiers du premier trimestre de la Banque CIBC aura lieu le jeudi 25 février 2010, à 7 h HE, en français et en anglais. Pour accéder à la webdiffusion, rendez-vous à l'adresse www.cibc.com/francais : À propos de la CIBC. Une version archivée de la webdiffusion sera aussi accessible en français et en anglais après la conférence à l'adresse www.cibc.com/francais : À propos de la CIBC.

Les informations contenues dans le site Web de la Banque CIBC, www.cibc.com/francais, ne sont pas réputées être intégrées aux présentes par renvoi.

SERVICE DE DÉPÔT DIRECT DES DIVIDENDES

Les résidents du Canada porteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de faire déposer leurs dividendes directement à leur compte, dans toute institution financière membre de l'Association canadienne des paiements. Pour prendre les dispositions nécessaires, veuillez écrire à la Compagnie Trust CIBC Mellon, P.O. Box 7010, Adelaide Street Postal Station, Toronto, Ontario M5C 2W9, ou envoyer un courriel à l'adresse inquiries@cibcmellon.com.

RÉGIME D'INVESTISSEMENT À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Les porteurs inscrits d'actions ordinaires de la Banque CIBC qui souhaitent acquérir des actions ordinaires additionnelles de la Banque CIBC peuvent participer au régime d'investissement à l'intention des actionnaires, sans verser de commission de courtage ni payer de frais de service.

Pour obtenir un exemplaire de la circulaire d'offre, veuillez communiquer avec Compagnie Trust CIBC Mellon par téléphone, au 416 643-5500, ou au numéro sans frais 1 800 387-0825, ou par télécopieur, au 416 643-5501.

PRIX DES ACTIONS ORDINAIRES ÉMISES EN VERTU DU RÉGIME D'INVESTISSEMENT À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Dates d'émission	Option d'achat d'actions	Option de réinvestissement des dividendes et options de dividendes en actions
2 nov. 2009	62,57 \$	
1 ^{er} déc. 2009	68,85 \$	
4 janv. 2010	67,53 \$	
28 janv. 2010		62,47 \$

